

Aménagement, accessibilité, gestion, sécurité, canalisation des flux, zones de baignade, différentes pratiques, législation et responsabilité



Rapport PHASE IV	Mars 2011
	<b>PHASE IV: LA PROGRAMMATION PRE-OPERATIONNELLE</b>
Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises	

# **Étude sur les flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière de la Vis et du Rieutord**

Aménagement, accessibilité, gestion, sécurité, canalisation des flux, zones de baignade, différentes pratiques, législation et responsabilité

## **Phase IV : La programmation pré-opérationnelle**

**Etude réalisée pour la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises**

**PAR :**

**Jean-Michel DAROLLES**

Directeur du Cabinet JED

Expert-consultant en ingénierie du développement, aménagement et marketing  
de la culture, du tourisme, des loisirs et de l'environnement

Expert- consultant juridique

**Stéphanie ETIENNE**

Consultante en développement, aménagement et marketing  
des sports de nature, de l'environnement et du tourisme durable

**Nicolas JOUVENEZ**

Consultant en développement, et aménagement  
du tourisme, de la culture, de l'environnement, des sports et des loisirs

**Agnès DAROLLES**

Chargée d'études et de recherche juridiques, spécialisée en aménagement et urbanisme –  
Droit privé et Droit public



## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE - SYNTHÈSE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE I. Le descriptif des aménagements des sites prioritaires .....</b>	<b>8</b>
<b>I/- Les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques .....</b>	<b>8</b>
I.1 Les principes constructifs et les matériaux .....	8
I.2 L'intégration environnementale et la ligne architecturale .....	14
I.3 Le référentiel technique général .....	18
I.4 Les aménagements et équipements liés aux activités de baignade .....	26
I.5 Les aménagements et équipements liés aux activités de loisirs nautiques .....	30
I.6 Les aménagements et équipements liés aux activités de loisirs et détente en bord de rivière.....	32
I.7 Les équipements de signalisation .....	35
<b>II/- Les sites retenus comme prioritaires .....</b>	<b>39</b>
II.2 Le site de Saint-Etienne d'Issensac (Commune de Brissac) (SH13-SH14 et PH11).....	40
II.3 Le débarquement public (canoë-kayak) (PH11) .....	62
II.4 Le site de Saint-Bauzille de Putois (SH11) .....	74
II.5 Le site de Laroque (SH05) .....	87
II.6 Le site des Forces (Commune de Cazilhac) (SV07-SV08) .....	99
<b>PARTIE II. La programmation et la mise en œuvre des aménagements .....</b>	<b>118</b>
<b>I/- La programmation pluriannuelle des travaux.....</b>	<b>118</b>
<b>II/- La programmation pluriannuelle des coûts de fonctionnement.....</b>	<b>121</b>
<b>III/- Les modèles pour la mise en œuvre du projet .....</b>	<b>124</b>
1 <sup>er</sup> Volet : Cahiers des charges techniques particulières.....	125
2 <sup>ème</sup> Volet Modèle de déclarations .....	160
<b>IV/- Les modèles d'outils pour la gestion.....</b>	<b>173</b>

## PREAMBULE - SYNTHÈSE

La présente étude porte sur les activités réalisées en bord de rivière et principalement : **les activités de détente et de loisirs en bord de rivière, les activités de pêche, de baignade et de canoë-kayak** (sportif et de loisirs-tourisme). Les autres activités sportives de nature, se déroulant à proximité des cours d'eau ont également été prises en compte dans la phase de diagnostic (randonnée pédestre, escalade, spéléologie).

La présente étude s'est déroulée en 4 phases :

- Une phase de cadrage (I)
- Une phase de Diagnostic partagé (II)
- Une phase de Schéma d'aménagement et de gestion (III)
- Une phase de Programmation pré-opérationnelle (IV).

Chaque Phase a fait l'objet d'un Rapport qui lui est relatif.

La **Phase II « Diagnostic »** a permis :

- d'identifier :
  - 27 sites ayant fait l'objet d'une visite de terrain (pêche, détente, baignade, canoë-kayak, randonnées)
  - 28 sites privés situés à proximité des cours d'eau
- de consulter plus de 50 acteurs locaux
- de procéder à 7 sessions de comptage sur les sites de baignade entre juillet et août 2010
- d'échanger avec les prestataires touristiques du territoire (hébergeurs, restaurateurs, prestataires canoë-kayak, prestataires multi-activités)
- de visiter des sites potentiels.

Cf. Annexe p 194 : Outils de diagnostic

**Le Rapport de Phase II** contient :

- une fiche-site pour chacun des sites identifiés. Chaque fiche site reprend un ensemble d'items détaillés comprenant entre autres les caractéristiques structurelles du site ; les caractéristiques foncières et de gestion ; les contraintes environnementales et les données socio-économiques. Un croquis ainsi qu'une série de photos complètent les informations données sur chaque site





- Le cadre réglementaire relatif à chaque activité, ainsi qu'aux opérations d'aménagement/équipement.

## La Phase de Diagnostic a mis en évidence :

### - Les volumes de fréquentation :

Les résultats des comptages et collecte de données de fréquentation permettent d'évaluer les pics de fréquentation en période estivale, mettant en évidence :

- **pour la détente et la baignade**
  - des pics de fréquentation « détente et baignade » pouvant atteindre plus de 2700 personnes sur l'ensemble du territoire (maximum 30 jours par an)
  - dont 1800 personnes sur la vallée de l'Hérault en aval de Ganges
  - dont plus de 700 personnes sur la basse vallée de la Vis
- **pour les activités nautiques**
  - des pics de fréquentation « parcours nautique » pouvant atteindre 1575 pratiquants (maximum 10 jours par an)
  - l'activité génère une fréquentation globale évaluée à plus de 60 000 pratiquants sur une période de 5 à 6 mois.
- **pour les activités de pêche**
  - pas de pics de fréquentation en dehors des quelques concours locaux organisés en dehors de la saison estivale
  - 1 649 cartes vendues (dont 1498 dans l'Hérault et 151 dans le Gard)
- **Un constat partagé**
  - Une absence de sites aménagés et surveillés pour la baignade
  - Des nuisances et des dégradations croissantes nécessitant une intervention en termes d'aménagement et de gestion, afin d'assurer la sécurité et la qualité de l'offre touristique.
  - Une absence d'équipements (sanitaires, barbecue, signalétique) sur des sites très fortement fréquentés.
  - Une activité touristique pourtant tournée vers les bords de rivière : hébergement de plein air, activités liées à l'eau
  - Des sites « sur fréquentés » ; « régulièrement fréquentés » et « peu fréquentés »
  - Des approches différentes (territoriale et sectorielle) mais une volonté partagée de :
    - Préservation du milieu aquatique et ses abords
    - Positionnement touristique du territoire tout en assurant une amélioration de la qualité de cadre de vie aux populations locales



- Favoriser la gestion maîtrisée des activités participant au développement économique local
- Trouver des réponses aux problématiques et constats négatifs d'insécurité, de vandalisme et de nuisances par l'aménagement de certains sites, et leur gestion adaptée.

**La Phase III** a permis l'élaboration de **propositions d'aménagement et de gestion**, avec :

- Des orientations stratégiques de développement et d'aménagement durables par activités et par Vallée (lignes architecturales, signalisation, code de comportement)
- 16 sites (4 sur la Vis, 10 sur l'Hérault et 2 sur le Rieutord) ont fait l'objet d'une fiche présentant :
  - un schéma d'aménagement/équipement avec :
    - rappel des éléments de diagnostic
    - vocation du site au regard du diagnostic
    - insertion territoriale
    - contraintes techniques, foncières et réglementaires
    - référentiel détaillé des aménagements/équipements, cartographies, croquis
  - un schéma de gestion permettant de déterminer la répartition de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'aménagement et de maintenance, ainsi que les outils de mise en œuvre du programme.

Sur la base de **ce rapport de Phase III, outil d'aide à la décision**, les membres de la Commission Tourisme de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises ont procédé à **une sélection de sites prioritaires** à retenir en vue d'aménagement/équipement/gestion (4 sites) :

- **Le site de Saint-Etienne d'Issensac (Commune de Brissac) (SH13-SH14 et PH11)**
- **Le site de Saint-Bauzille de Putois (SH11)**
- **Le site de Laroque (SH05)**
- **Le site des Forces (Commune de Cazilhac) (SV07-SV08)**

Les membres du Comité technique ont souhaité que soit intégré aussi le site du barrage de la Vernède en réponse à la recherche de site de débarquement public.

- **Le débarquement public (canoë-kayak) (PH11)**

Sur la base de ce choix, la **Phase IV constitue donc** une Phase de Programmation pré-opérationnelle, avec :

- **des avant-projets sommaires** contenant :
  - le rappel des principes d'aménagement/équipement



- des **fiches détaillées** pour chacun des sites retenus, avec :
  - les fiches sites réalisés en Phases I et II, permettant le rappel du contexte, des objectifs et des vocations
  - des croquis
  - un référentiel chiffré des aménagements /équipements
  - les procédures à suivre
  - phasage des opérations d'aménagement/équipements
  - schéma de maîtrise d'ouvrage et de gestion
- un **phasage global d'aménagement** /équipement permettant :
  - les équipements sommaires et la réglementation nécessaires sur les sites non retenus (baignade)
  - une réalisation progressive et relativement équilibrée sur les sites retenus
- une **estimation pluriannuelle des coûts de fonctionnement** pour la gestion des sites
- des **modèles pour la mise en œuvre opérationnelle** du projet (CCTP MO, M Travaux, M Services, Evaluation/Natura 2000)
- des **modèles pour la gestion** du projet (conventions, arrêtés municipaux/baignade).

### I/- Les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques

#### I.1 Les principes constructifs et les matériaux

##### ❖ **La démarche de développement durable**

Cette étude sur les flux touristiques le long des cours d'eau s'inscrit dans une démarche de développement durable, ainsi les objectifs du programme d'aménagement vise à :

- améliorer la qualité de l'offre touristique (connaissance des clientèles, code de comportement, aménagement) et soutenir l'économie locale,
- améliorer la qualité du cadre de vie des habitants,
- sensibiliser le public par la mise en place à terme d'actions d'éducation, d'interprétation et d'information du public,
- protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, culturel et historique par la gestion des ressources, la limitation des nuisances et pollutions,
- maîtriser la fréquentation touristique par la connaissance des flux de visiteurs et leur canalisation

L'intégration des équipements touristiques sera garantie à travers l'élaboration des cahiers des charges qui veilleront à privilégier la réhabilitation, l'utilisation de matériaux locaux et le respect des traditions architecturales.

De plus, compte-tenu de la particularité des sites et la prédominance des zones inondables faisant l'objet de ce projet d'aménagement, il conviendra de préciser que ces aménagements et équipements d'intérêt général sont pour la plupart implantés sur le champ d'inondation. Ces aménagements et équipements sont compatibles avec les règlements de Plan de Prévention des Risques des communes du territoire.

Une attention particulière sera apportée à la fabrication de l'ensemble des équipements implantés sur les sites. La fabrication à base de matériaux respectant l'environnement sera privilégiée. Ces matériaux allant du bois à la pierre, devront respecter les besoins de durabilité, de bilan environnemental et de prix pour ce type d'équipement à destination du public et implanté en milieu naturel.

Les travaux d'aménagement veilleront à respecter les techniques de génie végétale et préconisations techniques d'aménagement des cours d'eau pour assurer le maintien de l'équilibre écologique des milieux.

##### LE ROLE DE LA RIPISYLVE

- **rôle mécanique** : hydraulique (ralentissement), maintien des berges (érosion, ravinement, pluie), piégeage des sédiments et brise vent
  - **rôle physico-chimique** : filtrage des nutriments extérieurs, régulation thermique, régulation de l'éclairement
  - **rôle écologique** : abri, nourrissage, reproduction, corridor
  - **rôle socio-économique** : bois récoltable, impact paysager, loisirs en berges
- ⇒ **respecter les techniques végétales dans l'aménagement des berges**

Dans le cas de réalisation de constructions même réduites, il s'agira de définir un niveau d'atteinte des critères de Haute Qualité Environnementale.

## ❖ Le dimensionnement des principaux aménagements et équipements

La mise en cohérence et l'harmonisation des équipements implantés sur le territoire doit constituer un objectif majeur pour les communes à vocation touristique et de loisirs.

Le dimensionnement et la typologie des aménagements et équipements seront adaptés site par site, sur la base des ratios suivants :

Ratios des principaux aménagements et équipements		
Stationnement classique	1 véhicule	25 m <sup>2</sup>
Stationnement paysager	1 véhicule	50 m <sup>2</sup>
Stationnement en épi (45°)	1 véhicule	20 m <sup>2</sup>
Plage (50 m de large)	50 pers	500 m <sup>2</sup>
Poste pêche (30 m de large)	1 poste	30m <sup>2</sup>
Canoë-kayak	15 pers	1 ha
Aire de jeux	1 pers	50 m <sup>2</sup>
Pelouse - Pique-nique	1 pers	25 m <sup>2</sup>
Bois - Pique-nique	1 pers	50 m <sup>2</sup>
Promenade	15 pers	1 ha
Sanitaire « Sanivertes »	220 pers.	6 m <sup>2</sup>
Sanitaire « Nomade »	1000 pers.	6 m <sup>2</sup>
Collecte des déchets		
Ordures ménagères	1 pers	1 kg/jour
Emballages / Verre	1 pers	0,25kg/jour

## ❖ Les prescriptions relatives à l'accessibilité des sites aux personnes à mobilité réduite

### ☛ Critères généraux applicables

#### Le stationnement

Un emplacement ou plus (minimum 1 pour 50) doit être réservé et bien signalé pour les personnes en situation de handicap, si le site ou l'équipement dispose d'un parking privé avec des places matérialisées au sol.

#### Le cheminement

L'aménagement d'un cheminement piéton répond à quatre contraintes majeures:



- la nature du sol : non meuble, non glissant et sans obstacles
- la largeur du cheminement : de 1,20 m minimum à 1,60 m recommandé.
- la pente et les dénivellations : lorsque la pente ne peut être évitée, elle doit être inférieure à 5%.  
Au-delà de 4%, un pallier de repos est nécessaire tous les 10 m.
- la signalisation des obstacles : tout élément situé à moins de 2 m de hauteur constitue un danger potentiel à signaler

### **Les sanitaires**

En cas de sanitaires collectifs, un WC au moins doit être adapté (dégagement libre et présence d'au moins une barre d'appui)

Un lavabo attenant dans l'espace sanitaire global doit être accessible (dégagement, miroir).

Il ne doit pas exister d'obstacles à hauteur de visage.

### **Sécurité**

Le personnel doit être informé de la présence d'un client qui a besoin d'être alerté et/ou aidé en cas d'évacuation, nécessitant une aide humaine pour évacuer d'urgence.

Pour les personnes sourdes ou malentendantes ne percevant pas une alarme incendie sonore, installer un système d'alerte visuel clignotant, dans les espaces où la personne peut se retrouver seule.

Notamment pour le handicap mental, vérifier qu'il existe des barrières autour d'un lieu dangereux telle que la piscine et notifier si la structure est clôturée, s'il y a une route dangereuse à proximité.

Un numéro d'appel d'urgence en gros caractères doit être mentionné clairement à plusieurs endroits du site.

### **☛ Les zones de baignade de plein air**

Il doit y avoir une continuité de cheminement adaptée entre la zone stationnement ou de dépose et l'entrée du site (caractéristiques générales)

**La présence d'un point d'accueil** pour une mise à disposition de matériel est obligatoire

**Un panneau d'information** à l'entrée du site ou à l'entrée du cheminement menant au site est obligatoire.

Sur ce panneau doivent figurer toutes les informations indispensables à l'accueil des personnes en situation de handicap :

- Période et horaires de surveillance du site.
- Période et horaires du service d'accompagnement.
- Plan général du site et de ses équipements
- Numéro d'appel d'urgence
- Réglementations particulières (si existantes)

Pour offrir un meilleur confort visuel à tous et plus particulièrement aux personnes malvoyantes, cette signalétique :



- présente un contraste de couleur :
  - entre le support et le panneau
  - entre le panneau et les inscriptions
- permet une distance de lecture comprise entre 5 et 25 cm
- est située entre 1,30 m et 1,60 m de hauteur (privilégier la largeur)
- présente une calligraphie la plus simple possible en utilisant une police de
  - caractères de type "Arial", "Helvetica", avec des majuscules et des minuscules et
  - respectant une interligne suffisante entre chaque ligne et sans utiliser uniquement les
  - caractères gras.

**La présence d'un dispositif d'annonce sonore** décrivant les aménagements du site est impérative.

**La praticabilité du cheminement de l'accueil (ou du panneau d'information)** jusqu'à l'eau ou jusqu'à un dispositif d'aide technique ou humaine à la baignade est incontournable.

**La présence de WC est obligatoire pour le moteur dans un rayon de 150 mètres**

**En cas de sanitaires publics, un WC au moins doit être adapté**

Si les WC sont séparés par sexe, il doit y avoir au moins un WC adapté par sexe

**Les dispositifs d'assistance technique et humaine à la baignade** sont obligatoires pour le handicap moteur et pour le handicap visuel (baignade incluse)

**Définition du service d'assistance humaine à la baignade:**

*Accompagner la personne à l'eau et rester à proximité, puis la ramener à sa serviette*

*Le personnel d'assistance devra attester d'une sensibilisation/formation à l'accueil de la personne en situation de handicap.*

**Pour les cheminements depuis le stationnement à la zone de baignade, nous reprendrons les critères spécifiques des itinéraires de promenades et de randonnée**

Il est rappelé que lors de toute évaluation il est impératif de remplir en premier lieu les grilles des caractéristiques générales du label.

**Des photos du site** devront obligatoirement être jointes au dossier pour la présentation en commission régionale et nationale ainsi que des documents relatifs à l'itinéraire s'ils existent (carte, plan descriptif, ...)

Dans la description du site **les caractères de dangerosité** devront être relevés et notifiés.

Exemple : Passage de route, portion de route empruntée, trafic de cette voie de circulation, bord de rivière, de plan d'eau etc....

Dans cette description il est important de préciser si l'itinéraire est réservé exclusivement à la randonnée pédestre, équestre, VTT ou s'il est ouvert à d'autres usagers (automobiles, tracteurs, moto, quad, 4x4....)

Il doit y avoir une continuité de cheminement adaptée entre la zone de stationnement ou de dépose et l'entrée du site

**Un panneau d'information à l'entrée du site ou à l'entrée du cheminement menant au site est obligatoire.**

Sur ce panneau doivent figurer toutes les informations indispensables à l'accueil des personnes en situation de handicap :

- Plan général du site et de ses équipements
- Longueur du cheminement
- Largeur du cheminement
- Durée moyenne pour effectuer le parcours (marcheur valide)
- Plan du tracé
- Plan en relief
- Points particuliers (parkings, aires de repos, zones de croisement, passages difficiles, déclivité ....)
- Numéro d'appel d'urgence
- Réglementations particulières (si existantes)

Ce panneau doit assurer le même confort visuel que pour les zones de baignade.

La présence d'un **dispositif d'annonce sonore** décrivant les aménagements du site est impérative.

La **signalétique descriptive** doit être située entre 0,90 m et 1,40 m

La **signalétique directionnelle** doit être située entre 1,30 m et 1,60m

Il convient de mettre en place un seul message à la fois pour en faciliter la compréhension, ainsi qu'une hiérarchisation de l'information et une signalétique associée (texte/image, photo) très lisible, notamment pour les personnes ayant un handicap auditif ou un handicap mental.

Utiliser des pictogrammes simples et aisément compréhensibles.

Les **cheminements** doivent être en revêtements durs et plats (ou compensés par des plans inclinés à faible déclivité) non glissants et sans obstacle.

Ils doivent être bien délimités tactilement et de couleurs différenciées pour les personnes en situation de handicap visuel (également recommandé pour les personnes handicapées mentales)

Les **obstacles** susceptibles d'entraver la circulation ou de présenter un danger pour les personnes en situation de handicap visuel (obstacles à hauteur non détectables à la canne ou non contrastés) doivent être neutralisés.



La **largeur** minimum du cheminement doit être de 0,90 m

En dessous d'1,60 m de largeur, il doit y avoir des zones de croisement espacées régulièrement

Les **ponts, passerelles, escaliers et passages difficiles** devront être équipés de garde-fous ou mains courante facilement préhensible, commençant avant la première marche ou l'obstacle, et s'arrêtant au-delà de la dernière marche ou l'obstacle (30 à 40 cm).

#### ☛ **Pour les activités nautiques : aviron, canoë-kayak, voile**

Il existe un cahier des charges propres aux activités nautiques proposées par une structure. Plusieurs éléments sont abordés : réglementation, formation, structures d'accueil et lieux de vie, matériel adapté, lieux d'embarquement et de débarquement.

Nous reprendrons les critères pour l'aménagement des zones d'embarquement et de débarquement publiques projetées dans le schéma d'aménagement des bords de rivière.

Dans le cadre d'un départ de plage ; un **cheminement dur**, non meuble, non glissant et sans obstacles doit être prévu.

Si le cheminement est meuble :

- Prévoir une bande de roulage jusqu'à l'eau (chemin de roulement mobile en textile synthétique - caillebotis),
- Et/ ou un fauteuil de plage (larges roues, matériaux plastiques ou inoxydables).

Afin de faciliter le transfert, un **système adapté de transfert** (planche de transfert, portique...) doit être disponible.

Des **repères directionnels** doivent être mis en place pour faciliter l'orientation de la personne (contraste en relief et en couleur).

En cas d'impossibilité technique avérée, des mesures compensatoires devront être prévues.

#### ☛ **Les sites d'activités de loisirs sportifs**

- Prévoir une adaptation des activités en fonction du handicap considéré, une mise en place d'aménagements techniques adaptés, et éventuellement une aide humaine.
- La pratique des activités doit être encadrée par un personnel diplômé ou agréé ou qualifié handisport.

## ❖ Les matériaux utilisés

### Pour les produits en bois

Selon le lieu d'implantation des sites, il convient de se rapprocher des acteurs de la filière bois pour favoriser ce matériau dans l'équipement des sites naturels. Néanmoins, le bois est également soumis à de fortes dégradations dans les zones isolées.

La région du Languedoc-Roussillon n'est pas grande productrice de produits issus de la filière bois. Aussi une attention particulière sera portée au choix des produits réalisés en bois. Il sera autant que possible privilégier les produits portant l'une des certifications suivantes :

- **Bois Autoclave** : marque mettant en avant le processus de traitement des bois bénéficiant d'un produit sans chrome, ni arsenic
- **PEFC** : label européen certifiant la provenance des bois utilisés de forêts gérées
- **CTB B+** : atteste des performances des bois en services en termes de durabilité (choix de l'essence, produit de préservation, processus d'imprégnation)
- **FSC** : écolabel qui assure que la production d'un produit à base de bois a respecté des procédures censées garantir la gestion durable des forêts

### Pour les produits en pierre

Il sera privilégié l'usage des pierres locales travaillées et posées par une entreprise locale.

Il n'existe pas de certification spécifique, néanmoins, il convient de s'attacher aux réalisations existantes (muret, table de pique-nique, place à feu...).

## I.2 L'intégration environnementale et la ligne architecturale

### ❖ L'intégration environnementale et territoriale

Le schéma d'aménagement doit servir de référentiel tant pour l'aménagement des sites retenus dans le cadre de la présente étude, que pour l'aménagement et le développement de futurs sites de pratique.

Aussi, il convient de veiller à l'intégration environnementale et la valorisation globale du territoire par :

- la signalisation des entrées de vallées (Hérault ; Vis et Rieutord)
- le choix d'une ligne architecturale et paysagère commune à tous les équipements
- la pose de Relais Information Services sur l'ensemble des sites aménagés (détente, baignade, loisirs nautiques, pêche, départ de randonnée) rappelant l'offre globale du territoire
- le maintien de l'existant, inscrit comme « patrimoine naturel » dans les mentalités locales
- l'aménagement de sites de baignade aménagée et surveillée en réponse notamment aux attentes des clientèles touristiques

- l'aménagement de zones d'embarquement et de débarquement public pour le parcours nautique Ganges – Brissac
- le maintien de l'ouverture et de l'accès aux berges pour les pratiques sportives (pêche, canoë-kayak)

## ❖ La signalisation des entrées de vallées

### - Un signal : identité commune des sites

Cette signalisation devra à la fois évoquer l'unité du territoire (cours d'eau et milieu naturel à préserver et à valoriser) mais aussi la spécificité de chaque vallée.

Cette spécificité se traduit essentiellement par les usages développés sur chacune d'elles.

Ainsi, la vallée de l'Hérault se distingue par ses forts enjeux liés aux pratiques sportives, touristiques et de loisirs de nature ; la vallée de la Vis, affluent de l'Hérault se caractérise par ses enjeux de préservation et de valorisation de la richesse écologique de la rivière ; la vallée du Rieutord, affluent de l'Hérault constitue le parfait exemple d'un cours d'eau cévenol.

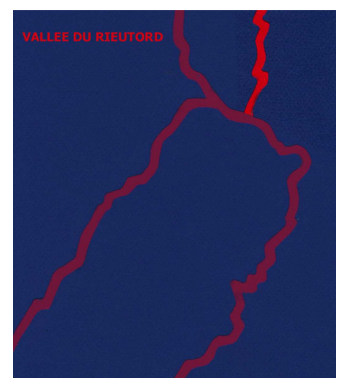
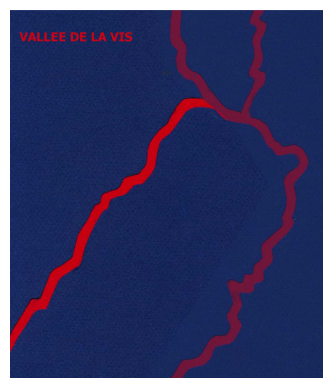
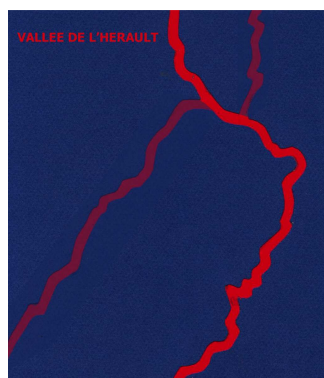
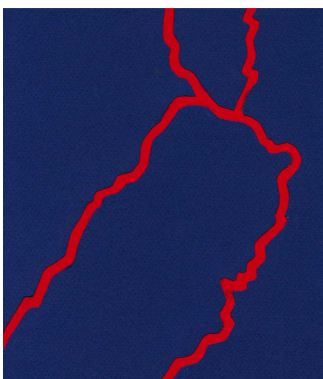
La proximité des voies routières et des cours d'eau permet d'envisager la pose d'une signalisation informative d'entrée de vallées, pouvant être reprise sous forme de logotype dans l'ensemble des outils de communication et d'information envisagés.

Il s'agit pour le signal de désigner l'identité touristique des trois cours d'eau concernés et de les pointer comme un ensemble.

Le signal a pour vocation d'être aisément et rapidement perçu tant par sa forme que par ce qu'il signifie : dans le cadre de cette étude nous le nommons « le fil rouge ».

Les éléments développés ci-dessous sont destinés à servir de base à une recherche amenant à la création d'un logotype de l'entité touristique des sites, destiné à être décliné sur des supports variés.

« Le fil rouge » reprend dans son graphisme le plan relevé de l'articulation des trois cours (l'Hérault, la Vis et le Rieutord)



*Déclinaison du signal pour les trois vallées*



Ses couleurs (rouge pourpre sur fond bleu profond) constituent un contraste chromatique fort, apte à être mémorisé immédiatement, mais se donnant à voir en décalage d'avec la palette colorée et lumineuse du paysage. Ce décalage prend racines dans plusieurs éléments et lui donne son efficacité en tant que signe remarquable. Ces « racines » peuvent être désignées en quelques points :

- le tracé géographique et spatial des trois cours d'eau
- la couleur rouge-profond a des qualités propres : elle se distingue et s'accorde à la fois dans le climat coloré ambiant lorsqu'elle conserve l'équilibre entre le ton trop foncé et le ton trop clair (dans un cas elle est absorbée et s'éteint, dans l'autre elle rayonne abusivement et s'extrait).

Le fil rouge renvoie à l'idée de circulation invisible, celle du sang en tant que force vitale et à la symbolique de l'arbre, tronc, branches, racines.

- la couleur bleu-profond entre en dialogue vif avec le rouge, et renvoie à sa fonction d'équilibre. Elle est l'ombre qui abrite et protège, qui permet le séjour (dans la chaleur de l'été).
- la forme bleue inscrivant le signe « fil rouge » est variable puisqu'elle est soumise à celle du support et de sa fonction : le « fil rouge » est amené à être décliné : en couverture de brochure touristique, panneaux en bord de route (grand signal d'annonce en aval et amont des sites, « portes » d'accès aux sites), logotype, etc..) : la forme bleue est donc le cadre (celui du pays physique, celui de ceux qui en sont gestionnaires et responsables, celui enfin dans lequel entrent ceux qui vont fréquenter les sites).

Des pastilles désignent tour à tour, sur le tracé général, chaque localisation de site sur les panneaux signalétiques).

## ❖ Le choix d'une ligne architecturale et paysagère

Une charte graphique et des partis-pris plastiques

L'aménagement des différents sites va se traduire par des interventions modifiant leur état actuel mais aussi par des aménagements et équipements visant :

- leur signalement
- leur accessibilité
- leur praticabilité
- les conditions de leur fréquentation

Il est préconisé d'employer des matériaux le plus en accord possible avec l'environnement et à sa nature minérale associée à l'eau : la pierre locale calcaire, et en complément, le béton coloré dans la masse selon la palette des gris-ocre.

Dans ce même esprit, l'étude préconise des lignes simples et fonctionnelles : grande unité donnée par l'utilisation d'un module architectural de base à l'horizontalité soulignée.



Ce module sera décliné en autant de constructions de foyers (barbecue), tables-bancs, bancs, blocs sanitaires, locaux de surveillance et secours, kiosques d'information, abris de conteneurs à ordures.

Pour les cheminements à créer, lorsque la topographie ne permet pas l'aménagement du et au sol lui-même, nous préconisons la construction de passerelles en platelage bois portant clairement leur identité de support de circulation en bordure d'eau.

A ceci s'ajoute un élément rythmique présent dans la nature qui viendra souligner visuellement l'implantation de ces aménagements ; cet élément rythmique est annoncé déjà par et dans la signalétique sur le thème du « fil rouge ».

Celui-ci qui se retrouvera intégré dans leur traitement et sera donc présent dans les différentes applications:

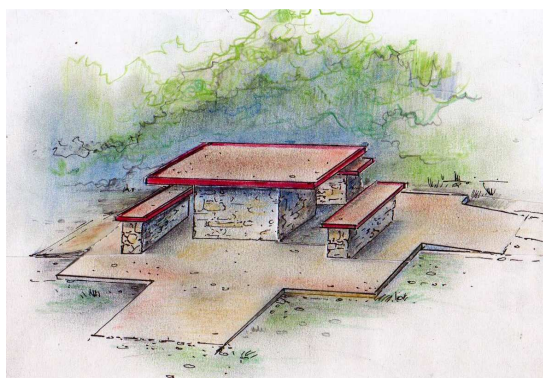
- dans les murs de pierres des équipements bâtis, une ligne rouge constituée d'un élément métallique peint viendra rythmer en lits horizontaux la surface. Ce même rouge (structures métalliques) traitera les encadrements des ouvertures dans les équipements tels que les blocs sanitaires, kiosques, locaux techniques (surveillance de baignade, secours), soulignera les bordures en béton des équipements (tables, bancs, foyers, abri conteneurs à ordures etc..).
- dans les rambardes des passerelles, les câbles de protection seront seuls traités en rouge, soulignant la présence et les qualités propres du bois du platelage.

Cette charte et ces partis-pris visent à souligner la présence de l'eau et de la verdure environnante sans jamais en reprendre les termes colorés et formels.

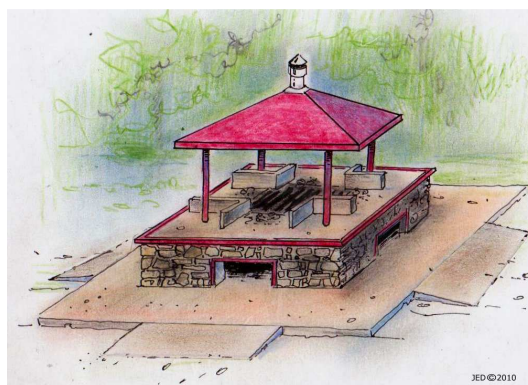
Les matières et les couleurs préconisées entrent en dialogues avec les lumières et les textures qu'elles viennent « habiter » et elles doivent incarner une ordonnance la moins « bruyante » possible, une occupation modeste, respectueuse de la réalité de la rivière.

Par delà, ce mode d'aménagement a vocation à agir sur les comportements et contribuer à une fréquentation responsable des sites par le public.

### Exemple des équipements projetés



*Tables-bancs*



*Place à feu à 4 foyers*

Ces croquis sont intégrés dans les avant-projets présentés sur les sites retenus



### **I.3 Le référentiel technique général**

Après validation et modifications éventuelles, ce référentiel aura vocation à être intégré au cahier des charges des travaux d'aménagement et d'équipement.

#### **❖ Aire de stationnement et de retournement**

##### **L'aire de stationnement**

Le prix de l'aire de stationnement au mètre linéaire comprend le terrassement, l'enlèvement des terres, l'arase (remblais) et la plate-forme (couches), filtre anti-capillarité et le revêtement.

Le revêtement bicouche et tricouche appelé « gravillonnage » est privilégié.

##### **L'aire de retournement**

L'aire de retournement, normalisée SDIS Hérault, est une placette circulaire ou en T, comportant des tournants dont le rayon intérieur est supérieur ou égal à 11,00 mètres et le rayon extérieur supérieur ou égal à 16,50 mètres.

Une aire de 12 mètres de rayon offre une superficie de 450 m<sup>2</sup> et permet aux véhicules avec remorque de circuler et aux véhicules de secours de faire demi-tour.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Revêtement bi-couche	m <sup>2</sup>	40,00
Revêtement tri-couche	m <sup>2</sup>	50,00
Revêtement en enrobés	m <sup>2</sup>	80,00

##### **L'aménagement paysager du stationnement**

L'aménagement paysager du stationnement permet de garantir une intégration dans le paysage et offrir des zones d'ombres aux véhicules

Il consiste essentiellement à la fourniture de végétaux et de plantations, complémentaires à l'aménagement de l'aire

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Arbres tiges	u	500,00
Haies arbusives	ml	75,00

##### **Le parc à vélo**

L'aménagement d'un espace réservé au vélo n'est pas systématique néanmoins, cet aménagement consiste à la pose de porte-cycles à sceller en tube d'acier de couleur ou en bois, galvanisés non laqués



Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Porte cycle acier – 1 vélo	u	90,00
Parc à vélo bois - 5 vélos	u	260,00
Parc à vélo bois - 10 vélos	u	320,00



Photo non contractuelle

Porte-vélos à sceller en tube d'acier de 50 mm de diamètre.

Deux finitions au choix : galvanisé ou galvanisé laqué.

Couleur RAL par défaut 6005

Autre RAL possible sur demande

Dimensions : L 110 x l 25 x h 75 cm.



Photo non contractuelle

Peut accueillir 3, 5 ou 10 vélos en vis-à-vis.

Fixation par platine.

Dimensions : largeur 103 cm (3 places) et 179 cm (5 et 10 places).

Fixations non fournies.

## ❖ Aménagement d'un sanitaire

L'aménagement d'un ou plusieurs sanitaires sera fonction de la vocation et de la fréquentation de chacun des sites.

- les sanitaires fixes qui nécessitent le raccord au réseau d'eau et d'électricité
- les sanitaires secs et démontables
- les sanitaires autonomes

Le choix du type d'équipement doit être adapté à la fréquentation du site et aux disponibilités techniques.

Quelque soit le type d'installation choisi, un entretien régulier est indispensable.

### Les sanitaires raccordés

En ce qui concerne les sanitaires raccordés au réseau Adduction d'Eau Potable (AEP), les prix sont les suivants :

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Sanitaire	U	23 000,00
Raccordement en eau,	MI	20,00
électricité et assainissement	U	5 000,00

### Les sanitaires secs





La solution de sanitaire sec de type « saniverte »

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Fourniture et pose Saniverte à lombricompostage avec bâtiment	u	35 000,00
Déplacement et transport (St-Ferreol – Brissac)	u	800,00
Maintenance offerte (5 ans Contrôle local technique)	u	0,00
Cuve de collecte des urines (3000 L)	u	1 500,00

L'aménagement du sanitaire sec de type " Saniverte " pour le traitement des déchets sanitaires comprend :

- La fourniture et pose du bâtiment avec système saniverte (siège WC, tuyau de descente, tapis roulant pour séparation des urines et des matières fécales, le manège de stockage et le ventilateur électrique de stockage, le ventilateur d'extraction électrique).
- La fourniture et pose du système photovoltaïque, nécessaire au fonctionnement des ventilateurs électriques,
- Le transport et déplacement au départ de l'usine (26).
- La cuve de collecte des urines (300 L)

Pour l'aménagement d'un sanitaire avec plusieurs toilettes, il conviendra d'installer un système saniverte par toilette. Dans le cas où on retiendra un local technique commun au système saniverte de chaque toilette, il faudra prévoir un hall d'entrée afin d'assurer la dépressurisation des toilettes lors de l'ouverture des portes. (Éviter les mauvaises odeurs dans les autres toilettes).

Pour l'aménagement de sanitaires amovibles, ne pourra être retenue uniquement la solution d'une toilette par sanitaire (ex : sur une zone inondable, si le site doit être équipé de trois toilettes il faudra installer trois bâtiments indépendants).

#### *Aménagement préalable et fournitures*

Terrassement (une journée de grosse pelle à chenille avec chauffeur + engin de levage : poids 2 tonnes, hauteur 6,5 à 7 mètres.

Fourniture de 8 m3 de gravier 20x40 et 1 m3 de sable

#### **Les sanitaires autonomes**

Les sanitaires autonomes ont pour particularité d'offrir une solution facilement déplaçable et de traiter l'ensemble des déchets en station d'épuration.

Cette solution nécessite 40 litres d'eau potable et une vidange quasi quotidienne (1000 personnes)





- une cuve embarquée de 300 L (1000 personnes avant vidange). Possibilité d'étendre l'autonomie par la pose d'une cuve avec micro station d'épuration.
- WC nécessitant 40 litres d'eau potable
- 70 L pour le lave-main
- Electricité fournie par panneaux solaires
- Cellule intégrable (autonome ou raccordable) : forme boule, chalet, bâtiment existant, remorque
- Accessibilité handicapés
- Sanitaires autonettoyants
- Cellule déplaçable (boucles de levage)
- Déchets traités en station d'épuration
- Entretien régulier pouvant être assuré par GMI



Sanitaire Nomade GMI

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Sanitaire autonome	u	22 000,00
Déplacement et transport (Autechaux – Brissac)	u	1 500,00
Vidange, maintenance, entretien assurés par GMI	mois	1 500,00

Toutes les solutions sont disponibles en location

- ⇒ La pose de sanitaires de type Nomade est retenue sur les sites de baignade aménagée et surveillée.
- ⇒ Malgré la maintenance et l'entretien quotidiens nécessaires à ce choix, les coûts liés à la gestion de cet équipement sont moindres en comparaison à ceux d'une solution de toilettes sèches (même si la maintenance est assurée pendant 5 ans), l'entretien reste à la charge de la collectivité.

### ❖ Points d'eau / fontaine

Hauteur 0,90 mètre, bouton poussoir avec mise hors gel automatique.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Point d'eau (fontaine)	u	2 000,00

Sur réseau existant

### ❖ Points d'apport volontaire, conteneurs et poubelles de Tri sélectif

La bonne gestion des déchets constitue un atout majeur d'une destination touristique et de loisirs.

L'aménagement des sites naturels doit ainsi veiller:

- optimiser la gestion des déchets par la pose et la collecte de points d'apport volontaire suffisant
- faciliter le tri des déchets et sensibiliser le public par des messages clairs et didactiques



- contrôler régulièrement la satisfaction des usagers et l'évolution des comportements

Pour cela, plusieurs solutions sont envisageables. Ces solutions peuvent être intégrées dans un abri réalisé en cohérence avec la ligne architecturale et paysagère retenue.

Un premier parti-pris consiste à limiter la présence de corbeille à déchets (60 litres) aux seules zones régulièrement fréquentées et aménagées en zone de détente.

Sur les autres sites, des points d'apport volontaire de déchets ménagers et déchets recyclables.

**Plusieurs solutions sont envisageables.**

**Les points d'apport volontaire et conteneurs/tri sélectif)**

Colonnes aériennes



Bacs (60 à 3200 litres)



Conteneurs semi-enterrés et enterrés



L'aménagement de conteneurs de déchets permettant le tri sélectif doit s'inscrire dans une démarche territoriale globale. Les solutions retenues devront toutefois veiller à leur intégration environnementale.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Conteneur à déchets 660 L	u	420,00
Conteneur à déchets 770 L	u	460,00
Conteneur à déchets 1000 L	u	610,00
Colonne aérienne 3 m <sup>3</sup>	u	1 050,00
Colonne semi-enterrée 3000 L	u	3 500,00
Habillage Bois	ml	250,00

La mise en place d'un point de tri sélectif doit être compatible avec les orientations du SIICTOM de la région de Ganges Syndicat Intercommunal Gestion des Ordures Ménagères et

Ce syndicat est à cheval sur les départements du Gard et de l'Hérault. Il est rattaché au SYMTOMA en Cévennes Occidentales pour la gestion de ses déchets ménagers et dépend du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Gard

Un premier niveau de tri peut être réalisé à l'instar du tri proposé dans les communes.

Bac gris : déchets ménagers non recyclables

Bac jaune : déchets recyclables (Trier bouteilles et flacons plastiques, boîtes métal et briques alimentaires, boîtes en carton, journaux, publicité)

Bac verre : verre

Sur les sites aménagés comme espace de loisirs et de détente, il pourra être envisagé la pose de sac

### **Les supports de sacs poubelle et habillage grille (Poubelles / Tri sélectif)**

Structure, couvercle et enjoliveur renforcé en acier électrozingué laqué polyester qualité extérieur ou galvanisé à chaud. Ceinture en néoprène. Convient pour des sacs d'une capacité de 110 litres. Diamètre 41 cm, hauteur du support 12 cm, hauteur du pied à sceller 90 cm hors sol, hauteur hors tout 130 cm, hauteur du support sur platine 98 cm.

L'habillage grille pour supports de sac peut-être mural ou sur pied, en acier galvanisé ou laqué polyester. Il permet de protéger le sac des éventuels animaux et de conserver une bonne visibilité du contenu du sac. Selon le cas, les solutions bois sont également à envisager. Le choix de produits avec lattes de bois certifié CTBB1 et traitement anti-termite traitées autoclave nécessitant aucun entretien sont à privilégier.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Support de sac sur pied à sceller	u	95,00
Habillage grille	u	105,00
Habillage bois	u	200,00

---

<sup>1</sup> **CTB B+** : atteste des performances des bois en services en terme de durabilité (choix de l'essence, produit de préservation, processus d'imprégnation)

## ❖ Liaisons piétonnes et la micro signalétique (depuis le stationnement et sur site)

### Aménagement d'une liaison piétonne

L'aménagement d'une liaison piétonne doit permettre l'accès aux sites aménagés depuis les principaux pôles émetteurs (centre ville des communes essentiellement).

Selon la configuration et la desserte des sites, plusieurs solutions seront proposées :

### La création d'un cheminement piéton ou l'aménagement d'un cheminement existant

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Débroussaillage	m <sup>2</sup>	10,00
Sentier piéton de 0,90 m de large	ml	30,00
Cheminement de 2 m de large en stabilisé calcaire	ml	100,00
Cheminement de 3 m de large en enrobé	ml	200,00
Platelage Bois	ml	200,00

Le débroussaillage ne concerne que la création de cheminement piéton, permettant ensuite la réalisation du revêtement choisi. La création de sentier par débroussaillage sera autant que possible évitée.

Le prix du cheminement au mètre linéaire comprend le terrassement, l'enlèvement des terres, l'arase (remblais) et la plate-forme (couches), filtre anti-capillarité et le revêtement.

Dans tous les cas, une attention particulière sera apportée à la pente et au revêtement des cheminements enfin d'en assurer l'accès aux personnes à mobilité réduite.

### L'adaptation des bords de route pour sécuriser les passages piétons

Lorsque la configuration du site ne permet pas l'aménagement de cheminement piéton en site propre (espace dédié), il conviendra de prévenir les usagers de la route, des passages éventuels de piétons.

Compte-tenu des particularités de chaque site, plusieurs solutions sont envisageables :

Requalification de la route et aménagement d'un cheminement piéton de 0,90 mètres (minimum) avec séparateurs de route non franchissable (glissière bois ; plot béton)

La signalétique routière de police doit s'adapter aux flux d'usagers envisagés sur chacun des secteurs. L'utilisation de cette signalétique reste exceptionnelle en zone rurale. Elles peuvent s'accompagner de mesures d'une limitation de vitesse à 30 km.



## Requalification de la route et aménagement d'un cheminement piéton

La requalification de la route et l'aménagement d'un cheminement piéton nécessite en préalable une concertation avec les services routes du Conseil général de l'Hérault et du Gard.

Le cheminement piéton devra avoir une largeur minimale de 0,90 mètre et offrir un revêtement non meuble.

Lors d'une traversée de route, un marquage au sol avec bande podotactile sera aménagé.

### ❖ Barrières et portiques de sécurité

#### Barrière sélective – Barrière tournante

Barrière en tube d'acier peint en orange de 9 cm de diamètre avec une lisse renforcée de 7,6 cm de diamètre. Barrière tournante fixable au sol avec platine. Condamnation par cadenas sur potelet «système antieffraction». Possibilité de blocage en position ouverte. Hauteur 100 cm.

Disponible en trois longueurs de passage : 200, 400 et 600 cm.



Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Barrière tournante de 4 m	u	990,00
Barrière tournante de 6 m	u	780,00
Option barillet pompier	u	915,00
Lyre de repos avec verrouillage	u	145,00

#### Portique Limitation Hauteur

Portique de parking pivotant limitant la hauteur d'accès en tubes d'acier galvanisé et plastifié blanc.

Disponible en quatre longueurs de passage : 4, 6, 8 ou 10 m. Passage de 4 mètres en 1 vantail. Passage de 6 à 10 mètres de long en 2 vantaux. Chaque partie peut être verrouillée indépendamment par le biais d'un plat, lui-même condamné par une serrure à clef. Fixation par scellement. Hauteur : 220 cm.



Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Portique de limitation Premium de 4 m*	u	2990,00
Portique de limitation Premium de 6 m*	u	4350,00
Option barillet pompier	u	20,00

## Rambarde de sécurité

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Rambarde de sécurité	ml	100,00

**NB : Les glissières de sécurité sont des dispositifs de protection d'obstacles et non anti-stationnement. Ils rendent l'entretien des accotements difficile et ne présente pas une bonne intégration paysagère. De plus, ils sont en contradiction avec la volonté de créer des circulations douces. (Remarques Service Routes CG34)**

### ❖ Acquisitions foncières

Il est entendu que les acquisitions foncières ou locations doivent être envisagées de façon exceptionnelle lorsque les disponibilités foncières sont insuffisantes.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
<b>Non constructible</b>		
Acquisition de terrain	m <sup>2</sup>	1,00
Acquisition de terrain de loisirs	m <sup>2</sup>	7,00
<b>Constructible</b>		
Acquisition de terrain	m <sup>2</sup>	10,00

Ces valeurs sont données à titre indicatif pour des terrains situés sur notre territoire.

Les terrains concernés sont situés en bord de rivière, en zone inondable donc non constructibles. Néanmoins, certains terrains présentent de forts enjeux économiques notamment pour les propriétaires qui en louent tout ou partie aux prestataires privés.

Les tarifs de location sont à envisager au cas par cas.

### I.4 Les aménagements et équipements liés aux activités de baignade

L'aménagement d'une zone de baignade surveillée nécessite le respect des obligations réglementaires.

Au-delà des aménagements des zones annexes (aire de stationnement, cheminement piéton), une zone de baignade se caractérise par :

- un poste de secours
- deux sanitaires dont à minima un accessible aux personnes à mobilité réduite
- la matérialisation de la zone de baignade surveillée
- un panneau d'affichage
- une borne d'appel d'urgence



En complément, pour rendre accessible ce site aux personnes à mobilité réduite, il conviendra de compléter ces équipements par :

- la présence d'un point d'accueil et d'information à l'entrée du site
- la présence d'un dispositif d'annonce sonore
- la présence de sanitaires adaptés situés à moins de 150 m de la zone de baignade
- des dispositifs d'assistance technique ou humaine
- la mise à disposition d'un matériel adapté (type Tiralo®)

## ❖ Le poste de secours et son matériel

### Le poste de secours

Le poste de secours tient compte de la topographie des lieux, des vues la zone de baignade et des commodités d'accès.

Le poste doit être installé au milieu de la zone contrôlée et desservi par une voie carrossable pour permettre la circulation des engins de secours.

Ici le poste de secours comprend : le matériel de sauvetage, de recherche, de réanimation, de secourisme et de liaison (radio), des sanitaires et douches pour le personnel. L'équipement ici proposé a été réalisé en association avec les services des Pompiers.

Le poste de secours peut prendre des formes diverses selon la configuration des sites :

- Poste de secours réalisé dans un bâti spécifique (dimensions réduites)
- Poste de secours de type algeco

Ce type de poste de secours tout équipé assure de bonnes conditions d'exercice pour le personnel de surveillance et ne nécessite pas de manipulations particulières lors de la prise de fonction. (*Groupe Maillard Industrie*).

Les dimensions peuvent s'adapter aux besoins spécifiques de chaque site. Les réalisations sont faites sur cahier des charges.

Tente de type barnum et local technique éloigné

Implantée idéalement sur une dalle de béton, la tente a l'avantage d'être facilement mise en place et démontable.

L'ensemble du matériel de secours est alors évacué en fin de service.

### Le matériel de secours

Le poste de secours doit être équipé de :

- matériels de ranimation



- matériels de secourisme
- matériels de liaison

Le matériel de surveillance et de sauvetage comprend les lignes d'eau et bouées nécessaires à matérialiser la zone de baignade surveillée.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Poste de secours tout équipé Dimensions : 9 x 2,44 x 2,30	u	35 000,00
Matériel de sauvetage et de surveillance	u	400,00
Tente de type barnum (3m x 4m)	2	2 000,00
Matériel de secours	u	2 500,00

Ce poste comporte un panneau d'affichage

**Le panneau d'affichage** répond à l'obligation du responsable de l'eau de baignade d'information du public pour communiquer dans un endroit facilement accessible, sur la qualité sanitaire de l'eau de baignade tout au long de la saison et établir un climat de confiance avec les baigneurs. (Article D1332-32 du code de la santé publique):

Plusieurs informations doivent être précisées sur ce panneau (à minima en français et en anglais)

- les résultats des analyses du dernier prélèvement réalisé au cours de la saison
- le document de synthèse donnant description de l'eau de baignade et son profil
- l'indication, selon le cas, des pollutions ayant entraîné une interdiction de la baignade la saison précédente avec précisions de la durée de cette interdiction
- des informations sur la nature et la durée prévue des situations anormales au cours de tels évènements

Panneau en Pin massif, traité autoclave ; porte battante avec vitrage polycarbonate, fond en tôle, fermeture par clé. Modèle 55 x 75 cm (4 pages A4)

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Panneau d'affichage bois	u	700,00 €

Au-delà de ces informations réglementaires, ce panneau pourra également présenter :

- un plan de la zone de baignade avec localisation du poste de secours et horaires de surveillance
- les conseils de prudence
- le règlement du site (animaux tenus en laisse ou interdits, feux sauvages,...)





- le plan général du territoire présentant les autres sites de baignade aménagés et surveillés.

Ce panneau d'information sera complété par un panneau d'affichage situé au poste de secours présentant :

- la date ;
- la température de l'air et de l'eau (à l'ouverture du poste) ;
- les prévisions météorologiques sur 24 heures ;
- les avis de coups de vent ou de tempête ;
- les dangers particuliers locaux.
- Les équipements d'aide à la mise à l'eau

### ❖ Les équipements spécifiques d'aide à l'accès à l'eau

#### Le matériel adapté : Le Tiralo®

Châssis : aluminium et inox

Accoudoirs "flotteurs" : PVC moulé

Encombrement : 138 x 105 x 37

Poids : 25 kg - Poids maxi utilisateur : 150 kg



#### Le chemin adapté

Réalisé en plastique recyclé haute résistance.

Idéal pour favoriser l'accès aux personnes handicapées. Composé de lattes antidérapantes fixées sur une trame plastique semi-rigide.

Module de 250cm de long sur 120cm de large.

Stockage à plat ou en rouleau. Poids 75kg

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Matériel adapté Tiralo®	u	1 500,00
Le chemin de plage (2,50 m)	u	480,00

### ❖ La borne d'appel d'urgence

Borne d'information ou d'urgence existe en deux versions : Téléphonie sur IP utilisant le standard SIP ou connexion sur ligne analogique d'un commutateur téléphonique

Deux solutions

- Réseau électrique existant

Ergonomie et accessibilité adaptées aux différents handicaps :



Conforme à l'arrêté du 1er Août 2006 notamment vis-à-vis des dimensions pour l'accès en face avant avec un fauteuil

Boucle d'induction magnétique pour les clients appareillés et récepteur pour les télécommandes de non-voyants pour la diffusion d'un message de localisation (Nécessite la proximité du réseau électrique)

#### *Commercialisation MILESYS*

- **Autonomie**

Antenne GSM intégrée et alimentation par panneaux solaires 10 w et batteries rechargeables 12 V sans entretien.

#### *Commercialisation Stramatel*

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Borne d'appel d'urgence analogique électrique (220w)	u	7 000,00
Borne d'appel d'urgence GSM électrique (220w)	u	7 000,00
Interphone sur poteau	u	1 700,00
Borne d'appel d'urgence GSM autonome*	u	2 500,00

*\*Borne d'appel d'urgence GSM Autonome :*

- *Unitaire 2700 € - Tarifs dégressifs - Forfait **Hérault** 600 € et 110 € par borne supplémentaire.*
- ***Sur la base de 10 bornes**, coût unitaire **2175 €** + Transport et pose 1700 € soit coût total pour 10 bornes : 23 450 € HT – coût unitaire 2345 € (coût retenu par borne 2 500 €)*

Au-delà de ces équipements, un service de surveillance doit être assuré ainsi que la signalisation des dangers inhabituels.

### **I.5 Les aménagements et équipements liés aux activités de loisirs nautiques**

Les aires d'embarquement et/ou de débarquement constituent des sites d'intérêt majeur pour le développement des activités de canoë-kayak et disciplines associées et leur répartition sur le territoire.

En effet, c'est sur ces aires que les pratiquants pourront trouver l'ensemble des informations aussi bien sportives que touristiques dont ils ont besoin et qui seront adaptées en fonction des activités connexes existantes.

Ces aires seront des points de rencontre entre les pratiquants mais également des points de dispersion. Chacun pourra, en effet, trouver le parcours ou le site qui lui correspond grâce à l'implantation de RIS « classiques touristiques ».

On peut donc espérer que ces aires contribuent, de façon indirecte, à l'amélioration de l'image du territoire, mais aussi à conserver voire améliorer dans certains cas les relations entre les différents usagers du territoire. En effet, ces derniers peuvent prendre conscience qu'ils partagent un même territoire de pratique avec de nombreux autres usagers, mais qu'en respectant quelques règles élémentaires, ce partage peut ne poser aucun problème.

Les aires d'embarquement / débarquement seront constituées, dans la majorité des cas et selon les possibilités (foncières, en alimentation d'eau et d'électricité, ...) et les nécessités de chaque site d'une aire de stationnement ; d'une zone de retournement ; des sanitaires ; d'un RIS Nautique et d'un balisage

### ❖ Les cales de mises à l'eau Pêche et canoë

La cale de mise à l'eau consiste à l'aménagement des berges pour en faciliter l'accès. Cet aménagement de plan incliné, est destiné à des usages sportifs principalement pêche et canoë.

Dans le cas d'une mise à l'eau destinée à une pratique nautique, il convient de veiller à l'existence d'un chemin d'accès accessible par un véhicule avec remorque.

Ces aménagements ne nécessitent pas de signalétique et d'équipements connexes.

L'aménagement d'une cale de mise à l'eau comprend :

- le décaissage avec terre régaliée sur place
- le profilage et fondation en TV

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Cale de mise à l'eau (largeur 2 m – longueur 5 m)	u	2 000,00

Cet aménagement pourra s'inscrire en complément de tout aménagement de site situé en bord de rivière.

Ces aménagements pourront bien entendu être mutualisés et associés lors de l'aménagement des sites. Ainsi certains sites de détente et de loisirs pourront accueillir une cale de mise à l'eau, les sites de baignade pourront être compléter par un espace de détente et de loisirs ; permettant ainsi aux sites de « vivre » tout au long de l'année et des saisons.

### ❖ Les passes à canoë

Le principe des passes à canoë consiste à élaborer un ouvrage qui rétablit la continuité de la navigation des embarcations mues par la seule force humaine. La passe à canoë est un aménagement qui permet le franchissement d'un ouvrage artificiel sur un cours d'eau. L'ouvrage est proportionnel à la hauteur du barrage.

Des solutions de glissières amovibles existent mais non pas vocation à être aménagées sur le territoire de la Communauté de Communes qui ne présente qu'un seuil au niveau de la plage de Laroque. Ce seuil

franchissable en période estivale présente un danger pour la pratique sportive (période de cure et haut niveau d'eau). La réalisation d'une passe à canoë fixe fait l'objet d'une réflexion commune des services du Conseil général, de la DRDJS et du SIVU.

L'aménagement d'une passe à canoë doit dans tous les cas, prendre en compte les études de réalisation, la maîtrise d'œuvre, les levées topographiques, les missions de contrôle technique, et la signalisation canoë.

### **I.6 Les aménagements et équipements liés aux activités de loisirs et détente en bord de rivière**

L'aménagement d'une zone de détente et de loisirs en bord de cours d'eau doit s'adapter à la configuration de chacun des sites. Aussi en fonction des caractéristiques du site et de la typologie des usagers visés par les aménagements, au-delà de l'aire de stationnement et des liaisons piétonne depuis celle-ci, une zone de détente et de loisirs pourra comporter :

- des tables de pique-nique avec/sans barbecue
- des cheminements piétons internes au site : sentier de découverte, chemin de promenade
- des équipements connexes : bancs de repos, panneau d'information, signalétique interprétative (bornes thématiques), jeux (enfants et adultes)

Dans le cadre de l'aménagement d'une zone de détente et de loisirs, une attention particulière sera apportée aux berges, le maintien de la ripisylve et la fermeture de l'accès aux berges doit limiter les possibilités de développement des activités de baignade sur le site.

### **❖ L'aménagement d'une place à feu à 4 foyers**

Un « foyer aménagé » est défini comme un équipement récréatif mis à la disposition du public, dans un espace librement accessible au public et aménagé pour l'accueil de ce public. Ce foyer construit doit être en conformité par rapport aux dispositions du code de l'urbanisme.

Chaque foyer, maçonné, fixé au sol protégé par rapport aux vents dominants et équipé d'un dispositif pare-flamme, doit être contenu dans un volume répondant aux caractéristiques suivantes :

- Emprise volume central, implantation du foyer
- au sol dans un carré compris entre 1m et 2 m de côté ;
- Hauteur du foyer par rapport au sol comprise entre 0,75 et 1,30 m.
- volume de sécurité principal
- Réalisation d'une plate-forme incombustible dans un rayon de 2 mètres autour du volume central ;
- Elimination de tout matériel combustible à la verticale de la plate-forme jusqu'à une hauteur de 3 mètres au-dessus du volume central du foyer volume de sécurité secondaire

- Débroussaillage et maintien en état débroussaillé sur un rayon de 50 mètres autour du volume de sécurité principal ;
- Existence dans un rayon de 10 mètres d'un RIA normalisé (robinet d'incendie armé) ;
- Accès normalisé SDIS aux véhicules de secours.

Un panneau portant à minima les indications suivantes devra être implanté à proximité de la place à feu de manière à ce que l'utilisateur ne puisse pas en ignorer le contenu :

- Nom d'usage et commune de situation de la place à feu ;
- Numéro d'identification de la place à feu en référence à l'arrêté préfectoral ;
- Information du visiteur du transfert de responsabilité du propriétaire vers lui ;
- Charbon de bois recommandé comme combustible ;
- Eteindre le feu après usage ;
- Conseil d'utilisation du RIA ;
- Numéro d'appel des secours 18 ou 112 et distance au 1<sup>er</sup> CS.

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Construction Matériaux / Main d'œuvre (5 jours)	f	5 000,00
RIA	u	500,00

*Pose du RIA, hors coût de raccordement au réseau d'eau ou forage.*

**NB :** Cet aménagement nécessite une demande d'arrêté préfectoral autorisant l'emploi du feu dans des foyers spécialement aménagés

## ❖ Les aires de pique-nique

L'aménagement ou la réhabilitation d'une aire de pique-nique pourra selon le cas s'accompagner : de la pose de corbeilles ou de containers en sortie de site, de l'aménagement d'un barbecue, ou encore de tout autre activités en bord de cours d'eau : promenade, détente, loisirs.

L'intégration paysagère et environnementale de ces équipements doit également assurer la tranquillité, l'intimité et le confort des usagers.

Dans un souci d'aménagement durable du territoire, il convient d'assurer un cheminement accessible à tous depuis la zone de stationnement et une accessibilité aux tables par les personnes en fauteuils roulants. L'entretien et le nettoyage des sites aménagés étant indispensable, il conviendra de veiller à réaliser ce type d'aménagement sur des zones accessibles tant pour les usagers que pour le gestionnaire.

Ces tables peuvent être en différents matériaux

- Soit en bois de pays type banc massif en ½ troncs coupés, la face du siège rabotée (section diamètre 12/15 cm), de la table en troncs entiers assemblés (section diamètre 12/15 cm), le plateau de la table en plateaux entiers assemblés et rabotés une face (section 4/15 cm)
- Soit en plastique recyclé haute résistance. Table spéciale fauteuil roulant. Dimension totale : 180x101cm, dimension du plateau 180x62cm, poids : 110kgs. Epaisseur du plateau : 4cm, épaisseur de l'assise : 5cm.
- Soit en pierre de pays et béton coloré

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Table de pique-nique (Bois FSC)	u	600,00
Table de pique-nique handicapé (Bois FSC)	u	580,00
Table de pique plastique recyclé	u	1 000,00
Construction Pierre/Béton Matériaux / main d'œuvre (5 jours)	f	5 000,00

Les tables de pique-nique traditionnelles pourront aussi prendre des formes diverses (table-jeux).

### ❖ Les supports d'information, d'interprétation et de balisage

Les supports d'interprétation permettent au visiteur de se repérer sur le site et de disposer d'une information.

Les bornes de balisage sont utilisées comme support d'interprétation (animations, livret, ...).

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Panneau d'information	u	700,00
Support d'interprétation (petit panneau, borne)	u	600,00
Borne de balisage	u	340,00
Balisage sur site (micro signalétique)	u	150,00

### ❖ Les bancs

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Banc bois	u	500,00

### ❖ Le kiosque thématique

Article	Unité	Prix unitaire HT en €
Kiosque Bois	u	3 200,00
Panneaux d'interprétation (4)	u	2 400,00

## I.7 Les équipements de signalisation

### ❖ Les Relais Information Service

Article	Unité	Prix unitaire HT
RIS	u	3 000,00

Un relais information service est implanté sur chaque site aménagé.

Les RIS « sportifs et touristiques » présentent des informations touristiques et sportives générales sur le site et plus largement sur le territoire et présente une carte générale avec les principaux points caractéristiques. Il fait également apparaître les numéros utiles et « le code de bonne conduite » du site (précisés en français et anglais).

Lorsqu'ils sont implantés sur un espace de pratique sportif de nature, point de départ de plusieurs parcours ou site de pratique plusieurs informations doivent apparaître sur les RIS notamment : le niveau du site ou parcours, la longueur, le temps approximatif de pratique, les aires se situant sur le parcours, la saisonnalité du site. La carte quant à elle doit faire mention des aires, points de vue et zone de repos / pique-nique ; quelques conseils sur la pratique ; les passages difficiles ; les principaux villages ; les points remarquable ; une légende ; la flèche du Nord et l'échelle.

Selon les pratiques réalisées sur chaque site concerné, le RIS pourra comporter des informations spécifiques. Notamment pour un site d'embarquement ou de débarquement nautique, il comportera les informations suivantes :

- La cartographie de la rivière
- Les informations nécessaires à la navigation (ex : classe de la rivière, emplacement des échelles de niveau, de passes à canoë, bivouacs...),
- Des recommandations (ex : code du pratiquant),
- La localisation des points d'intérêt du parcours
- Les services (ex : location de canoë, commerces...),
- Les textes réglementaires (ex : arrêté municipal, préfectoral, arrêté sécurité du 4 mai 1995...),
- Affiche du réseau d'alerte FFCK ou plan de secours SDIS
- 34 Gorges de l'Hérault
- Information concernant les activités de pêche (ex : convention...).



La part relativement importante du public étranger, nécessite la traduction de ces informations au minimum en anglais.

**Le prix unitaire comprend :**

- Le RIS bois, double face, de format 160X120 cm de face utile, avec toiture, face laquées et avec une protection polycarbonate visées et un volet à vérin au dos
- Les deux platines de fixation cabane bois,
- Quatre vis, écrous et rondelles inox,
- Le gabarit du mat,
- Quatre tiges d'encrages zinguées,
- L'impression décor des cartographies et listing,
- La pose (pose estimée à 150,00 €)
- Selon le cas, la création d'outillage pour réalisation d'une cartographie du territoire, du site et du parcours canoë-kayak
- La plus value pour protection de la cartographie en polycarbonate vissé

**❖ La signalisation de traversée :**

La signalétique de traversée est celle permettant de prévenir les conducteurs routiers de la traversée par d'autres utilisateurs de la chaussée.

En ce qui concerne les traversées de randonneurs, aucun panneau spécifique n'est prévu à cet effet. Il est donc nécessaire de passer par une signalétique de type passage piéton A13b avec marquage au sol. Ce type de panneau impose aux usagers de la route une vigilance spéciale avec ralentissement adapté à la mesure du danger signalé.

**Conditions de mise en place du panneau A13b**

La mise en place de ce panneau est liée au positionnement du passage piéton, optionnel en ville, il est recommandé en campagne.

Dans les zones 30 la matérialisation des passages piétons doit rester exceptionnelle.

En dehors des agglomérations, dans le cas où il a été décidé d'installer un passage piéton, et si un arrêté le prescrit, la signalisation de ce passage piéton est complétée par un panneau B14, limitant la vitesse à 70 km/h, posé sur le même support et au-dessous du panneau A13b.



**B14**  
Limitation de vitesse. Ce panneau notifie l'interdiction de dépasser la vitesse indiquée



La dimension normale est de 1000cmx1000cm

Panneau de Type A (Danger)		
	Désignation	Prix unitaire HT €
Panneau	Type A13b 1000x1000	230,00
Collier x2		20,00
Mât	80*80*2* droit	50,00
Bouchon plastique	Couvrant	1,50
Pose massif		40,00
<b>TOTAL HT en € (hors pose)</b>		<b>341,50</b>
<b>TOTAL HT en € (150€)</b>		<b>491,50</b>

En dehors des agglomérations, dans le cas où il a été décidé d'installer un passage piéton, et si un arrêté le prescrit, la signalisation de ce passage piéton est complétée par un panneau B14, limitant la vitesse à 70 km/h, posé sur le même support et au-dessous du panneau A13b.

Un panneau de type B33 est implanté en fin de zone.



Panneau de Type B (Interdiction)		
	Désignation	Prix unitaire HT €
Panneau	Type B14ou B33 850x850	350,00
Collier x2		20,00
<b>TOTAL HT en € (hors pose)</b>		<b>370,00</b>

## ❖ Le marquage au sol

Un passage piéton désigne une partie de la route aménagée pour permettre aux piétons de traverser la chaussée. Il est conçu pour maintenir les piétons groupés dans un espace visible par les automobilistes et où ils peuvent traverser en toute sécurité vis-à-vis du trafic routier.

Le seul marquage imposé consiste en des bandes rectangulaires blanches parallèles à l'axe de la chaussée, d'une longueur minimale de 2,50 mètres en ville et d'une longueur de 4 à 6 mètres en rase campagne ou dans les traverses de petites agglomérations. La largeur de ces bandes est de 0,50 mètre et leur interdistance de 0,50 mètre à 0,80 mètre.

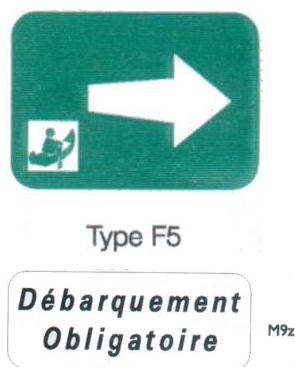
## ❖ La signalisation rivière

La mise en place de la signalisation canoë comprend généralement

	Désignation	Prix unitaire HT en €, avec pose
Panneau de passe à canoë	Type CKg 500X500	190,00
Panneau de portage	Type CKp 500X500	190,00
Pré-signalisation Danger/Stop	Type CKd triangle 500	230,00
	Panonceau Stop 200m M5b	
	Panonceau Flèche	
Panneau débarquement obligatoire	Type KM1 900 x 250	150,00
Bouées de sécurité	2 bouées Diam 600	100,00



Pré-signalisation Danger/Stop



Panneau débarquement obligatoire



Panneau de passe à canoë

La signalisation sur rivière correspond à plusieurs ensembles distincts que ce soit de localisation ou d'avertissement.

*La mise en place de la signalisation sur rivière correspond à :*

- L'achat d'un panneau normé,
- Les accessoires de fixation,
- La pose de l'ensemble.

## **II/- Les sites retenus comme prioritaires**

La Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises a retenu, lors de la dernière Commission Tourisme (26 janvier 2011), quatre sites reconnus comme prioritaires dans la gestion des flux touristiques le long des cours d'eau sur le territoire. Il s'agit des sites suivants :

- Le site de Saint-Etienne d'Issensac
- Le site des Forces
- Le site de la plage de Laroque
- Le site du plan d'eau de Saint-Bauzille de Putois

L'aménagement de ces sites fortement fréquentés permettra en effet de réguler les principaux flux touristiques sur le territoire en période estivale. L'aménagement de ces quatre sites facilitera la diffusion des publics sur l'ensemble du territoire pour éviter une concentration sur un seul site.

Cela dit, chaque site présente des caractéristiques et des enjeux spécifiques, aussi leur dimensionnement et leur vocation seront adaptés.

Afin de faciliter la lecture des avant-projets pour chacun des sites retenus, 3 outils sont présentés. Ces outils ont été modifiés d'après les divers échanges réalisés avec le maître d'ouvrage et les membres du comité de pilotage.

### **1) Les fiches sites réalisées lors de l'état des lieux précisant :**

- le descriptif du site
- ses caractéristiques structurelles, foncières, économiques et environnementales
- les éléments de pré-diagnostic
- les photos et croquis du site identifié

### **2) Les fiches projet présentant**

- le rappel du contexte
- les orientations et préconisations du schéma avec projections d'investissement
- le phasage relatif au site concerné
- les croquis d'aménagement des sites pressentis

### **3) Les fiches gestion et de mise en œuvre décrivant**

- le contexte urbanistique
- le contexte foncier
- les procédures préalables
- le schéma de réalisation et de gestion des aménagements et équipements préconisés

## II.2 Le site de Saint-Etienne d'Issensac (Commune de Brissac) (SH13-SH14 et PH11)

### **Remarques et éléments de cadrage de Phase IV**

Avec près de 800 personnes en simultané lors des journées de forte chaleur, le site de Saint-Etienne d'Issensac constitue le site majeur du territoire de la Communauté de Communes devant faire l'objet d'un projet d'aménagement et de valorisation structuré et adapté aux enjeux du site.

Les propositions réalisées dans le présent document, présentent les solutions à plus ou moins long terme visant à améliorer les conditions de pratique sur ce site et en faciliter la préservation.

Il est entendu que la définition d'un programme opérationnel définitif est indispensable à la mise en œuvre des aménagements et orientations préconisées.

Aussi, en phase IV, le site de Saint-Etienne d'Issensac reprend les données relatives aux sites : SH13 Site de St-Etienne d'Issensac (Berges) et SH14 Site de St-Etienne d'Issensac (Pont).

La réflexion portée sur le débarquement public actuellement identifié comme arrivée du parcours nautique PH11 Barrage de la Vernède est également associée à la réflexion globale de ce secteur.

En effet, malgré l'éloignement relatif des deux secteurs (1,5 km du barrage à la plage), la recherche d'acquisition foncière nécessaire à l'aménagement des deux sites ne peut être réalisée de façon dissociée. Ainsi l'acquisition d'un site destiné à l'aménagement d'un débarquement public pourrait également accueillir une aire de stationnement permettant de relier le site de St-Etienne d'Issensac. Il s'agira alors de valoriser le site depuis cet espace de stationnement jusqu'aux espaces de pratique : l'aménagement de coulées vertes permettant des déplacements doux sécurisés est alors indispensable.

## SH13 Nom du Site : Site de St Etienne d'Issensac (berges)

### Etat des lieux

#### Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée

**Autres activités présentes sur le Site :** Autres activités de nature Pêche et chasse hors période estivale, Randonnée pédestre (GR60)

**Nom commune :** Brissac

**Code INSEE :** 34042

**Cours d'eau:** Hérault

**Catégorie piscicole:** 2ème catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 756642,524099998 - 6305240,1049

#### ❖ Aménagements / Équipements sur le Site :

- *Route d'accès :* RD4, depuis Brissac/StBauzille
- La RD1 est en sens unique en période estivale par arrêté préfectoral (1 juillet - 30 août)n permettant plus l'arrivée depuis la carrière et la RD986
- *Accès au site:* Accès depuis la route
- *Stationnement :* Stationnement principalement en bord de route. Deux zones de stationnement sont présentes mais insuffisantes en terme de capacité. Stationnement 1 en bataille en amont du site et stationnement 2 en bataille au niveau du GR
- Stationnement 1 : 6 véhicules Stationnement 2 : 12 véhicules
- *Autres stationnement :* Stationnement plus ou moins gênant en bord de route, fonction de la largeur du bas-côté. Une ligne jaune a été mise en place pour limiter ce stationnement relativement gênant. - Hors stationnement gênant : sur route côté rivière 56 véhicules et 20 de l'autre côté
- *Barrières :* Non
- *Signalétique d'accès :* Depuis la RD4 et la RD986
- *Signalétique sur site :* Nombreux panneaux : "ramasser vos déchets", "réserve de pêche",
- *Sanitaires:* Non
- *Bivouac :* Sauvage
- *Poubelles :* Poubelles en bord de route + containers
- *Point d'eau :* Non
- *Aire de pique-nique :* Non
- *Appel des secours :* Réseau incertain
- *Accès des secours:* Oui
- *Hébergement/Restauration/Commerce sur site:* Non
- *Réseau électrique :* Non
- *Système d'assainissement :* Non
- *Équipements adaptés à la pratique :* Non

❖ **Plages et berges :** Naturelles, longues de 1 kilomètre avec de nombreux accès depuis le bord de route. Sur la partie amont, elle se découpe en deux parties, une partie pré-berge ombragée en terre à droite de la route d'une largeur de 25m et une partie berge en rocher de 20m. La partie aval se compose d'une berge en rocher de 30 m de large

Non représentatif : 3 820 personnes - Banquette rocheuse 26 000 m<sup>2</sup> et pré-berge de 12 200m<sup>2</sup>

❖ **Rives utilisés :** Rive gauche

❖ **Flux existants :** Flux important, avec passage de la RD4 à la RD1 et traversée du pont

❖ **Qualité des eaux** 2009 : B : Eaux de qualité moyenne - Extrapolation  
2010 : Estimation : Eaux de qualité Moyenne à Bonne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite :** Non

Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations :** Site à forte fréquentation et forte notoriété - Image dégradée depuis 5 ans

❖ **Équipements adaptés à la pratique :** Absence ou très dégradées

❖ **État des infrastructures :** Absence ou très dégradées

## Caractéristiques Structurelles / Territoriales

---

- ❖ **Comportement des utilisateurs** : Utilisation de toutes les berges
- ❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel** : Utilisation de toutes les berges - Etalement entre bord de rivière et espace ombragé
- ❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions** : La présence de bivouacs sauvages est par contre une gêne importante pour le camping du Val d'Hérault
- ❖ **Concurrences d'usages** : A surveiller - Depuis l'accord tacite avec les prestataires CK, cette concurrence d'usage n'est plus d'actualité.
- ❖ **Comportements inciviques** : Les incivilités sont nombreuses sur le site : feux, bivouacs, chiens non tenus en laisse, déchets sur la plage et bords de bouteilles. Il est à noter que la mise en place du sens unique a permis de limiter la pratique sauvage de "rave" sur le site.
- ❖ **Comportements insécurisés** : Traversée de route
- ❖ Marche sur la route
- ❖ **Non respect des réglementations** : Bivouacs, feux
- ❖ **Autres aspects** : ND
- ❖ **Attrait du Site** : En lien avec le pont, offre d'accès à l'eau
- ❖ **Activités sportives à proximité** : ND

## Caractéristiques Foncières

---

- ❖ **Propriétaire du Site** : Mixte Privé Public - Multiple
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

## Caractéristiques Économiques

---

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ maximale à un instant T Voitures : 109
  - ❖ maximale à un instant T public: 410
- ❖ **Période de fréquentation** : Période estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : NA
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Aucune
- ❖ **Services connexes** : Pont et Chapelle de St-Etienne d'Issensac

## Caractéristiques environnementales

---

- ❖ **Contraintes réglementaires** (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique) : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : ZPS Hautes garrigues du montpelliérais (FR9112004) Site d'intérêt communautaire GORGES DE L'HERAULT (FR9101388)
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : ZNIEFF type I Rivière de l'Hérault de Saint-Bauzille-de-Putois à l'embouchure du Lamalou FAUNE (3422-3168) ZICO Hautes garrigues du montpelliérais (LR14)
- ❖ **Autres mesures réglementaires** : Site Classé Gorges de l'Hérault (SI00000668)
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : ND

## Eléments de pré-diagnostic

---

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : Très peu d'aménagement sur site





- ❖ **Observations** : La capacité d'accueil de la plage n'est pas ici représentative. La problématique actuelle concerne la gestion du stationnement
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Organisation de circulation et du stationnement
- ❖ Aménagement d'espaces barbecues, emplacement poubelles, borne d'appel des secours, RIS, sanitaires
- ❖ Animation, informations

**Niveau des enjeux** : Très fort

**Priorité d'aménagement**: 1

❖ **Enjeux structurels** (Activités/Site) : Pratique de baignade en famille, entre amis, en couple, jeunes et adultes. Site populaire (Le plus proche de Montpellier). Forte fréquentation estivale, pique-nique, barbecue, camping sauvage. Dégradations, vols, déchets et nombreuses nuisances du fait de l'éloignement du site de toute activité humaine. Stationnement parfois gênant, au-delà des interdictions. Absence d'aménagement de cheminement piéton. Intérêt social et environnemental très fort,

❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords appartenant en partie à la commune et à des propriétaires privés. Site non aménagé.

❖ **Enjeux territoriaux** : Site très fréquenté, voire sur fréquenté en période estivale car non aménagé. De nombreuses nuisances sont constatées malgré les actions mises en œuvre par la commune et la gendarmerie. Un véritable plan d'aménagement et de gestion de ce site associé au p

### **Photos et croquis**

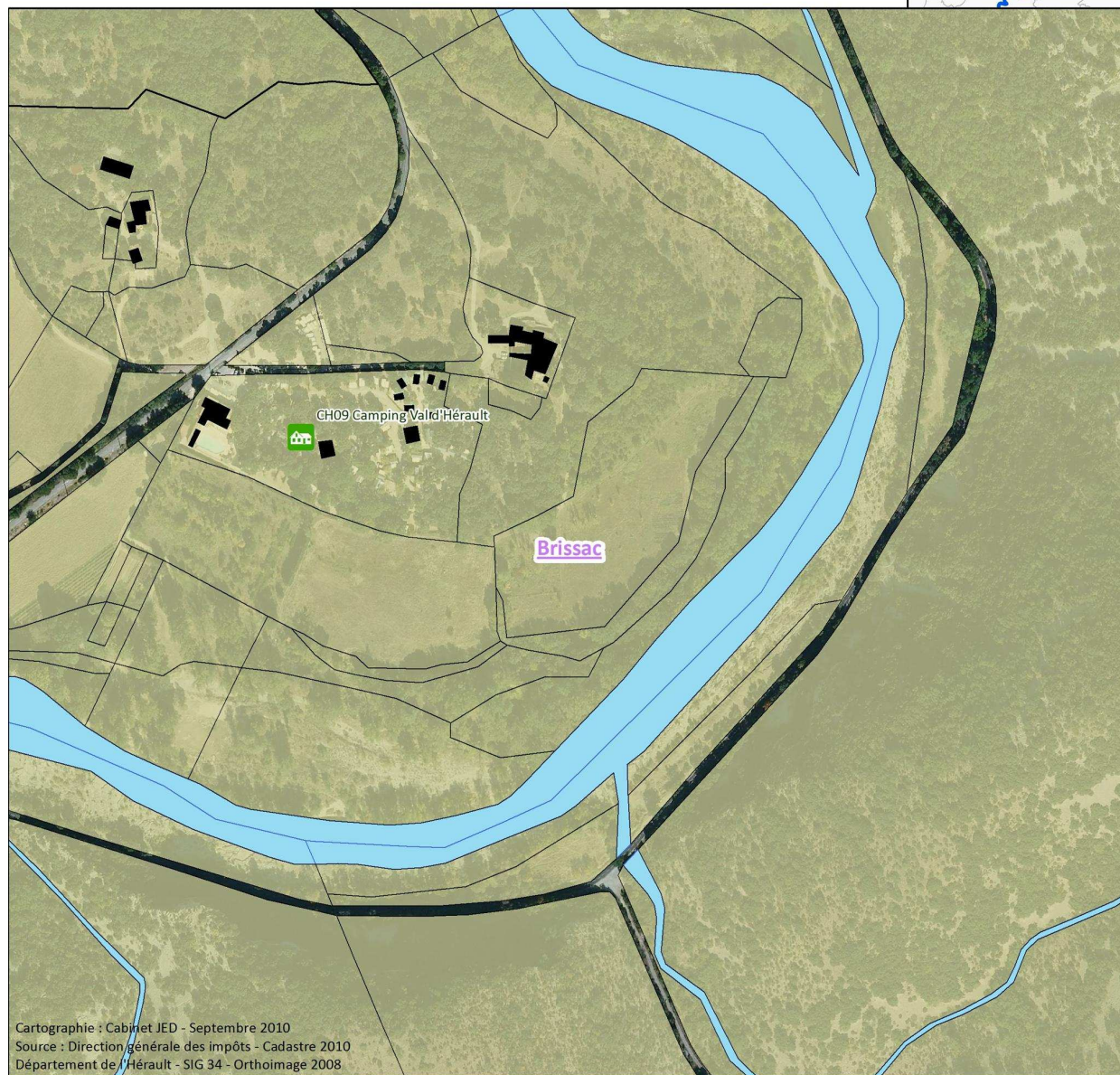
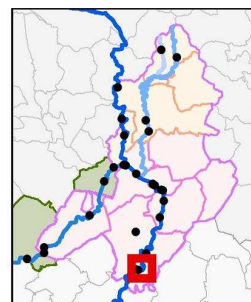




SH13

# Site de St Etienne d'Issensac

Fleuve Hérault  
Commune : Brissac



Cartographie : Cabinet JED - Septembre 2010  
Source : Direction générale des impôts - Cadastre 2010  
Département de l'Hérault - SIG 34 - Orthoimage 2008

## Légende

	Baigneurs		Rapide		Stationnement		Berge arborée
	Barrière haute		Plage de galets		Boulodrome		
	Cheminement		Aire d'accès		Culture		





## Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée

**Autres activités présentes sur le Site :** Autres activités de nature Hors période estivale Pêche et Chasse

**Nom commune :** Brissac

**Code INSEE :** 34042

**Cours d'eau:** Hérault

**Catégorie piscicole:** 2ème catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 756372,873899996 - 6305268,7705

### ❖ Aménagements / Équipements sur le Site :

- Route d'accès : D4 et D1
- Accès au site: Selon la zone de stationnement, directement depuis la route, ou en partant des parkings
- Stationnement : Deux zones de stationnement en continues sont aménagées, en aval du pont rive gauche, commun à l'accès de la chapelle. - Zone 1 : 10 véhicules, Zone 2 : 50 véhicules
- Autres stationnement : De nombreux stationnement en bord de route, autour du site, sur la D4 : autour du Pont et vers le Causse de la Selle; su la D1 : autour du Pont et du parking de la chapelle - Nul car gênant
- Barrières : Non mais passage du Pont limité selon gabarit
- Signalétique d'accès : En partie depuis St-Bauzille
- Signalétique sur site : Signalétique dégradée "Site de St-Etienne" et temporaire "stationnement interdit 23h-5h"
- Sanitaires: Non
- Bivouac : Sauvage
- Poubelles : Non
- Point d'eau : Non
- Aire de pique-nique : Non
- Appel des secours : Réseau incertain
- Accès des secours: Oui dans l'ensemble
- Hébergement/Restauration/Commerce sur site: Non
- Réseau électrique : Oui
- Système d'assainissement : Non
- Équipements adaptés à la pratique : Non

❖ **Plages et berges :** L'ensemble des berges et plages sont utilisées. La plage aval du pont permet l'accès depuis deux zones de stationnement.

Non représentatif : 460 personnes pour les berges + 2200 personnes pour la plage - Plage aval : 17 475 m<sup>2</sup>, linéaire de berge aval rive droite 520m, linéaire de berge aval rive gauche 110m, linéaire de berge amont rive droite 170m, linéaire de berge aval rive gauche 120m,

❖ **Rives utilisés :** Rives droite et gauche

❖ **Flux existants :** Très forte fréquentation

❖ **Qualité des eaux** 2009 : B : Eaux de qualité moyenne  
2010 : Estimation : Eaux de qualité Moyenne à Bonne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite :** La plagette est accessible à partir des parking en aval rive droite

Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations :** Zone très fréquentée par les baigneur en été, donc à éviter pour une pratique tourisme estivale du canoë sans une gestion globale du site.

❖ **Equipements adaptés à la pratique :** Sur Pk3 bis, présence d'une ruine

❖ **État des infrastructures :** Sur Pk3 bis, présence d'une ruine

## Caractéristiques Structurelles / Territoriales

---

- ❖ **Comportement des utilisateurs** : Saut du Pont, déplacement sur site
- ❖ Actions régulières de nettoyage du site organisées par l'association Goupil Connexion
- ❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel** : Etalement autour du pont depuis la plage RG jusqu'à la plage du Camping de Val d'Hérault.
- ❖ Nouvelle pratique vers le lamalou (accès en voiture)
- ❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions** : En période estivale, il est préférable de stopper les parcours nautiques en amont des sites de St-Etienne Berges et Pont
- ❖ **Concurrences d'usages** : A surveiller - Depuis l'accord tacite avec les prestataires CK, cette concurrence d'usage n'est plus d'actualité.
- ❖ **Comportements inciviques** : tags et dégradation de la signalétique, déchets
- ❖ **Comportements insécurisés** : stationnement anarchique en bord de route (verbalisé)
- ❖ **Non respect des réglementations** : bivouac
- ❖ **Autres aspects** : Site ayant une image dégradée mais de très forte notoriété (notamment pour les montpelliérains),
- ❖ Pratique nautique uniquement hors période estivale
- ❖ **Attrait du Site** : Bord d'Hérault et patrimoine architectural
- ❖ **Activités sportives à proximité** : Randonnée pédestre

## Caractéristiques Foncières

---

- ❖ **Propriétaire du Site** : Mixte Privé Public - Multiple
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

## Caractéristiques Économiques

---

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ maximale à un instant T Voitures : 124
  - ❖ maximale à un instant T public: 380
- ❖ **Période de fréquentation** : Estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : Forte
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Aucune
- ❖ **Services connexes** : Pont et Chapelle de St-Etienne d'Issensac

## Caractéristiques environnementales

---

- ❖ **Contraintes réglementaires (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique)** : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : ZPS Hautes garrigues du montpelliérain (FR9112004) Site d'intérêt communautaire GORGES DE L'HERAULT (FR9101388)
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : ZNIEFF type I Rivière de l'Hérault de Saint-Bauzille-de-Putois à l'embouchure du Lamalou FAUNE (3422-3168) ZICO Hautes garrigues du montpelliérain (LR14)
- ❖ **Autres mesures réglementaires** : Site Classé Gorges de l'Hérault (SI00000668)
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : Présence de deux agents de protection du site pour sensibiliser les usagers à la préservation du site.

## Eléments de pré-diagnostic

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : Site classé - Avis ABF
- ❖ Faible moyens humains pour surveillance régulière
- ❖ **Observations** : La capacité d'accueil de la plage n'est pas ici représentative. La problématique actuelle concerne la gestion du stationnement, principalement en rive droite
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Aménagement d'un site touristique

**Niveau des enjeux** : Très fort

**Priorité d'aménagement**: 1

❖ **Enjeux structurels** (Activités/Site) : Pratique de baignade en famille, entre amis, en couple, jeunes et adultes. Site populaire (Le plus proche de Montpellier). Forte fréquentation estivale, pique-nique, barbecue, saut du pont, camping sauvage. Dégradations, vols, déchets et nombreuses nuisances

❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords appartenant en partie à la commune et à des propriétaires privés. Site non aménagé.

❖ **Enjeux territoriaux** : Site très fréquenté, voire sur fréquenté en période estivale car non aménagé. De nombreuses nuisances sont constatées malgré les actions mises en œuvre par la commune et la gendarmerie. Un véritable plan d'aménagement et de gestion de ce site associé au p

### Photos et croquis

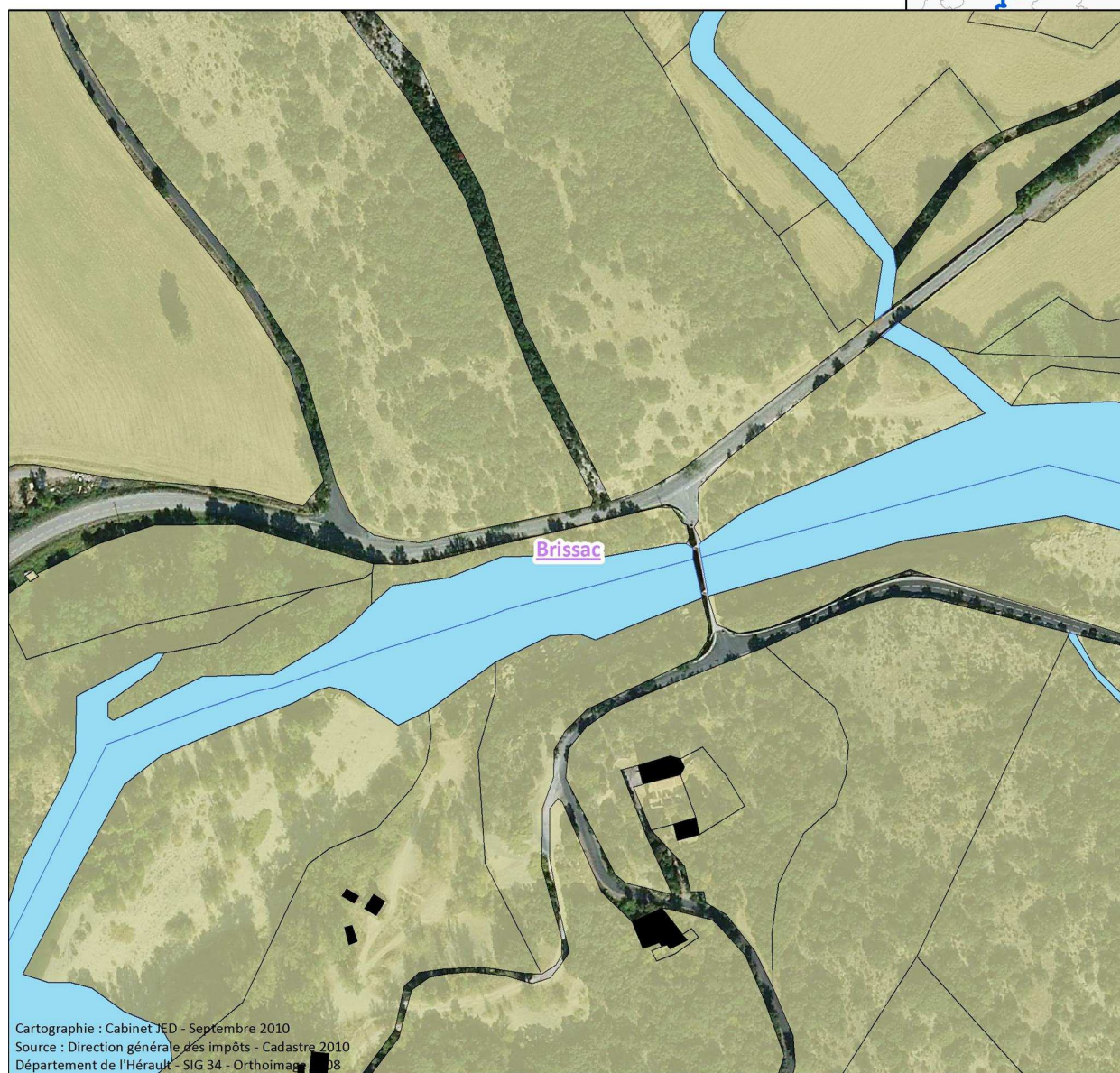
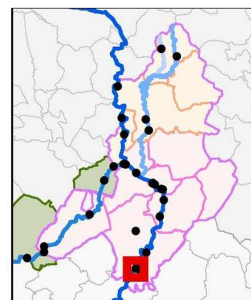




SH14

# Pont de St Etienne d'Issensac

Fleuve Hérault  
Commune : Brissac



Cartographie : Cabinet JED - Septembre 2010  
Source : Direction générale des impôts - Cadastre 2010  
Département de l'Hérault - SIG 34 - Orthoimage

## Légende

-  Baigneurs
-  Barrière haute
-  Cheminement

-  Rapide
-  Plage de galets
-  Aire d'accès

-  Stationnement
-  Boulodrome
-  Culture

0 15 30 M

-  Berge arborée



## **SH13-SH14 « SAINT-ETIENNE D'ISSENSAC »**

Commune de Brissac

Propriétés privées

### **RAPPEL DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**

**Priorité 1**

**Enjeu Départemental**

Fréquentation existante (véhicules)	233
Fréquentation existante (personnes)	790
Capacité de stationnement non gênant	78
Stationnement gênant / dangereux	-
Ratio Personne/Véhicule	3,3

**Site le plus fréquenté du territoire en matière de baignade, faisant l'objet d'un grand nombre de nuisances tant pour les publics résidents que pour les acteurs économiques et institutionnels.**

### **LES REFLEXIONS DU COMITE TECHNIQUE**

En réponse aux questions de superficie de la plage située en aval du pont (rive gauche) et de sa capacité d'accueil. Sa superficie actuelle est de 1300 m<sup>2</sup> pouvant accueillir sur la base de 10 m<sup>2</sup> par personne, jusqu'à 130 personnes. Un nettoyage de cette plage permettra d'étendre la superficie à 2000 m<sup>2</sup> permettant l'accueil de 200 personnes.

La valeur patrimoniale de ce site doit être prise en compte dans les propositions d'aménagement. Aussi il est entendu que les propositions d'aménagement veilleront à respecter la qualité paysagère du site, en intégrant au mieux les aménagements réalisés.

Une remarque a été faite sur la fermeture du pont les samedis et dimanches en période estivale, craignant que cette interdiction ne facilite les sauts du pont. En réponse, nous considérons que les sauts du pont, doivent être limités par la présence d'animateurs sur site et ponctuellement d'une surveillance de la gendarmerie.

Le site de St-Etienne d'Issensac doit faire l'objet d'un projet spécifique global à l'instar du site de St-Guilhem-le-Désert. Les propositions d'aménagements du site, veillent à respecter la qualité paysagère et architecturale du site tout en le valorisant pour assurer sa préservation et sa gestion.

### **Ce site s'étend :**

- Sur la RD1 : depuis le premier stationnement en bord de la route jusqu'au stationnement en dessous du parking de la Chapelle



- Sur la RD 4 : autour du Pont

## LES ORIENTATIONS ET PRECONISATIONS DU SCHEMA

### ❖ Vocation du site

Baignade aménagée et surveillée en période estivale (plage aval du pont, rive gauche)

Baignade non aménagée, non surveillée en berges (amont du pont) mais toutefois sécurisée.

Aire de pique-nique et barbecue en rive gauche en amont du pont, à l'entrée du site (premier stationnement)

Activités de découverte environnementale et patrimoniale et activités sportives toute l'année.

### ❖ Fréquentation projetée / Capacité de stationnement nécessaire

Fréquentation projetée : **800 à 1000 personnes soit 200 personnes sur plage surveillée + 200 personnes sur les aires de pique-nique et de détente + 200 personnes en berges + 200 personnes autour du site (randonnée, visite de la chapelle) + éventuellement 200 personnes (visites guidées, restauration, activité culturelle)**

Capacité de stationnement nécessaire : **330 places – Le stationnement sera limité à 200 places (800 personnes en optimisant les véhicules), il pourra être étendu progressivement pour veiller au respect et à la préservation du site.**

### ❖ Détail des aménagements et équipements projetés selon chaque type d'espace envisagé :

#### • ZONES DE PRATIQUE

NB : A court terme, le parti pris retenu consiste à limiter autant que possible la réalisation de bâtiments fixes à proximité immédiate du cours d'eau. Aussi le choix des équipements a porté sur des installations mobiles et autonomes.

**Zone de baignade surveillée** en rive gauche en aval du pont, accessible aux personnes à mobilité réduite (2000 m<sup>2</sup>)

- Zone de baignade signalée et matérialisée
- Poste de secours mobile
- + Réglementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité, information du public)

#### **Zone de détente et de loisirs : loisirs en berges**

- Signaler et matérialiser les dangers
- Aménagement d'une aire de pique-nique dont une avec place à feu
- Signalétique « Baignade non aménagée, non surveillée »

- **ZONES ANNEXES**

**Aire de service 1 – Sur l’aire de stationnement 1** (Stationnement proche de la plage)

- Relais Information service
- 2 sanitaires autonomes
- Borne d’appel d’urgence
- Containers / tri sélectif

**Aire de service 2 – Sur l’aire de stationnement 2** (Intersection D1/D4)

- Containers / tri sélectif
- Relais Information services

**Aire de service 3 – Sur l’aire de stationnement 3** (Rive gauche, RD1, Parking GR)

- Containers / tri sélectif
- Relais Information services
- Borne d’appel d’urgence

**Aire de service 4 – Sur l’aire de stationnement 4** (Rive gauche, RD1, Parking Entrée du site)

- Relais Information service
- 2 sanitaires fixes
- Borne d’appel d’urgence
- Containers / tri sélectif

**Remarques :**

Au-delà des besoins d’information et de répression à mettre en place, la valorisation de ce site doit être innovante et animée.

Plusieurs outils peuvent être développés pour atteindre ces objectifs

Il s’agit là d’offrir des animations ponctuelles, lors des grosses journées de fréquentation pour favoriser un étalement des pratiques sur site et privilégier les pratiques encadrées.

**\* Des animations de sensibilisation environnementale et patrimoniale**, ces animations doivent être élaborées et animées par les associations environnementales locales et tout gestionnaire du milieu aquatique, du patrimoine culturel, et plus largement tout acteur de sensibilisation à l’environnement et au développement durable.

**\* Des actions éco-citoyennes, des animations scientifiques et techniques** peuvent également être développées en partenariat avec les associations de vulgarisation scientifique.

**\* Des supports de communication innovants**

Dans une démarche de limitation des productions papier, la création d’un site Internet autour du Site de S-Etienne d’Issensac constituerait un bon support de communication. Il permettrait notamment de sensibiliser le visiteur aux spécificités de ce site remarquable.



Dans une même démarche, d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la réalisation de Code 2D, utilisable par les propriétaires de téléphone de type « smartphone ».

Ces Codes permettent de faire un lien direct avec une page web, un message texte, une image...

### ❖ Insertion territoriale du projet

- **ACCESSIBILITE**

L'entrée sur le site, se fait :

- Depuis la RD1, après réhabilitation de la voie d'accès depuis la carrière jusqu'à l'entrée du site.
- Depuis la RD4

La traversée du pont est fermée les dimanches de Juillet et Août

### **Stationnement sur site et éloigné :**

Quatre aires de stationnement

- Stationnement 1 : Aménagement d'un stationnement payant à proximité immédiate avec la plage (80 à 90 places) – Suppression du bâtiment en ruine existant (Emplacement d'une activité saisonnière potentielle)
- Stationnement 2 : (80 places)
  - Option 1 : Création d'une aire de stationnement en rive droite, à l'intersection de la D4 et de la RD1
  - Option 2 : Aménagement de la parcelle propriété du conseil général et de la commune de Brissac (située à 500 mètres de la parcelle de l'option 1)
  - Option 3 : Aménagement de la parcelle acquise pour l'aménagement du débarquement public et aménagement d'une liaison douce. (Environ 1 kilomètre du Pont)
- Stationnement 3 : Aménagement d'un stationnement sur le parking du chemin de Grande Randonnée (GR) (capacité actuelle de 12 étendue à 20 places)
- Stationnement 4 : Aménagement d'un stationnement à l'entrée du site sur la RD1 (capacité actuelle de 8 places étendue à 10 places)

Interdire le stationnement en dehors des zones aménagées (par le marquage au sol et l'aménagement de liaison piétonne).

L'aménagement d'un stationnement éloigné (Stationnement 2) nécessite la sécurisation du cheminement piéton

- Sécurisation de la traversée piétonne



- Aménagement d'un cheminement en bord de route (Option 1 : platelage (160 m) ; Option 3 : piste cyclable et piétonne (1km))

- **CIRCULATION SUR SITE**

Sécurisation de la traversée du pont

Cheminement piéton en bord de RD1 – 1 kilomètre

Création d'un dépose-minute à hauteur de l'aire de pique-nique

❖ **Contraintes techniques**

Contraintes foncières et contraintes d'urbanisme

Maintenir et faire respecter l'interdiction de stationnement de 23h à 5h

SH13-SH14 « SITE ET PONT DE SAINT-ETIENNE D'ISSENSAC »			
Type de préconisations	Unité	Quantité	Coûts
SOUS RESERVE FONCIERE			
Aménagement de l'aire de stationnement 1 « Sous le parking de la Chapelle »	m <sup>2</sup>	2400	120 000,00
Création d'une aire de stationnement 2 (D4) en aval du Pont	m <sup>2</sup>	2400	120 000,00
Aménagement de l'aire de stationnement 3 (D1) « Parking GR »	m <sup>2</sup>	900	36 000,00
Aménagement de l'aire de stationnement 4 (D1)	m <sup>2</sup>	300	12 000,00
Pose de RIS (Stationnement 1, 2, 3 et 4)	u	4	12 000,00
Borne d'appel d'urgence Autonome (Stationnement 1, 3, 4)	u	3	7 500,00
Sanitaires ( <i>Sanitaire autonome « Nomade »</i> ) avec <i>entretien quotidien 6 mois</i> (stationnement 1 et 4)	u	3	70 500,00
Aménagement d'un cheminement piéton en bord de route (D1)	ml	1000	30 000,00
Cheminement piéton (stationnement 2) Platelage	ml	120	24 000,00
Cheminement doux vers la plage	ml	200	20 000,00
Poste de secours (bâti 20 m <sup>2</sup> )	u	1	20 000,00
Matériel de secours	u	1	2 500,00
Matériel de sauvetage	u	1	500,00
Matériel adapté - Tiralo®	u	1	1 500,00
Chemin de plage (accès PMR)	u	4	960,00
Aire de pique-nique (dont PMR)	u	8	4 800,00
Place à feu et RIA (pierre)	u	1	5 500,00
Point d'eau	u	1	2 000,00
			489 760,00
Ingénierie et Maîtrise d'œuvre (Etude de sol, relevé topographique, ...)	%	25	122 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>611 760,00</b>

## PHASAGE

Phases	Durée	Contenu	Coût
Phase 1	3 ans	Borne d'appel d'urgence Autonome (Stationnement 1,3 et 4) Etudes/ procédures	7 500,00 62 000,00
Phase 2	6 mois	Aménagement de l'aire de stationnement 1 « Sous le parking de la Chapelle »	120 000,00
		Pose de RIS (Stationnement 1)	3 000,00
		Sanitaires (Sanitaire autonome « Nomade ») (stationnement 1)	23 500,00
		Cheminement doux vers la plage	20 000,00
		Poste de secours (bâti 20 m²)	20 000,00
		Matériel de secours	2 500,00
		Matériel de sauvetage	500,00
		Matériel adapté - Tiralo®	1 500,00
		Chemin de plage (accès PMR)	960,00
		<b>TOTAL</b>	<b>261 460,00</b>

Phase 3	8 mois	Etudes/procédures	30 000,00
Phase 4	4 mois	Aménagement de l'aire de stationnement 3 (D1) « Parking GR »	36 000,00
		Aménagement de l'aire de stationnement 4 (D1)	12 000,00
		Pose de RIS (Stationnement 3 et 4)	6 000,00
		Sanitaires (Sanitaire autonome « Nomade ») 3 et 4	47 000,00
		Aménagement d'un cheminement piéton en bord de route (D1)	30 000,00
		Aire de pique-nique (dont PMR)	4 800,00
		Place à feu et RIA (pierre)	5 500,00
		Point d'eau	2 000,00
		<b>TOTAL</b>	<b>173 300,00</b>

Phase 5	8 mois	Etudes/procédures	30 000,00
Phase 6	4 mois	Création d'une aire de stationnement 2 (D4) en aval du Pont	120 000,00
		Pose de RIS (Stationnement 2)	3 000,00
		Cheminement piéton (stationnement 2) Platelage	24 000,00
		<b>TOTAL</b>	<b>177 000,00</b>

## CROQUIS D'AMENAGEMENT : AVANT-PROJET SOMMAIRE



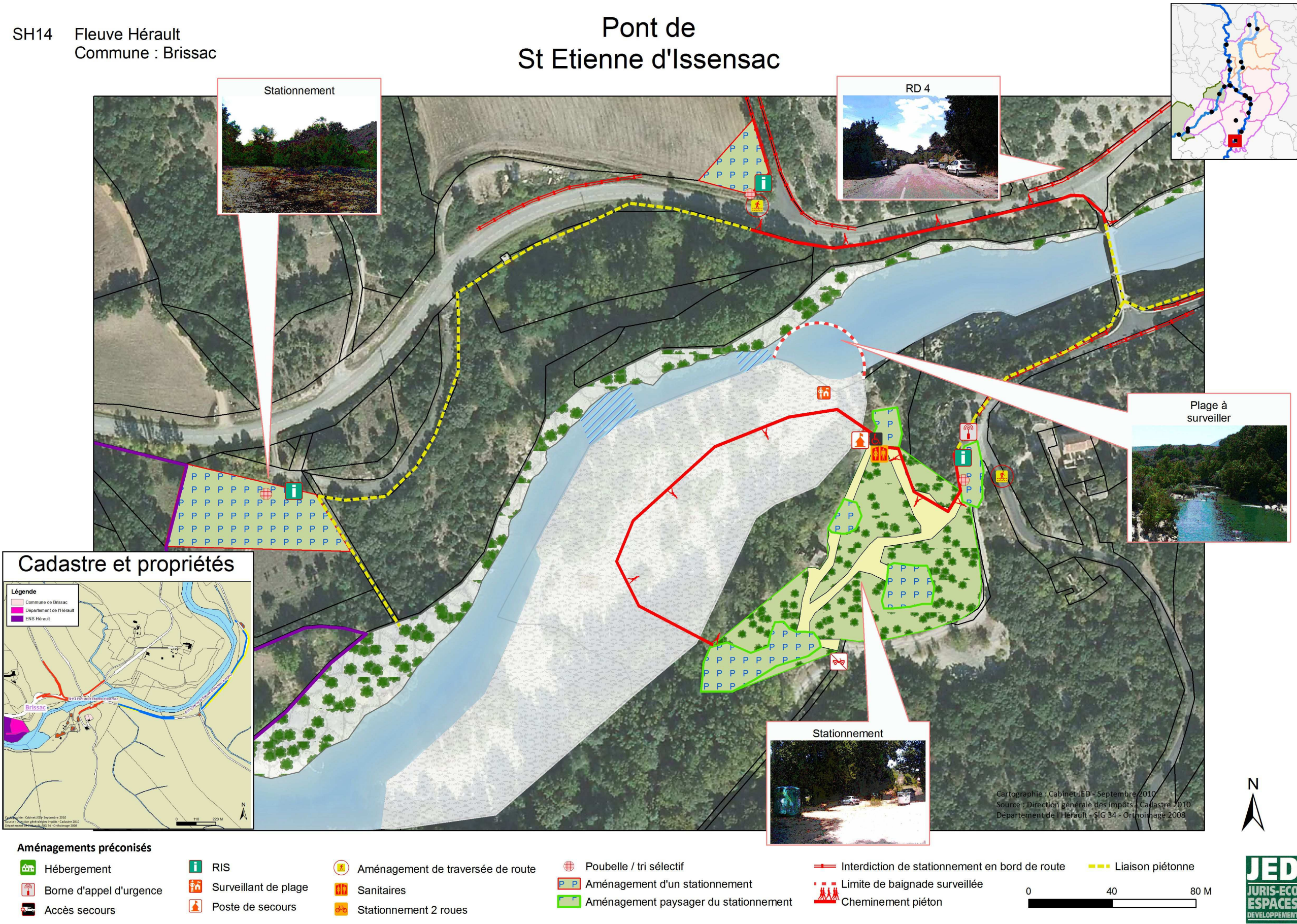


Berge de  
St Etienne d'Issensac





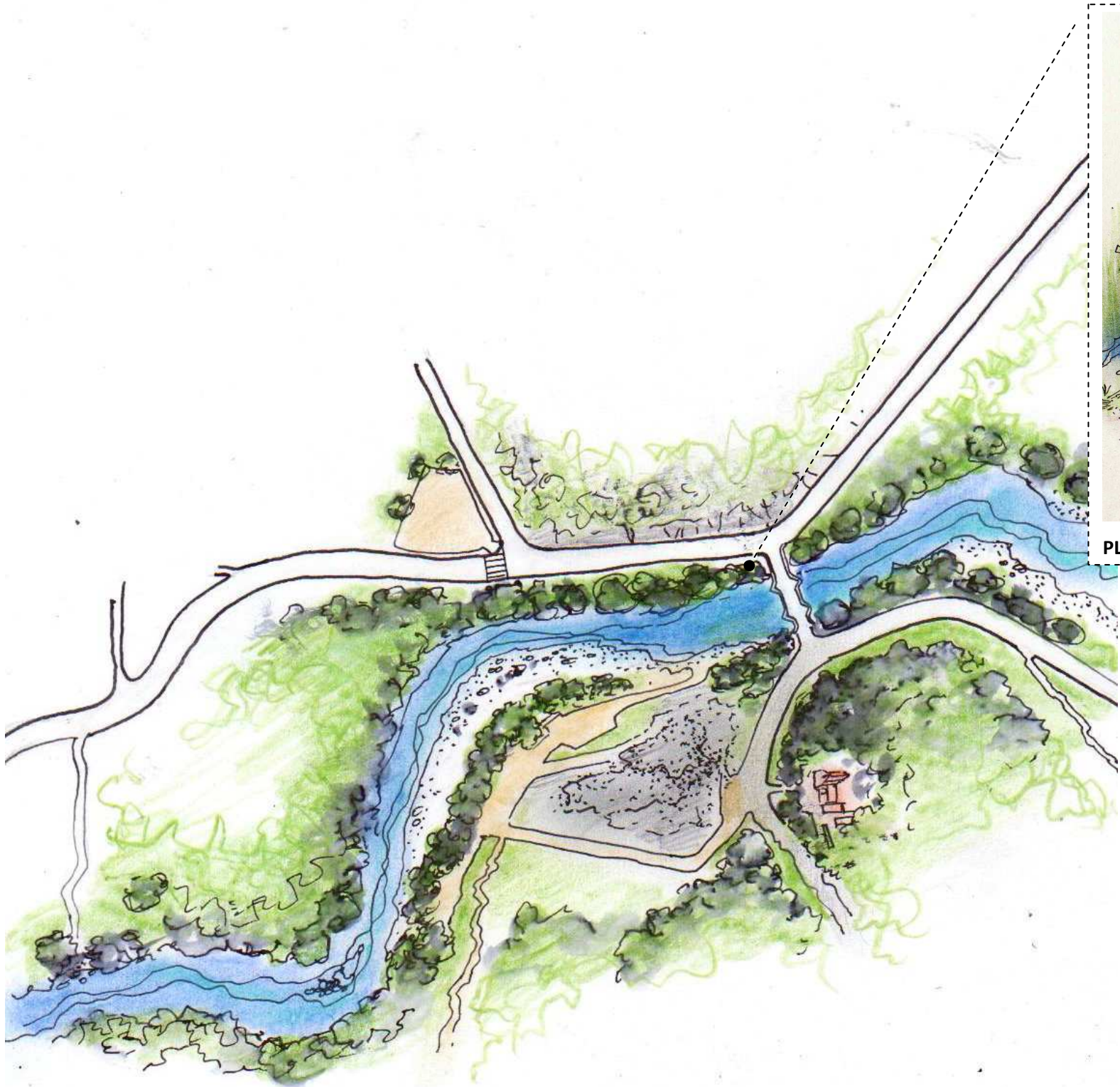
Pont de  
St Etienne d'Issensac





**EXEMPLE D'INTEGRATION DE LA LIGNE ARCHITECTURALE**

**BRISSAC : Site de St-Etienne d'Issensac (D4) – Baignade AMENAGEE ET SURVEILLEE**

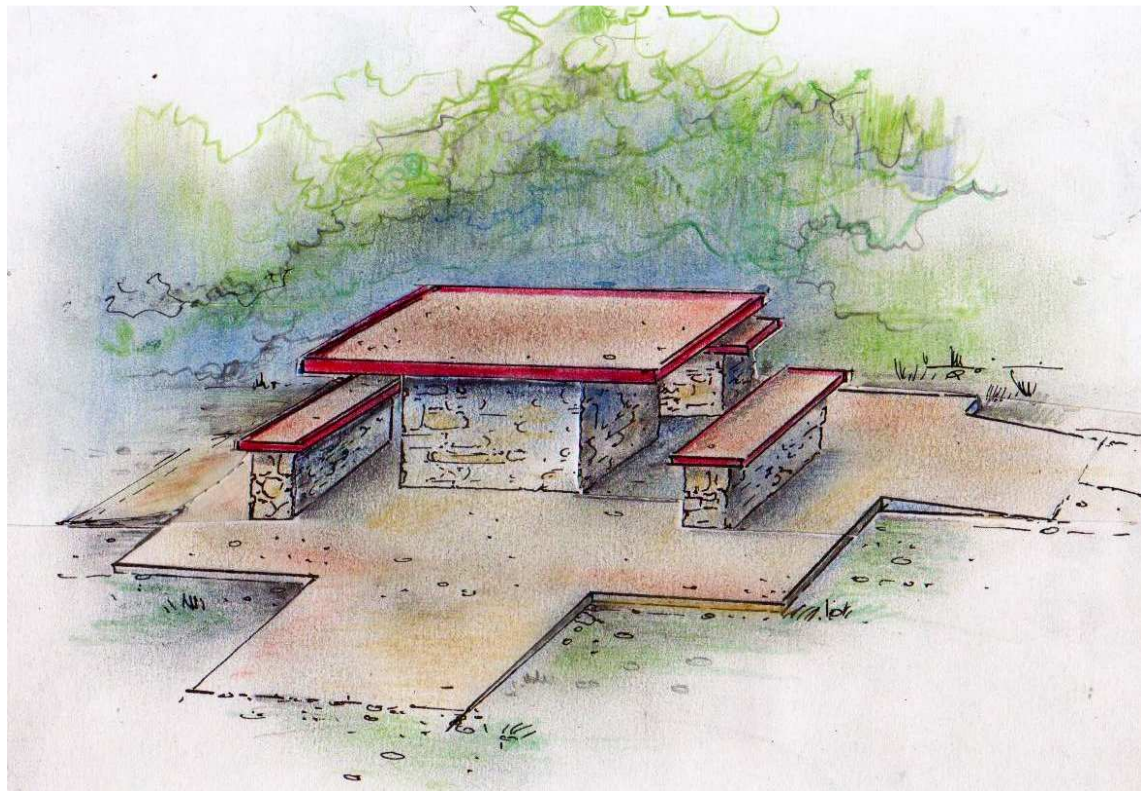


PLATELAGE BOIS EN BORD DE ROUTE RD4 (depuis le stationnement 2 Option 1)



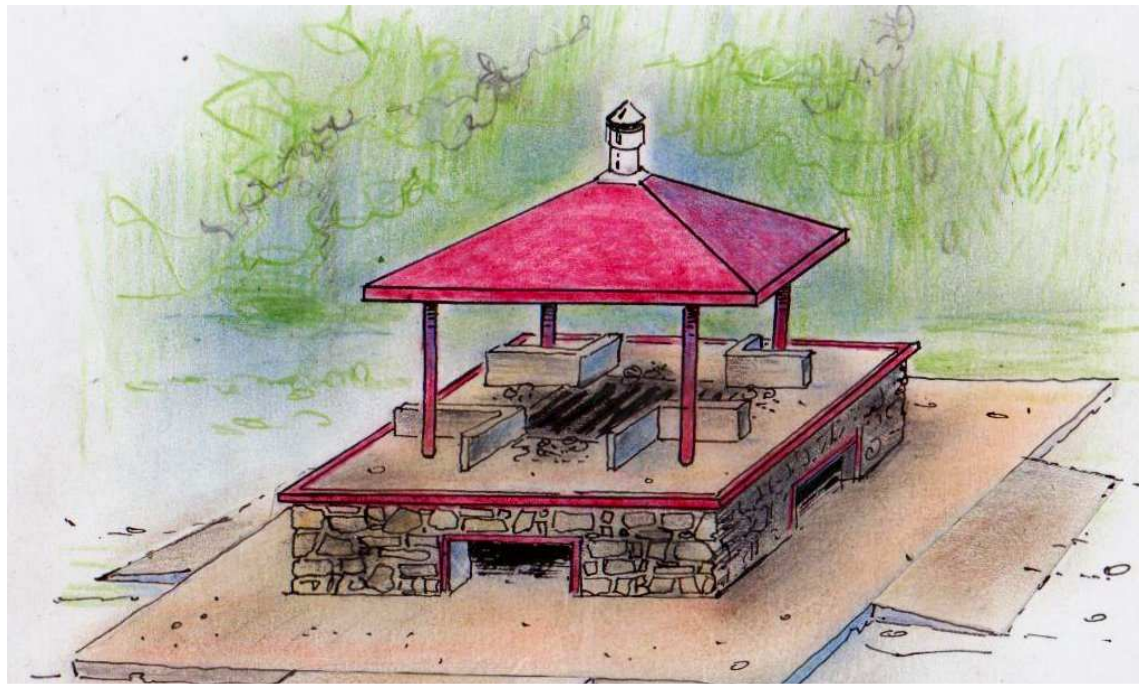
**EXEMPLE D'INTEGRATION DE LA LIGNE ARCHITECTURALE**

**BRISSAC : Site de St-Etienne d'Issensac (D1) – AIRE DE PIQUE-NIQUE**



**TABLE DE PIQUE-NIQUE ACCESSIBLE PMR**

**PLACE A FEU A QUATRE FOYERS**





## SH13-SH14 « SITE ET PONT DE SAINT-ETIENNE D'ISSENSAC »

Commune de Brissac	Priorité 1
Propriétés privées	
Vocation	Enjeu Départemental
<b>Baignade aménagée et surveillée en période estivale</b>	
<b>Aire de pique-nique et barbecue en rive gauche en amont du pont, à l'entrée du site (premier stationnement)</b>	
<b>Activités de découverte environnementale et patrimoniale et activités sportives toute l'année.</b>	

### ❖ Urbanisme

Selon le cas, les équipements se trouvent en zone ND ou NC.

La zone ND n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
- les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité

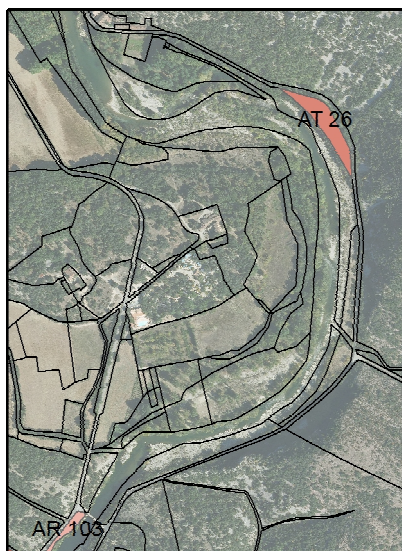
La zone NC est quand à elle réservée à l'exploitation agricole, l'élevage, l'exploitation forestière ou du sous-sol

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

- **Les équipements et aménagements envisagés nécessitent une modification du zonage sur les parcelles concernées (non actuellement exploitées comme prévues par le POS, mais affectées de fait à la fréquentation du public).**

### ❖ Contraintes propriété :

Les aménagements et équipements envisagés nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition, soit par expropriation :



## PARCELLES PRIVEES / ACQUISITION FONCIERE / CONVENTION

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m <sup>2</sup> )	Besoin (m <sup>2</sup> )	Propriétaire
Stationnement 1	AS0009	18177	2400	SLUYTS MARIE LOUISE JULIA
	AS0086	169353		STUYCK JOSEPH HUBERT PANCRAE
Plage	AS0010	13660	2500	STUYCK JOSEPH HUBERT PANCRAE
Stationnement 2	AR0227	85191	2400	GEENS LUTGARDIS MARIA CORNELIA
Liaison douce (D4)	AR0103	1532	200	PEYRIERE ALINE EMILIENNE HENRIETTE
Aire de pique-nique Rive Gauche	AT0026	5638	800	DUFFOUR CHRISTINE MARIE SOPHIE

### ❖ Procédures préalables

- **Modification du POS**
- **Maîtrise foncière :**
  - . soit convention, pour la parcelle AT0026
  - . soit par acquisition amiable (AS0009, AS0086, AS0010, AR227, AR0103), avec obligation d'information du Ministère de l'Environnement
  - . à défaut de consentement du propriétaire, par expropriation

**NB : Le site est classé au titre des monuments naturels (décret du 22 février 2001), par conséquent :**

- ➔ **l'expropriation ne pourra avoir lieu qu'après observations du Ministère de l'environnement (a. L 341-14 du Code de l'environnement)**
- **les travaux envisagés ne pourront avoir lieu qu'après : autorisation spéciale délivrée par le préfet, sur avis de l'ABF, éventuellement, si le préfet le juge utile de la Commission départementale de la nature, des sites et des paysages**
- **Déclaration préalable pour les sanitaires et poste de secours (a. R421-11 du Code l'urbanisme) dans la mesure où l'on se situe en site classé et où les « constructions » bien que mobiles, ne dépassent pas 20 m<sup>2</sup>.**
- **Permis d'aménager pour les aires de stationnement de 80 places**

*NB : Le site accueille par ailleurs deux édifices classés (Pont/4 novembre 1948 et Chapelle 20 septembre 1945), par conséquent, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-31 du code du patrimoine dès lors que la décision a fait l'objet de l'accord de l'ABF.*

- **Déclaration loi sur l'eau, pour les aménagements établis sur les parties humides**
- **Déclaration d'exploitation de baignade (en mairie, deux mois avant l'ouverture, avec plan d'organisation de la surveillance et des secours) + déclaration établissement sportif (Conf. Annexe) + souscription d'une assurance en responsabilité civile**
- **Lorsque le document d'objectif du ou des sites natura 2000 seront approuvés par le préfet : une évaluation des incidences des aménagements et de l'exploitation du site (Conf. Annexe).**





## Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en œuvre	Resp Gestion	Outils de mise en œuvre
Stationnement	Communauté de communes	Convention/acquisition ou expro + MO/MTP <sup>2</sup>	Com com	régie
RIS	Communauté de communes	MTP <sup>3</sup>	Communauté de communes	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MPS
Borne d'appel d'urgence	Communauté de communes	Convention/CG/Comcom	CG	Convention/CG ComCom
Sanitaires	Communauté de communes	MTP ou MPS <sup>4</sup>	Com.com	MPS <sup>5</sup>
cheminements	Communauté de communes	Convention/acquisition ou Expro +MO/MTP	Communauté de communes	régie
Pique-nique/feu/point d'eau	Communauté de communes	MO/MTP	Communauté de communes	régie
Baignade surveillée/aménagement	Communauté de communes	Communauté de communes Convention/Acquisition/Expropriation MO/MTP	Communauté de communes	régie
Poste de secours	Communauté de communes	Communauté de communes Convention/Acquisition/Expropriation MTP	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	Régie	Communauté de communes	Régie
Réglementation Matérialiser zone de baignade Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade (contrôle qualité, information du public)	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

<sup>2</sup> MO/MTP : maîtrise d'œuvre et marché de travaux publics

<sup>3</sup> MTP : marché de travaux publics

<sup>4</sup> MPS : marché public de service



### II.3 Le débarquement public (canoë-kayak) (PH11)

#### *Remarques et éléments de cadrage de Phase IV*

Le site du barrage de la Vernède est un site privé, loué en période estivale par deux prestataires canoë-kayak. D'autres prestataires louent également des terrains en amont du barrage pour assurer le débarquement de leur clientèle empruntant le parcours nautique jusqu'à Brissac.

Les activités nautiques constituent un atout majeur du territoire de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, contribuant à la fréquentation touristique et de loisirs et globalement à l'économie locale.

Néanmoins, l'absence de zone de débarquement public c'est-à-dire aménagée et gérée par la collectivité ne permet pas d'offrir une qualité de services à hauteur de l'image de destination nautique et de nature communiquée.

Aussi, l'aménagement d'un débarcadère public a été demandé dans la réflexion globale portée autour du site de St-Etienne d'Issensac.



PH11 Nom du Site : ***Barrage de la Vernède - Brissac***

**Etat des lieux**

**Descriptif**

**Activité principale :** Canoë Kayak (location)

**Autres activités présentes sur le Site :** Baignade non surveillée

**Cours d'eau:** *Hérault*

**Nom commune :** *Brissac*

**Code INSEE :** *34042*

**Localisation du Site (Lambert 93) :** *756891,5091- 6306473,9294*

**Route d'accès :** *D4 goudronnée*

❖ **Caractéristiques du site et de l'activité :**

- *Détail de l'activité principale :* Débarquement
- *Capacité d'accueil (nombre de pratiquants, de personnes, de couverts) :*
- *Fréquentation actuelle :* *100 personnes (estimation)*
- *Période de fréquentation :* *Avril à septembre*
- *Observations :* *25 véhicules, terre et herbe / Pas de sanitaires. Site présentant un intérêt majeur pour la pratique du canoë de loisirs.*

Site en location par 2 prestataires et ponctuellement utilisé par des prestataires extérieurs.

❖ **Type de propriété :** *Privée*

❖ **Type de gestion du Site :** *Privée*

❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale :** *Très forte*

❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme :** *Très forte*

❖ **Remarques**

Besoin d'aménagement d'un débarquement public

## **PH11 - DEBARQUEMENT PUBLIC**

Commune de Brissac

Propriétés privées

### **RAPPEL DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**

**Priorité 1**

**Enjeu départemental**

Les activités de canoë-kayak sur le parcours de Ganges à Brissac représentent une fréquentation potentielle simultanée de plus de 1500 pratiquants. Bien que quelques loueurs disposent de leur propre site de débarquement, l'aménagement d'un débarcadère public aurait vocation à pérenniser l'activité touristique estivale et à améliorer les conditions de pratique sportive et autonome sur ce parcours.

Le diagnostic a également mis en évidence l'absence d'une zone d'embarquement public sur le secteur de Ganges. Néanmoins, le site PH01 « Embarquement Tonic Loisirs / Vacances Evasion » est utilisé par les autres prestataires du territoire.

### **LES REFLEXIONS DU COMITE TECHNIQUE**

- Bien que ce site soit sur le domaine privé, la nécessité d'aménager un site de débarquement public a été retenu comme prioritaire.
- Il convient donc de faire des propositions d'aménagement sur des sites potentiels soumis à acquisition foncière.

### **Les lieux d'implantation potentiels**

➤ **En amont du seuil, le site PH11 « Barrage de la Vernède » :**

#### **Avantages :**

- Parcelle AR0023 de 4278 m<sup>2</sup> située en amont du seuil actuellement utilisée par les prestataires
- Possibilité d'implantation d'une guinguette / buvette (Présence d'un ancien moulin : place de l'ancienne guinguette)

#### **Inconvénients**

- Accès / Sortie en plein virage, impossibilité de croisement de deux véhicules
- Espace réduit pour le stationnement des véhicules des prestataires (navette + remorque)
- Mise à l'eau assez raide nécessitant l'usage de quad pour la sortie de l'eau
- Espace réduit ne permettant pas l'aménagement d'un espace réservé aux autres usagers (sportifs, autonomes)



- **En aval du seuil, la parcelle AR0025 de 22750 m<sup>2</sup>** dont une partie située en berge est louée par le prestataire Géko Canoë.

**Avantages :**

- Vaste parcelle accessible en ligne droite et pouvant accueillir une aire de stationnement importante
- Possibilité d'implantation d'une guinguette / buvette
- Relais potentiel avec le site de St-Etienne d'Issensac

**Inconvénients**

- Présence d'un prestataire sur la parcelle présentant un intérêt majeur car déjà aménagée pour la mise à l'eau
  - Parcelle privée très vaste (22 750 m<sup>2</sup>)
- ⇒ **Nous retiendrons le site situé en aval du site identifié PH11 permettant l'aménagement d'un embarcadère public sécurisé et adapté. L'espace permettant de dissocier l'usage « prestataire » de l'usage « public »**

**LES ORIENTATIONS ET PRECONISATIONS DU SCHEMA**

❖ **Vocation du site**

Aire de débarquement public avec deux espaces distincts :

- à destination des prestataires privés : soumis à redevance
- à destination des clubs sportifs et pratiquants autonomes : soumis à réglementation (hauteur limitée, aménagements sommaires)

Occupation temporaire autorisée pour la pose d'une guinguette / buvette en période estivale.

❖ **Fréquentation projetée / Capacité de stationnement nécessaire**

Fréquentation projetée :

5 Prestataires potentiels (hors Le Moulin / Aubanel) soit un maximum de 500 bateaux pouvant débarquer sur le site. La fréquentation du site est estimée à une moyenne de 250 personnes en simultanée sur le site.

La capacité de stationnement nécessaire ne sera pas fonction de la fréquentation liée au parcours nautique, elle sera fonction des autres aménagements et activités présentes sur le site :

- Stationnement temporaires sur le débarcadère « prestataires » (attente des pratiquants avant le départ de la navette) – Pas de stationnement prévu pour la clientèle pratiquante.
- Aire de stationnement (8 véhicules) sur le débarcadère destiné aux clubs sportifs et pratiquants autonomes (pouvant être utilisé par des prestataires extérieurs) :

Stationnement limité à une dizaine de places avec aire de retournement permettant la manœuvre d'un véhicule léger avec remorque

- Aire de stationnement réservée à la clientèle de l'espace (15 véhicules) de restauration : guinguette, buvette bénéficiant d'une quinzaine de places réservées.

Aussi la capacité de stationnement nécessaire à minima devra permettre l'accès et le retournement des navettes avec remorques des prestataires ; le stationnement temporaire de ces mêmes navettes ainsi que le stationnement des embarcations dans l'attente des navettes soit pour 5 prestataires 1500 m<sup>2</sup> (sur la base d'un bus par structure)

❖ **Détail des aménagements et équipements projetés** selon chaque type d'espace envisagé :

- **ZONES DE PRATIQUE**

**Zone de sortie de l'eau**

- signalisation sur rivière pour indiquer la sortie obligatoire
- aménagement d'une pente douce en enrobés depuis l'aire de stationnement
- Signalétique « Baignade interdite » (pour éviter les concurrences d'usages et le développement d'un site de baignade)

- **ZONES ANNEXES**

**Aire de service – Sur l'aire de stationnement**

- Aire de retournement pour véhicule avec remorque et accès secours (rayon de 11 mètres)
- Relais Information service nautique
- 2 sanitaires
- Borne d'appel d'urgence
- Containers / tri sélectif

**Remarques :**

❖ **Insertion territoriale du projet**

- **ACCESSIBILITE**

L'entrée sur le site se fait par la RD4 depuis Valrac.

La traversée du pont Suspendu est régulée par la pause d'un feu tricolore fonctionnant en période estivale

Deux options sont possibles :

**Option 1** : Entrée et Sortie par le même accès : largeur utile 5,5 mètres

La fréquentation potentielle liée aux activités nautiques sur ce site, nécessite la réalisation d'un giratoire à l'entrée du site permettant de limiter la vitesse et de faciliter l'entrée et la sortie du site et ce pour les bus et remorques destinées à emprunter ce croisement.

**Option 2** : Deux accès distincts pour l'entrée et la sortie du site : largeur utile 3,5 mètres

Deux accès sont envisageables permettant l'instauration d'un sens unique de circulation et une présence permanente sur l'ensemble du site. (Débarcadères « prestataires » et public). La réalisation du giratoire devra également être réalisée pour l'entrée du site.

- **CIRCULATION SUR SITE**

**Option 1** : Sur chemin d'accès signalétique vers le débarcadère « prestataires » à gauche et « public » à droite

**Option 2** : Sur chemin d'accès signalétique à droite vers le débarcadère « public » (4,5 m, double sens) puis dans le prolongement débarcadère « prestataires » (5,5 m, double sens).

Limitation de l'accès au débarcadère public par la pose d'une barrière limitante de hauteur (2,50 m) et d'une largeur réduite à 2 mètres.

❖ **Contraintes**

Contraintes foncières et contraintes d'urbanisme

Assurer une présence humaine sur le site, afin de limiter les nuisances et faciliter la gestion du site.

PH11 – DEBARQUEMENT PUBLIC BRISSAC			
Type de préconisations	Unité	Quantité	Coûts
SOUS RESERVE FONCIERE			
Aménagement de l'aire de stationnement			
« Prestataires » : stationnement temporaires (5 bus)	m²	1500	75 000,00
« Public » : stationnement limité (classique)	m²	200	8 000,00
« Guinguette » : stationnement réservé (paysager)	m²	750	30 000,00
Accès véhicules			
- Option 1 : 1 accès unique : largeur 8,5 m	ml	300	204 000,00
- Option 2 : deux accès de 5 m et accès double sens vers débarcadères	ml	300	120 000,00
	ml	100	42 500,00
Traitement RD4 – Création d'un giratoire (Rayon 6 m)	m²	120	15 000,00
Pose de RIS nautique	u	4	12 000,00
Borne d'appel d'urgence Autonome	u	1	2 500,00
Sanitaires (Sanitaire autonome « Nomade ») avec entretien quotidien 4 mois	u	2	47 000,00
Nettoyage du site avec maintien des espèces boisées à minima (dont circulation interne)	m²	4 500	45 000,00
Aménagement de l'aire de retournement (tri-couche, rayon 11mètres)	m²	450	22 500,00
Aménagement d'une mise à l'eau en enrobés	u	1	8 000,00
Aménagement d'une mise à l'eau « public »	u	1	2 000,00
Portique de limitation Premium de 4 m (2,50 m) avec barillet pompiers	u	1	3 000,00
Barrière d'accès à l'entrée du site avec barillet pompiers	u	1	1 000,00
Signalétique nautique (pré-signalisation et signalisation)			
Panonceau Stop 200m M5b	u	1	230,00
Type KM1 900 x 250	u	1	150,00
Panonceau Flèche	u	1	230,00
			434 110,00
Ingénierie et Maîtrise d'œuvre (Etude de sol, relevé topographique)	%	25	108 500,00
<b>TOTAL</b>			<b>542 610,00</b>



## PHASAGE

Phases	Durée	Contenu	Coût	
Phase 1	2 ans	Etudes/ procédures	88 500,00	
Phase 2	6 mois	Aménagement de l’aire de stationnement « Prestataires » : stationnement temporaires (5 bus) « Public » : stationnement limité (classique)	75 000,00 8 000,00	
		Accès véhicules - Option 2 : deux accès de 5 m et accès double sens vers débarcadères	120 000,00 42 500,00	
		Traitement RD4 – Création d’un giratoire (Rayon 6 m)	15 000,00	
		Nettoyage du site avec maintien des espèces boisées à minima (dont circulation interne)	45 000,00	
		Aménagement de l’aire de retournement (tri-couche, rayon 11mètres)	22 500,00	
		Aménagement d’une mise à l’eau en enrobés	8 000,00	
		Aménagement d’une mise à l’eau « public »	2 000,00	
		Portique de limitation Premium de 4 m (2,50 m) avec barillet pompiers	3 000,00	
		Barrière d’accès à l’entrée du site avec barillet pompiers	1 000,00	
		<b>TOTAL</b>		<b>430 500,00</b>

Phase 3	2 mois	Etudes/ procédures	20 000,00
Phase 4	2 mois	« Guinguette » : stationnement réservé (paysager)	30 000,00
		Pose de RIS nautique	12 000,00
		Borne d'appel d'urgence Autonome	2 500,00
		Sanitaires ( <i>Sanitaire autonome « Nomade »</i> ) avec entretien quotidien 4 mois	47 000,00
		Signalétique nautique (pré-signalisation et signalisation)	230,00
		Panonceau Stop 200m M5b	150,00
		Type KM1 900 x 250	230,00
		Panonceau Flèche	
		<b>TOTAL</b>	<b>112 110,00</b>

## CROQUIS D'AMENAGEMENT : AVANT-PROJET SOMMAIRE

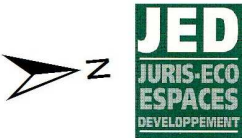
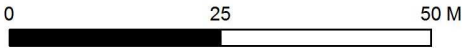


Parcours nautique Ganges-Brissac  
Débarquement public



Aménagements préconisés

- |                              |            |                         |                      |              |
|------------------------------|------------|-------------------------|----------------------|--------------|
| Portico de limitation (2,5m) | RIS        | Poubelle / tri sélectif | Chemin d'accès       | Mise à l'eau |
| Borne d'appel d'urgence      | Sanitaires |                         | Aire de retournement |              |





## PH11 « BARRAGE DE LA VERNEDE » - DEBARQUEMENT PUBLIC

Commune de Brissac	Priorité 1
Propriétés privées	
Vocation	Enjeu départemental
Aire de débarquement public sur le parcours Ganges-Brissac	

### ❖ Urbanisme

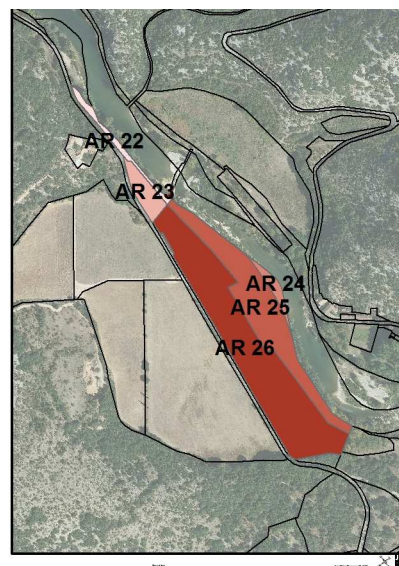
Le site est en zone ND.

Cette zone n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
- les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité
  - Les équipements et aménagements envisagés y sont possibles.

### ❖ Contraintes propriété :

L'aménagement de l'aire de débarquement publique nécessite une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition, soit par expropriation :



PARCELLES PRIVEES / ACQUISITION FONCIERE /  
CONVENTION

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
PH11 – Débarquement actuel	AR0023 AR0022	4278 2617	2000 (2 prest.)	GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE D'AUBANEL
Barrage	AR0260 AR0026	209 44213	-	DUFFOUR Christine (Rive Gauche) GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE D'AUBANEL (Rive droite)
Débarquement potentiel	AR0025 AR0026	22804 44213	4500 + accès	GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE D'AUBANEL

## ❖ Procédures préalables

- **Maîtrise foncière :**
  - . soit convention
  - . soit par acquisition amiable, avec obligation d'information du Ministère de l'Environnement
  - . à défaut de consentement du propriétaire, par expropriation

**NB : Le site est classé au titre des monuments naturels (décret du 22 février 2001), par conséquent :**

- ➔ **l'expropriation ne pourra avoir lieu qu'après observations du Ministère de l'environnement (a. L 341-14 du Code de l'environnement)**
- **les travaux envisagés ne pourront avoir lieu qu'après : autorisation spéciale délivrée par le préfet, sur avis de l'ABF, éventuellement, si le préfet le juge utile de la Commission départementale de la nature, des sites et des paysages**
- **Déclaration préalable pour les sanitaires (a. R421-11 du Code l'urbanisme) dans la mesure où l'on se situe en site classé et où les « constructions » bien que mobiles, ne dépassent pas 20 m<sup>2</sup>.**
- **Déclaration loi sur l'eau, pour les aménagements établis sur les parties humides**
- **Ediction d'un arrêté municipal d'interdiction de baignade**
- **Lorsque le document d'objectif du ou des sites natura 2000 seront approuvés par le préfet : une évaluation des incidences des aménagements et de l'exploitation du site (Conf. Annexe).**

## ❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en œuvre	Resp Gestion	Outils de mise en œuvre
Stationnement	Communauté de communes	Convention/acquisition ou expro + MO/MTP <sup>6</sup>	Com com	AOT
RIS nautiques	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MPS
Borne d'appel d'urgence	Communauté de communes	Convention/CG/Comcom	CG	Convention/CG ComCom
Sanitaires	Communauté de communes	MTP ou MPS	Com.com	MPS <sup>7</sup>
Cheminements	Communauté de communes	Convention/acquisition ou Expro +MO/MTP <sup>8</sup>	Communauté de communes	régie
Pique-nique/Point d'eau	Communauté de communes	MO/MTP <sup>9</sup>	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	Régie	Communauté de communes	Régie

<sup>6</sup> MTP : marché de travaux publics

<sup>7</sup> MSP : marché public de service

<sup>8</sup> MTP : marché de travaux publics

<sup>9</sup> MTP : marché de travaux publics



## **II.4 Le site de Saint-Bauzille de Putois (SH11)**

Ce site constitue l'un des rares sites dont la collectivité (Commune de St-Bauzille-de-Putois) a la maîtrise foncière, de plus de nombreux aménagements ont déjà été réalisés sur ce site et notamment sur son environnement proche : espace de stationnement, cheminement piéton, boudrome, locaux dédiés aux associations. Les blocs sanitaires existants sont malheureusement régulièrement vandalisés donc actuellement fermés, et réservés aux associations qui disposent des clés.

La présence de l'ensemble de ces services et l'éloignement relatif des espaces de stationnement avec les espaces de pratique positionne ce site comme pouvant accueillir l'aire de repos destinée à accueillir les pratiquants lors de leur parcours nautique.

**Le principal frein à l'aménagement d'une baignade surveillée réside dans le faible niveau d'eau constaté en période estivale sur ce secteur.**

**Il a été demandé au bureau d'étude d'étudier la possibilité d'un barrage mobile sur ce secteur afin de remonter le niveau d'eau.**



## SH11 Nom du Site : Plage de St Bauzille de Putois

### Etat des lieux

#### Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée En période estivale

**Autres activités présentes sur le Site :** Autres activités de nature Détente, pique-nique, et pêche

**Nom commune :** St Bauzille De Putois

**Code INSEE :** 34243

**Cours d'eau:** Hérault

**Catégorie piscicole:** 2ème catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 758790,034199998 - 6310531,1664

#### ❖ Aménagements / Équipements sur le Site :

- *Route d'accès* : Depuis le Pont Suspendu
- *Accès au site*: Accès par rochers
- *Stationnement* : Nombreux stationnements, en stabilisé. Une massification du stationnement est cependant constatée autour du pont. - ND, car commun au village
- *Autres stationnement* : Un stationnement anarchique en aval du pont, sur l'accès au stationnement privé du prestataire canoë le Pont Suspendu -
- *Barrières* : Limité à 2m, Interdit aux caravanes
- *Signalétique d'accès* : Au Rd point d'entrée "Plan d'eau - Plage", puis avant le pont suspendu "plan d'eau"
- *Signalétique sur site* : Aucune
- *Sanitaires*: Fermés
- *Bivouac* : Sauvage
- *Poubelles* : Oui sur les zones de stationnement
- *Point d'eau* : Non
- *Aire de pique-nique* : Non
- *Appel des secours* : Réseau Ok
- *Accès des secours*: Oui
- *Hébergement/Restauration/Commerce sur site*: Non
- *Réseau électrique* : Oui
- *Système d'assainissement* : Oui
- *Équipements adaptés à la pratique* : Manque d'accès

❖ **Plages et berges** : Plages de galet, en bordure d'Hérault qui s'étale sur 190m, du rapide au pont suspendu

ND - 8200m<sup>2</sup>

❖ **Rives utilisés** : Rive gauche

❖ **Flux existants** : ND

❖ **Qualité des eaux** 2009 : C : Eaux pouvant être momentanément polluées  
2010 : Estimation : Eaux de qualité Moyenne à Bonne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite** : Accès par rochers, non accessibles

Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations** : Site présentant un fort potentiel de développement en veillant à déplacer la fréquentation en dehors du rapide

❖ **Equipements adaptés à la pratique** : Bon état général (stationnement)

❖ **État des infrastructures** : Bon état général (stationnement)

#### Caractéristiques Structurelles / Territoriales

❖ **Comportement des utilisateurs** : Chiens, passages autre rive très faible, parasols, familles et jeunes enfants, traces de barbecues

❖ Barbecue sur les zones 2 et 3 Pique-nique glacière sur zone 1

❖

❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel** : Sur Zone 1 : autour du rapide et proche des arbres, peu de monde au milieu de plage



- ❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions** : Présence et passage des canoës, au niveau du rapide (rétrissement du cours d'eau)
- ❖ **Concurrences d'usages** : Non -
- ❖ **Comportements inciviques** : Déchets sur parking très limité
- ❖ Verre sur Plage
- ❖ Toilettes sauvages
- ❖
- ❖ **Comportements insécurisés** : Feux et barbecues
- ❖ **Non respect des règlementations** : ND
- ❖ **Autres aspects** : ND
- ❖ **Attrait du Site** : Bord d'Hérault. Plage utilisée par la population locale. Proximité du centre ville
- ❖ **Activités sportives à proximité** : Prestataire le Pont suspendu, débarcadère Western Canoë en face

### **Caractéristiques Foncières**

---

- ❖ **Propriétaire du Site** : Public - Commune de St Bauzille
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

### **Caractéristiques Économiques**

---

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ maximale à un instant T Voitures : 31
  - ❖ maximale à un instant T public: 139
- ❖ **Période de fréquentation** : Estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : Forte
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Festibergeries (Juin)
- ❖ **Services connexes** : Hébergement, restauration, commerces et services du centre ville

### **Caractéristiques environnementales**

---

- ❖ **Contraintes règlementaires (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique)** : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : Site d'intérêt communautaire GORGES DE L'HERAULT (FR9101388)
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : ZICO Hautes garrigues du montpellierais (LR14)
- ❖ **Autres mesures règlementaires** : Aucune
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : ND

### **Éléments de pré-diagnostic**

---

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : Absence de sanitaires
- ❖ **Observations** : Les capacités de stationnements et de plages sont largement sous fréquentés. L'un des facteurs limitant est ici la largeur de la rivière avec une concentration des personnes au niveau du rapide.
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Baignade surveillée et signalétique informative et directionnelle, Sanitaires et Espace barbecue - Poubelles et tri, Accès piéton vers le village matérialisé

**Niveau des enjeux** : Très fort

**Priorité d'aménagement**: 1

- ❖ **Enjeux structurels (Activités/Site)** : Pratique de baignade en famille. Site aménagé "Plage et plan d'eau". Stationnement et site sécurisé. Accès par l'enrochement principalement utilisé. Pas de tensions locales.



Stationnement à proximité du boudrome et de l'espace loisirs. Sanitaires existants mais fermés. Intérêt social fort

❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords publics

❖ **Enjeux territoriaux** : Site fréquenté situé sur le passage de la D108 vers Brissac et Causse de la Selle. Situé à proximité d'une base de canoë (Le Pont Suspendu). Site à fort potentiel devant faire l'objet d'équipements et de signalétique adaptés.

### **Photos et croquis**



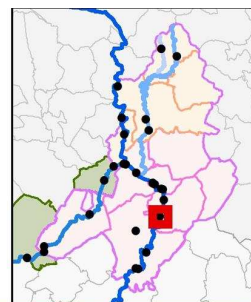


SH11

# Plage de St Bauzille de Putois

Fleuve Hérault

Commune : St Bauzille de Putois



Cartographie : Cabinet JED - Septembre 2010  
Source : Direction générale des impôts - Cadastre 2010  
Département de l'Hérault - SIG 34 - Orthoimage 2008

## Légende

	Baigneurs		Rapide		Stationnement		Berge arborée
	Barrière haute		Plage de galets		Boulodrome		
	Cheminement		Aire d'accès		Culture		

0 10 20 M



## **SH11 « PLAGE DE SAINT-BAUZILLE-DE-PUTOIS »**

Commune de Saint-Bauzille-de-Putois

### **RAPPEL DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**

**Priorité 1**

**Enjeu intercommunal**

Fréquentation existante (véhicules)	31
Fréquentation existante (personnes)	139
Capacité de stationnement non gênant	100 et +
Stationnement gênant / dangereux	5
Ratio Personne/Véhicule	4.4 <i>non représentatif*</i>

**\*Ce ratio est rapporté à 3 personnes/véhicules compte-tenu des facilités d'accès au site à pied depuis le village et de la diffusion des zones de stationnement.**

### **LES REFLEXIONS DU COMITE TECHNIQUE**

En réponse à la demande d'étude de barrage mobile ou de curage, destiné à relever le niveau d'eau sur la plage de St-Bauzille.

#### **Cet aménagement nécessite**

- Une étude technique à part entière, prenant en compte notamment l'influence sur les débits, les flux du cours d'eau, le risque inondation,...
- Une autorisation au titre de la loi sur l'eau, visant notamment à préserver : la liberté et la sécurité de la navigation (passe et signalisation obligatoire) (renforcé par le reclassement de l'Hérault sur la liste I)

avec par conséquent, des conséquences lourdes, notamment financières.

De plus, cette solution ne semble pas répondre aux attentes des baigneurs en rivière. Le faible niveau d'eau satisfait une clientèle familiale avec enfants en bas âge et constituerait un obstacle à la navigation nautique (parcours majeur Ganges-Brissac)

**Les solutions de curage** du cours d'eau ne peuvent pas non plus être envisagées. Le Syndicat Mixte du Bassin du fleuve Hérault mène une étude sur le fonctionnement physique de l'Hérault et la gestion des transports solides dans le cours d'eau, les premiers éléments de diagnostic mettent en évidence des enjeux et problématiques présentes sur ce secteur. Des orientations de gestion précises devraient prochainement être établies, à la suite de quoi il pourra être envisagé de nouvelles solutions pour répondre aux problématiques de niveaux d'eau sur ce site.



## LES ORIENTATIONS ET PRECONISATIONS DU SCHEMA

### ❖ Vocation du site

Baignade aménagée et surveillée en dehors de la zone de rapide, zone accessible PMR

Aire de détente et de loisirs en bord de rivière : baignade non aménagée et non surveillée, pêche, pique-nique

Aire de repos sur le parcours nautique Ganges - Brissac

Aire de pique-nique en complément des aménagements et équipements sportifs (boulodrome, sanitaires, stationnement, skate parc, centre de loisirs..)

### ❖ Fréquentation projetée / Capacité de stationnement nécessaire

Fréquentation projetée : **250 personnes dont 150 personnes sur la zone de baignade surveillée ; 50 personnes en berges (dont aire de repos) hors zone de baignade ; 50 personnes autour du site**

Capacité de stationnement nécessaire : **80 places**

### ❖ Détail des aménagements et équipements projetés selon chaque type d'espace envisagé :

- **ZONES DE PRATIQUE**

#### **Zone de baignade surveillée:**

- Zone de baignade signalée et matérialisée
- Poste de secours fixe
- Dangers autour du rapide signalés
- + Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité, information du public)

#### **Aire de pique-nique en complément de la zone de loisirs de la Commune**

- Aire de pique-nique (5 tables)
- Point d'eau

#### **Zone de repos/secours (proche berges)**

Le positionnement géographique de ce site répond au besoin d'une zone de sortie de l'eau de secours et de zone d'arrêt sur le parcours le plus fréquenté du département, le parcours nautique Ganges – Brissac.

Aussi il s'agirait de permettre aux pratiquants de canoë de s'arrêter, sortir leurs bateaux de l'eau et manger sur le site. En pouvant profiter des sanitaires existants

- Maintien du cheminement sur site pour l'accès des secours (uniquement)
- Aménagement d'une mise à l'eau canoë comme halte sur le parcours.
- Pose de tables de pique-nique (2 en complément de l'aire préconisée)
- Signalétique RIS Nautique



- Secteur utilisé ouvert toute l'année aux pêcheurs

- **ZONES ANNEXES**

#### **Aire de service – Aire de stationnement principale**

- Stationnement 2 roues
- Relais Information service
- Containers / tri sélectif
- Borne d'appel d'urgence

#### **Zone de détente et de loisirs : loisirs en berges**

- Baignade non surveillée et non aménagée
- Signaler et matérialiser les dangers

- **ACCESSIBILITE**

#### **Stationnement**

Deux aires de stationnement

- Maintien de l'aire de stationnement existante (50 places)
- Suppression de la zone de stationnement en entrée de site (7 places) – Pour l'aménagement d'un stationnement deux roues
- Aire de stationnement de la zone de loisirs

#### **Accessibilité**

Envisager la mise en sens unique de l'entrée du site en période estivale, favorisant ainsi le passage à proximité du village et sécurisant l'accès.

Depuis la zone de stationnement principale, aménagement d'un cheminement doux d'une largeur minimale de 1,4 mètre (Accessibilité Personnes à mobilité réduite et accès des secours facilité)

- **CIRCULATION SUR SITE**

Les berges sont accessibles depuis plusieurs points d'entrée, un petit sentier permet actuellement de longer les berges en limite haute.

#### **❖ Contraintes techniques**

Proximité avec le site de location canoë-kayak, nécessitait de bien informer les usagers des limites entre zone publique et privée



**Remarques :**

Cette zone fortement fréquentée en période estivale pour la baignade s'organise autour d'un petit rapide et d'une zone de baignade relativement étroite, la configuration du site permet la cohabitation avec les autres activités notamment les activités nautiques sous réserve de faible fréquentation.

Ce site par sa position géographique pourrait constituer une zone de repos sur le parcours nautique Ganges-Brissac, néanmoins en raison de sa configuration, il apparaît davantage comme zone d'embarquement/débarquement public pour une pratique sportive annuelle et zone de débarquement de secours pour une pratique de loisirs-tourisme.

<b>SH11 « PLAGE DE ST-BAUZILLE-DE-PUTOIS »</b>			
<b>Type de préconisations</b>	<b>Unité</b>	<b>Quantité</b>	<b>Coût</b>
Equipement stationnement Deux roues (10 vélos) + Pose	u	1	420,00
RIS (stationnement)	u	1	3 000,00
Aménagement d'un cheminement d'accès	ml	200	20 000,00
Poste de secours (bâti 20 m²)	u	1	20 000,00
Matériel de secours	u	1	2 500,00
Matériel de sauvetage	u	1	500,00
Matériel adapté - Tiralo®	u	1	1 500,00
Chemin de plage	u	4	1 920,00
Borne d'appel d'urgence GSM autonome	u	1	2 500,00
Signalétique directionnelle (micro-signalétique)	u	4	1 360,00
Aire de pique-nique (pierre)	u	7	17 500,00
Aménagement d'une place à feu (4 foyers) + RIA	u	1	5 500,00
Aménagement d'un point d'eau	u	1	2 000,00
Aménagement d'une cale de mise à l'eau	u	1	2 000,00
Pose d'un panneau de signalétique « nautique »	u	1	7 00,00
			81 400,00
Ingénierie et Maîtrise d'œuvre (Etude de sol, relevé topographique)	%	12,3	10 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>91 400,00</b>

**NB : L'aménagement de l'aire de repos canoë-kayak s'inscrit dans l'aménagement global du site. A titre indicatif, en réponse à la demande des membres du comité technique, le coût d'aménagement de cette zone est de 7 700 € en complément des préconisations d'aménagement du site (études préalables, borne d'appel d'urgence, sanitaires, aire de pique-nique).**

## PHASAGE

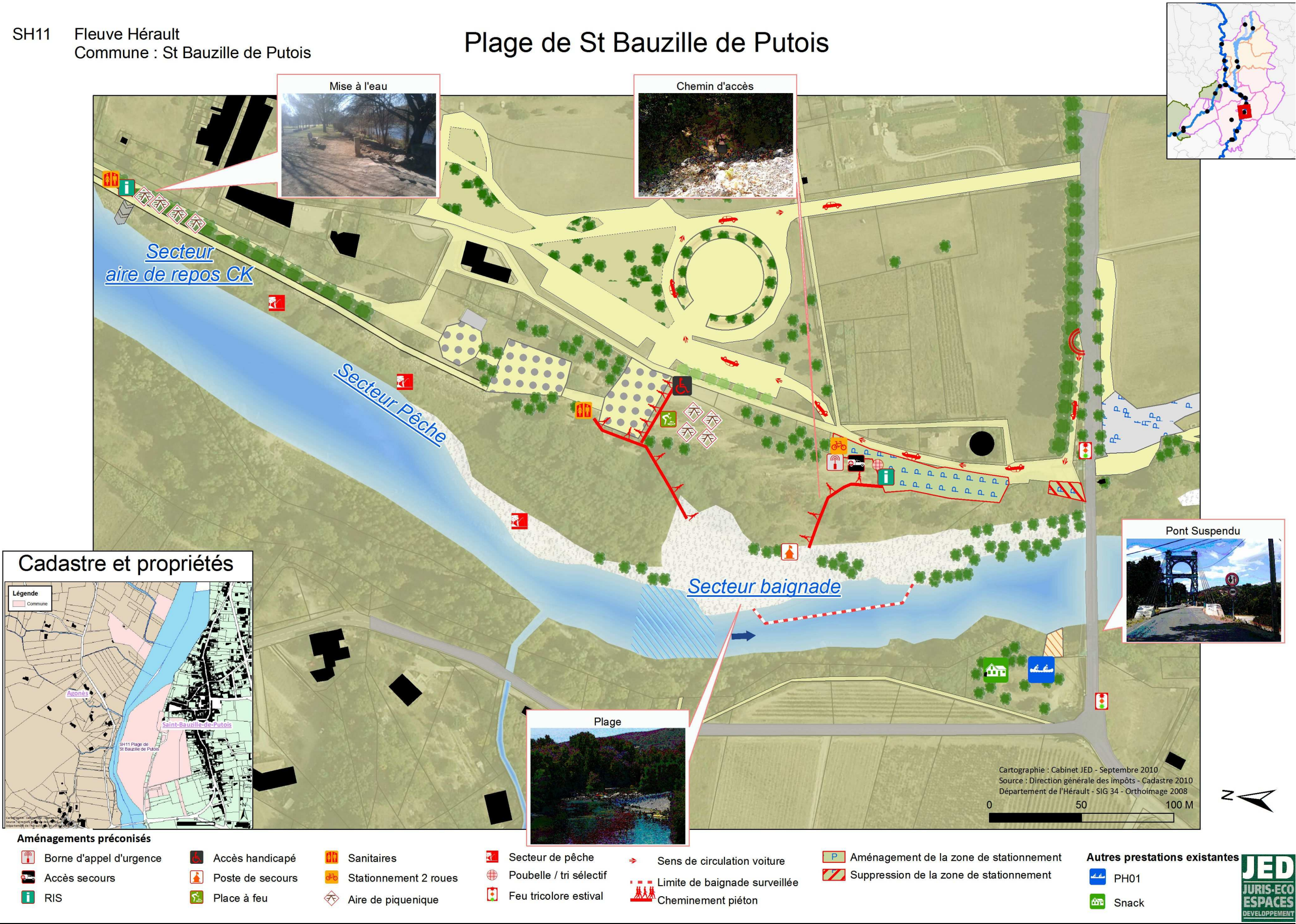
Phases	Durée	Contenu	Coût
Phase 1	4 mois	Etudes/ procédures	10 000,00
Phase 2	4 mois	Equipement stationnement Deux roues (10 vélos) + Pose	420,00
		RIS (stationnement)	3 000,00
		Aménagement d'un cheminement d'accès	20 000,00
		Poste de secours (bâti 20 m²)	20 000,00
		Matériel de secours	2 500,00
		Matériel de sauvetage	500,00
		Matériel adapté - Tiralo®	1 500,00
		Chemin de plage	1 920,00
		Borne d'appel d'urgence GSM Autonome	2 500,00
		Signalétique directionnelle (micro-signalétique)	1 360,00
		Aire de pique-nique (pierre)	17 500,00
		Aménagement d'une place à feu (4 foyers) + RIA	5 500,00
		Aménagement d'un point d'eau	2 000,00
		Aménagement d'une cale de mise à l'eau	2 000,00
		Pose d'un panneau de signalétique « nautique »	7 00,00
		<b>TOTAL</b>	<b>91 400,00</b>

## CROQUIS D'AMENAGEMENT : AVANT-PROJET SOMMAIRE





# Plage de St Bauzille de Putois





## SH11 « PLAGE DE SAINT-BAUZILLE-DE-PUTOIS »

Commune de Saint-Bauzille-de-Putois	<b>Priorité 1</b>
Vocation	<b>Enjeu intercommunal</b>
<b>Baignade aménagée et surveillée</b> en dehors de la zone de rapide, zone accessible PMR	
<b>Aire de détente et de loisirs en bord de rivière</b> : baignade non aménagée et non surveillée, pêche, pique-nique	
<b>Aire de pique-nique</b> en complément des aménagements et équipements sportifs (boulodrome, sanitaires, stationnement, skate parc, centre de loisirs..)	

### ❖ Urbanisme

La commune ne dispose pas de POS, ni de Plu, elle est donc soumise au RNU.

Les articles R 111-1 et suivants du Code de l'urbanisme viennent limiter l'octroi du permis de construire pour des considérations liées à la sécurité, la salubrité, la desserte, la protection des espaces naturels, l'intérêt financier de la commune, l'implantation, le volume ou l'aspect extérieur des constructions.

En ce qui concerne le PPRI :

- le site des « Gorges de l'Hérault », est hors PPRI
- le site de la « Plage » est en zone rouge.

- **Les équipements et aménagements envisagés, non soumis à permis de construire, y sont donc possibles.**

### ❖ Procédures préalables

- **Déclaration préalable pour le poste de secours (a. R421-11 du Code l'urbanisme) dans la mesure où l'on se situe en site classé et où les « constructions » bien que mobiles, ne dépassent pas 20 m².**
- **Permis d'aménager pour les aires de stationnement**
- **Déclaration d'exploitation de baignade (en mairie, deux mois avant l'ouverture, avec plan d'organisation de la surveillance et des secours) + déclaration établissement sportif (Conf. Annexe) + souscription d'une assurance en responsabilité civile**
- **Déclaration loi sur l'eau, pour les aménagements établis sur les parties humides**
- **Lorsque le document d'objectif du ou des sites natura 2000 seront approuvés par le préfet : une évaluation des incidences des aménagements et de l'exploitation du site (Conf. Annexe).**



❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnements	Communauté de communes	Convention Com-Com/Communes+MO/MTP <sup>10</sup>	Comcom	régie
cheminement d'accès	Communauté de communes	Convention Com-Com/Communes+MO/MTP <sup>11</sup>	Comcom	régie
RIS	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MSP
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Signalétique directionnelle	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MSP
Baignade surveillée				
Poste de secours/sanitaires	Communauté de communes	Convention/aménagement/Commune/Communauté de communes	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie
Réglementation Matérialiser zone de baignade Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade (contrôle qualité, information du public)	Communauté de communes	Com.com + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

<sup>10</sup> MTP : marché de travaux publics

<sup>11</sup> MTP : marché de travaux publics



## II.5 Le site de Laroque (SH05)

### ***Remarques et éléments de cadrage de Phase IV***

Le site de Laroque constitue un point d'entrée sur le territoire, car il offre un point de vue sur le fleuve depuis la route départementale RD986.

La fréquentation de ce site, en fait de fait un site de baignade. Son positionnement en centre-ville de Laroque lui assure une accessibilité et des équipements annexes existants. (Stationnement, sanitaires, commerces).

La proposition d'aménagement d'une baignade surveillée est retenue.

Il est précisé que la présence du domaine départemental du Fesquet (SH06) en face de la plage a été considérée. Il conviendra d'interdire la baignade sur ce site (en amont du seuil) et d'informer de la baignade non aménagée et non surveillée en aval du seuil sur les berges situées dans le prolongement de l'aire de pique-nique aménagée sur le site du Fesquet.

### Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée Plage de galet fortement fréquentée en été

**Autres activités présentes sur le Site :** Autres activités de nature Mise à l'eau pêche (locale) et activités nautiques (autonome)

**Nom commune :** Laroque

**Code INSEE :** 34128

**Cours d'eau:** Hérault

**Catégorie piscicole:** 2ème catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 758096,708400004 - 6313930,0912

#### ❖ Aménagements / Équipements sur le Site :

- Route d'accès : RD986, traversant le village de Laroque (Limitation 30km/h)
- Accès au site: Accès depuis les quais du village, pente bétonnée, arrêt de bus à proximité
- Stationnement : Le stationnement se fait en entrée ou en sortie de Laroque. Stationnement Nord 2000 m<sup>2</sup> Stationnement Sud en épis pour 20 véhicules + 1 place handicapé - ND
- Autres stationnement : ND -
- Barrières : Non
- Signalétique d'accès : Non
- Signalétique sur site : "Chiens interdits" + "Baignade interdite" en 5 langues
- Sanitaires: dans le village
- Bivouac : Non
- Poubelles : Centre ville et Entrée de ville
- Point d'eau : Non
- Aire de pique-nique : Non
- Appel des secours : Oui
- Accès des secours: Oui
- Hébergement/Restauration/Commerce sur site: Tout commerce de Laroque
- Réseau électrique : Oui
- Système d'assainissement : Oui
- Équipements adaptés à la pratique : Oui

❖ **Plages et berges :** Plage de galets fins, sous les quais, en face de la plage du Fesquet et en amont du seuil.

100 personnes - 1000 m<sup>2</sup>

❖ **Rives utilisés :** Rives droite et gauche

❖ **Flux existants :** Flux important traversant le village de Laroque sur la RD986

❖ **Qualité des eaux** 2009 : B : Eaux de qualité moyenne

2010 : Estimation : Eaux de qualité Moyenne à Bonne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite :** L'accès à la plage est possible en fauteuil accompagné  
Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations :** Plage présente selon le niveau d'eau, bar-restaurant sur les quais. Domaine départemental du Fesquet en rive droite.

❖ **Equipements adaptés à la pratique :** Bon état général

❖ **État des infrastructures :** Bon état général

### Caractéristiques Structurelles / Territoriales

❖ **Comportement des utilisateurs :** Pratique à la demi-journée

❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel :** Investissement du site sur la totalité de la plage. Traversée du seuil, glissade sur le seuil

❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions :** ND

❖ **Concurrences d'usages :** Non - Aucune concurrence d'usage constaté malgré le passage de canoë de loisirs





- ❖ **Comportements inciviques** : ND
- ❖ **Comportements insécurisés** : ND
- ❖ **Non respect des réglementations** : ND
- ❖ **Autres aspects** : Information concernant une pratique de vol des bidons se développant autour du seuil
- ❖ **Attrait du Site** : Ce site se trouve juste sous les quais de Laroque, en lien direct avec les différentes terrasses de café
- ❖ **Activités sportives à proximité** : ND

### **Caractéristiques Foncières**

---

- ❖ **Propriétaire du Site** : Public - Commune de Laroque
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

### **Caractéristiques Économiques**

---

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ **maximale à un instant T Voitures** : 0
  - ❖ **maximale à un instant T public**: 150
- ❖ **Période de fréquentation** : Estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : NA
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Feu d'artifice du 15 août
- ❖ **Services connexes** : Village de Laroque

### **Caractéristiques environnementales**

---

- ❖ **Contraintes règlementaires (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique)** : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : Aucune
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : Aucune
- ❖ **Autres mesures règlementaires** : Aucune
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : ND

### **Éléments de pré-diagnostic**

---

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : ND
- ❖ **Observations** : Plage fortement fréquentée, le stationnement est commun au village
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Assurer une baignade surveillée sur ce site, permettant ainsi une présence humaine permanente

**Niveau des enjeux** : Fort

**Priorité d'aménagement**: 2

- ❖ **Enjeux structurels (Activités/Site)** : Pratique de détente en bord de rivière (RG) et de pêche, accessible depuis le centre du village. Non aménagé pour la baignade mais ayant une forte fréquentation en période estivale. Plusieurs pratiques ont été identifiées au départ de ce site : pêche, baignade, jeu sur le seuil, embarquement canoë (pratiquants autonomes). L'accès au site est néanmoins jugé dangereux, car les abords sont peu aménagés et à proximité de la D986 à fort trafic. Intérêt social fort.
- ❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords publics
- ❖ **Enjeux territoriaux** : Les difficultés d'accès au site (absence de bande piétonne) rendent difficile le développement de ce site qui présente néanmoins un intérêt fort dans l'aménagement de zones de baignade sur le territoire.



## Photos et croquis





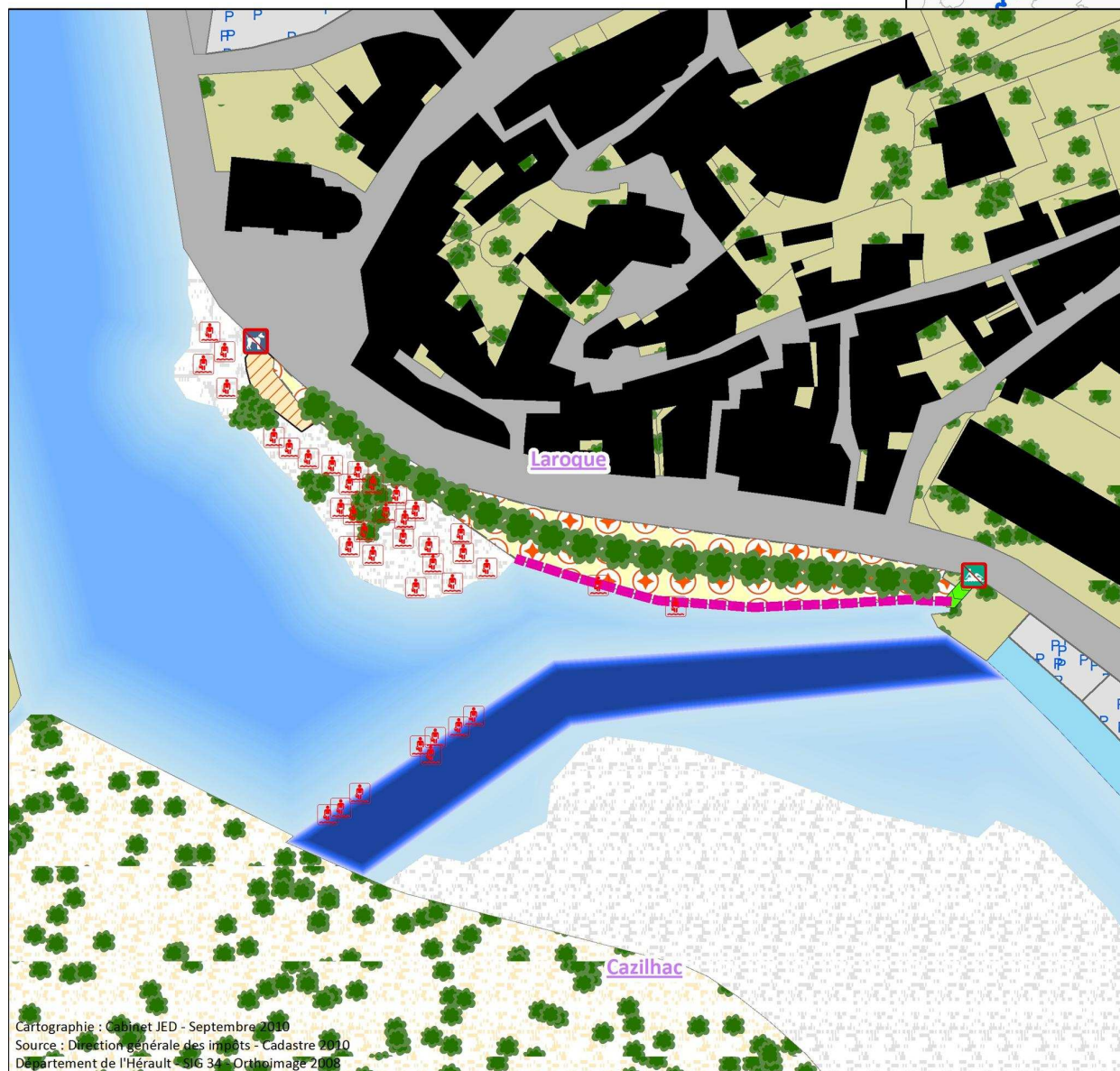
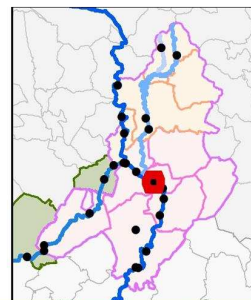
## Croquis de situation

SH05

# Laroque Centre

Fleuve Hérault

Commune : Laroque



Cartographie : Cabinet JED - Septembre 2010  
Source : Direction générale des impôts - Cadastre 2010  
Département de l'Hérault - S16 34 - Orthoimage 2008

### Légende

- Signalétique Baignade Interdite
- Signalétique Chiens Interdits
- Baigneurs

- Escalier
- Cheminement
- Plage Rocheuse

- Plage de galets
- Canal
- Seuil

- Accès
- Terrasse
- Stationnement

0 10 20 M



## **SH05 « LAROQUE CENTRE »**

Commune de Laroque

### **RAPPEL DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**

**Priorité 2**

**Enjeu intercommunal**

Fréquentation existante (véhicules)	ND
Fréquentation existante (personnes)	150
Capacité de stationnement non gênant	75
Stationnement gênant / dangereux	-
Ratio Personne/Véhicule	3 (base)

### **LES REFLEXIONS DU COMITE TECHNIQUE**

L'aménagement du site de Laroque doit permettre la mise en place d'une baignade surveillée, permettant la suppression des nombreux panneaux d'interdiction présents à l'entrée du site.

La pose du poste de secours est difficilement envisageable sur l'espace dédié aux terrasses des restaurants. Le bureau d'études conseille la mise en place d'un poste de secours en contrebas prenant appui sur un enrochement existant.

### **LES ORIENTATIONS ET PRECONISATIONS DU SCHEMA**

#### **❖ Vocation du site**

Baignade aménagée et surveillée

Loisirs et détente en bord de rivière : Pêche

(Ponctuellement) : Zone de sortie potentielle en cas de problématique sur le parcours nautique

#### **❖ Fréquentation projetée / Capacité de stationnement nécessaire**

Fréquentation projetée : **100 à 150 personnes**

Capacité de stationnement nécessaire : **50 places**

#### **❖ Détail des aménagements et équipements projetés selon chaque type d'espace envisagé :**

##### **• ZONES DE PRATIQUE**

#### **Zone de baignade surveillée :**

- Zone de baignade signalée et matérialisée
- Poste de secours démontable / fixe
- + Réglementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité, information du public)



### **Zone de détente et de loisirs : loisirs en berges**

- Baignade aux risques et périls des usagers
- Signaler et matérialiser les dangers
- Espace réservé aux pratiques de pêche

### **Zone de pratique nautique (Parcours nautique)**

- Signalétique nautique (indiquant la zone à privilégiée pour le franchissement du seuil)
- Zone de sortie potentielle en cas de problématique sur le parcours nautique
- Aménagement d'une passe à canoë pour la pratique sportive (annuelle) en rive droite

L'aménagement d'une passe à canoë sur le seuil de Laroque nécessite une étude spécifique.

Le Comité départemental de canoë-kayak, l'ex-DRDJS, le service sport du CG34 et le SIVU Ganges Le Vigan, ont engagé une réflexion pour cet équipement.

#### **• ZONES ANNEXES**

#### **Aire de service 1 – Sur l'aire de stationnement 1 (Entrée de Laroque en venant de St-Bauzille)**

- Stationnement 2 roues
- Relais Information service
- Containers / tri sélectif

#### **Aire de service 2 – Sur l'aire de stationnement 2**

- Sanitaires (existants)
- Aménagement paysager du stationnement
- Relais Information Service
- Balisage

#### **❖ Insertion territoriale du projet**

##### **• ACCESSIBILITE**

#### **Stationnement sur site et éloigné : (Stationnement commun activités en berges, départ randonnée et restaurants)**

Deux aires de stationnement

- Aménagement d'un stationnement (payant) en entrée de site (15 places)
- Aménagement d'un stationnement gratuit éloigné (60 places)

L'aménagement d'un stationnement éloigné nécessite la sécurisation du cheminement piéton



- Signalétique directionnelle (balisage) depuis le stationnement (arrivée à proximité de l'église)
- Sécurisation de la traversée piétonne
- Sécurisation du cheminement en bord de route

#### Sécurisation des bords de route par :

- le marquage au sol : passage piéton ; bande piétonne
- la pose de panneau de signalisation routière de police
- les séparateurs de route franchissables

#### • CIRCULATION SUR SITE

Site circonscrit, très peu de circulation sur site

#### ❖ Contraintes techniques

Proximité de la RD986 : Trafic journalier moyen 7099 véhicules/jour

Largeur de route réduite

NB : Zone de baignade aménagée et surveillée difficilement accessible aux personnes seules souffrant d'un handicap moteur. Eloignement des sanitaires à plus de 150 m et accessibilité limitée par la proximité avec la route.

SH05 « LAROQUE CENTRE »			
Type de préconisations	Unité	Quantité	Coût
RIS (Stationnement 1 + Stationnement 2)	u	2	6 000,00
Balisage cheminement piéton depuis stationnement 2	u	6	2 040,00
Poste de secours mobile	u	1	35 000,00
Signalétique nautique (présignalisation , signalisation et retrait signalétique existante)	u	1	230,00
	u	1	190,00
	u	2	100,00
Chemin de plage	u	2	960,00
Equipement d'aide à la flottaison	u	1	1 500,00
Panneau de signalétique (Baignade)	u	1	700,00
			46 720,00
Ingénierie et Maîtrise d'œuvre (Etude de sol, relevé topographique)	%	15	7 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>53 720,00</b>



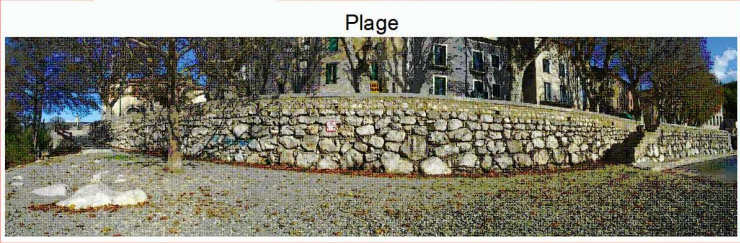
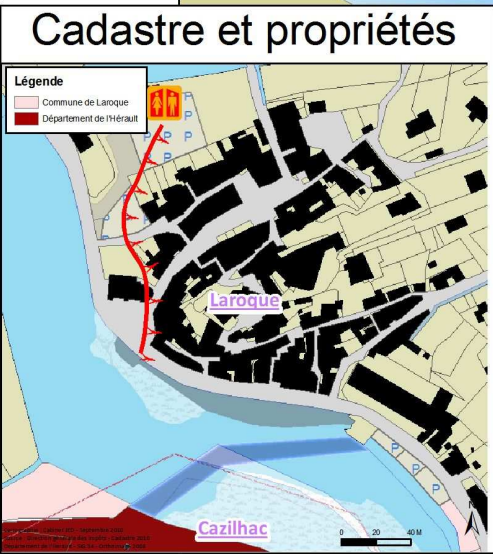
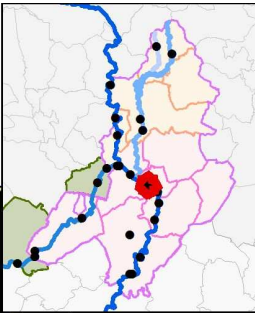
## PHASAGE

Phases	Durée	Contenu	Coût
Phase 1	4 mois	Etudes/ procédures	7 000,00
Phase 2	4 mois	RIS (Stationnement 1 + Stationnement 2)	6 000,00
		Balises cheminement piéton depuis stationnement 2	2 040,00
		Poste de secours mobile	35 000,00
		Signalétique nautique (présignalisation , signalisation et retrait signalétique existante)	230,00 190,00 100,00
		Chemin de plage	960,00
		Equipement d'aide à la flottaison	1 500,00
		Panneau de signalétique (Baignade)	700,00
		<b>Total</b>	<b>53 720,00</b>

## CROQUIS D'AMENAGEMENT : AVANT-PROJET SOMMAIRE



Plage de Laroque



Cartographie : Cabinet JED - Septembre 2010  
Source : Direction générale des Impôts - Cadastre 2010  
Département de l'Hérault - SIG 34 - Orthoimage 2008

Aménagements préconisés

- |                         |                      |                         |                               |                  |
|-------------------------|----------------------|-------------------------|-------------------------------|------------------|
| Borne d'appel d'urgence | Poste de secours     | Sanitaires              | Bouées de sécurité            | Liaison piétonne |
| Accès secours           | Surveillant de plage | Poubelle / tri sélectif | Limite de baignade surveillée |                  |
| RIS                     |                      |                         | Passage des canoës            |                  |

0 25 50 M



## SH05 « LAROQUE CENTRE »

Commune de Laroque	<b>Priorité 2</b>
<b>Vocation</b>	<b>Enjeu intercommunal</b>
Baignade aménagée et surveillée	
Loisirs et détente en bord de rivière : Pêche	
(Ponctuellement) : Zone de sortie potentielle en cas de problématique sur le parcours nautique	

### ❖ Urbanisme

Le site pressenti est en zone ND.

Cette zone admet les équipements d'utilité publique soit nécessaires à la sécurité (lutte contre l'incendie), soit nécessaires à **l'accessibilité du site, ainsi que les équipements d'infrastructure d'intérêt public.**

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone bleue.

- **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

### ❖ Procédures préalables

- **Déclaration préalable pour le poste de secours (a. R421-11 du Code l'urbanisme) dans la mesure où l'on se situe en site classé et où les « constructions » bien que mobiles, ne dépassent pas 20 m².**
- **Déclaration loi sur l'eau, pour les aménagements établis sur les parties humides**
- **Déclaration d'exploitation de baignade (en mairie, deux mois avant l'ouverture, avec plan d'organisation de la surveillance et des secours) + déclaration établissement sportif (Conf. Annexe) + souscription d'une assurance en responsabilité civile**

### ❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Com Com	Convention Commune/ ComCom + MO/MTP <sup>12</sup>	Comcom	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Balisage	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Signalétique nautique	Communauté de communes	MO/MTP	Communauté de communes	régie
Baignade surveillée				
Poste de secours/sanitaires	Communauté de communes	Convention/aménagement/ Commune	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	Régie	Communauté de communes	Régie
Réglementation Matérialiser Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Réglementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Réglementation eaux de baignade	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

<sup>12</sup> MTP : marché de travaux publics



## II.6 Le site des Forces (Commune de Cazilhac) (SV07-SV08)

### Remarques et éléments de cadrage de Phase IV

*NB : Suite à la réunion technique « Vallée de la Vis », le site SV07 initialement nommé « Cascade de la Vis » a été renommé « Cascade des Forces » pour éviter toute confusion avec la cascade de St-Laurent-le-Minier*

Ce site fortement fréquenté en période estivale, constitue de fait un site de baignade malgré l'absence d'aménagement de la plage et les difficultés d'accès.

L'atout majeur de ce site repose sur la maîtrise foncière (Commune de Cazilhac) et sa relative proximité avec le bassin de population de Ganges.

Malgré cela, les possibilités d'aménagement de zones de stationnement sont très fortement limitées, nécessitant à minima l'aménagement de liaisons douces sécurisées depuis le centre de Ganges.



## SV07 Nom du Site : Cascade des Forces

### Etat des lieux

#### Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée En période estivale

**Autres activités présentes sur le Site :** Pêche Toute l'année en rivière et dans le canal

**Nom commune :** Cazilhac

**Code INSEE :** 34067

**Cours d'eau:** Vis

**Catégorie piscicole:** 1ère catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 755186,452299997 - 6315806,4842

#### ❖ Aménagements / Équipements sur le Site :

- Route d'accès : RD25 - Vallée de la Vis
- Accès au site: Accès difficile, non aménagé et non sécurisé, avec traversée de la route non protégée. Aucun renforcement ou ouverture dans la glissière de sécurité, provoquant un stationnement des piétons sur la route avant un accès au site
- Stationnement : Aire de stationnement commune avec le site des Forces - 350 m<sup>2</sup> - 40 véhicules
- Autres stationnement : Stationnement anarchique en bord de route 262m - 45 véhicules
- Barrières : Non
- Signalétique d'accès : Point de baignade
- Signalétique sur site : sur le canal "Baignade et Accès interdit", "réserve de pêche"
- Sur berges "Baignade non aménagée et non surveillée"
- Sanitaires: Non
- Bivouac : Sauvage
- Poubelles : Oui en bord de route
- Point d'eau : Non
- Aire de pique-nique : Non
- Appel des secours : Réseau incertain
- Accès des secours: Accès bord de route puis
- Hébergement/Restauration/Commerce sur site: Non
- Réseau électrique : Non
- Système d'assainissement : Non
- Équipements adaptés à la pratique : Manque d'accès au site, avec passage au dessus de la rembarde

❖ **Plages et berges :** Plage de rochers plats, berge en terre, formant de petites zones d'accueils, petits îlots rocheux. Seuil en amont

190 personnes - 2840m<sup>2</sup> (2/3 accessible)

❖ **Rives utilisés :** Rives droite et gauche

❖ **Flux existants :** Fort passage sur la route - Liaison Ganges / Vallée de la Vis

❖ **Qualité des eaux** 2009 : B : Eaux de qualité moyenne

2010 : Estimation : Eaux de qualité moyenne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite :** Accès impossible en fauteuil, difficile dans d'autres cas  
Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations :** Forte fréquentation en période estivale, stationnement commun avec le site des Forces

❖ **Équipements adaptés à la pratique :** Très dégradés

❖ **État des infrastructures :** Très dégradés

#### Caractéristiques Structurelles / Territoriales

❖ **Comportement des utilisateurs :** Déplacement limité

❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel :** Etalement entre 3 zones :

❖ - au-dessus de la cascade





- ❖ - autour de la cascade
- ❖ - aux abords
- ❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions** : Déchets sur les plages
- ❖ **Concurrences d'usages** : Non -
- ❖ **Comportements inciviques** : Nombreux tags sur les panneaux d'information, nombreux déchets autour du site (berges, ouvrages, stationnement, bord de route)
- ❖ **Comportements insécurisés** : Stationnement en bord de route et traversée de la route dans le virage.
- ❖ **Non respect des réglementations** : ND
- ❖ **Autres aspects** : ND
- ❖ **Attrait du Site** : Beauté de la cascade, fraîcheur et propreté de la rivière Vis - Vallée de la Vis
- ❖ **Activités sportives à proximité** : ND

### Caractéristiques Foncières

- ❖ **Propriétaire du Site** : Mixte Privé Public - Multiple
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

### Caractéristiques Économiques

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ maximale à un instant T Voitures : 97
  - ❖ maximale à un instant T public: 133
- ❖ **Période de fréquentation** : Période estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : NA
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Aucune
- ❖ **Services connexes** : Gorges de la Vis, Gorges de l'Hérault, OGS Navacelles

### Caractéristiques environnementales

- ❖ **Contraintes réglementaires (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique)** : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : Site d'intérêt communautaire GORGES DE LA VIS ET DE LA VIRENQUE (FR9101384)
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : ZNIEFF type I Gorges de la Vis FAUNE & FLORE (3007-3161) ZICO Gorges de la Vis et Cirque de Navacelles (LR08)
- ❖ **Autres mesures réglementaires** : Baignade interdite dans le canal
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : ND

### Éléments de pré-diagnostic

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : Absence de cheminement piéton sécurisé
- ❖ Présence du canal suivant le bord de route
- ❖ Manque de stationnement
- ❖ **Observations** : Les fréquentations sont en adéquation avec les capacités d'accueils de plages et berges. La problématique vient de l'inadéquation de l'offre en stationnement
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Faciliter l'accès au site et encadrer le stationnement. Aménagement touristique. Stationnement commun au site des forces et liaison piétonne avec la ville de Ganges. Sanitaires communs au site de la Cascade

**Niveau des enjeux** : Très fort

**Priorité d'aménagement**: 1



❖ **Enjeux structurels** (Activités/Site) : Pratique de baignade, détente, pique-nique et saut autour de la cascade. Pratique de la pêche dans le canal. Stationnement en partie aménagé en bord de route mais ne suffisant pas à absorber l'ensemble de la fréquentation. Etalement le long des berges. Déchets, dégradations sur le site, en berge et sur le stationnement. Accès piéton, sur site et routier dangereux. Intérêt social et environnement fort.

❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords appartenant en partie à la commune et à des propriétaires privés, Site non aménagé.

❖ **Enjeux territoriaux** : Site très fortement fréquenté en période estivale. L'absence d'aménagement de stationnement suffisant ne permet pas de gérer les flux lors des pics. Besoin d'un véritable plan d'aménagement et de gestion du site.

### **Photos et croquis**



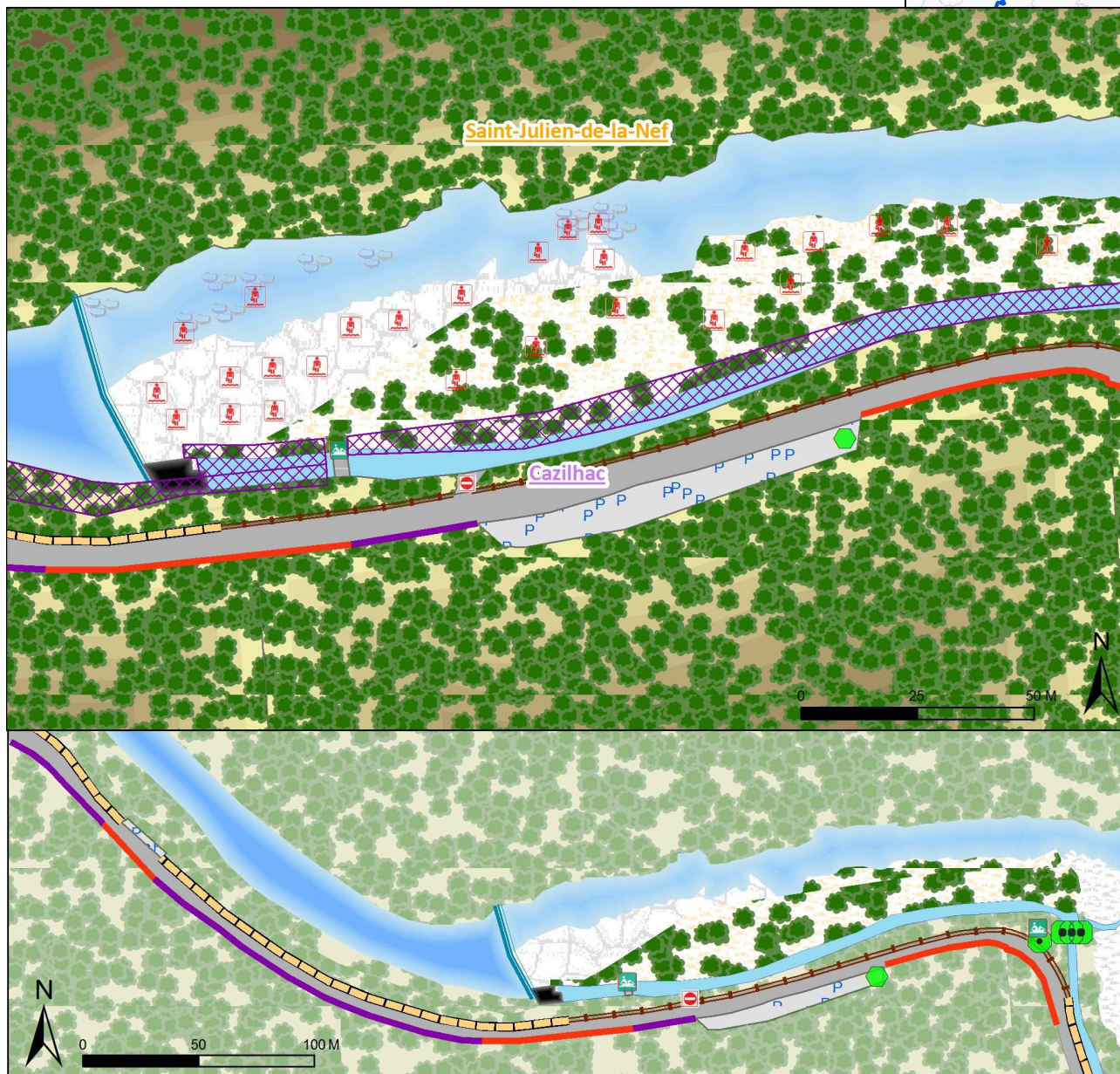
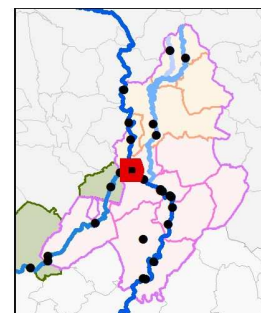


SV07

# Cascade des Forces

Rivière Vis

Commune : Cazilhac



## Légende

Baigneurs	Cailloux	Rambarde de sécurité	Canal	Type de propriété
Accès interdit	Signalétique Baignade non surveillée	Muret	Berge arborée	Privé
Container poubelle	Stationnement bord de route	Seuil	Plage Rocheuse	Stationnement
Stationnement gênant	Accès canal	Passerelle		



## Descriptif

**Activité principale :** Baignade non surveillée En période estivale

**Autres activités présentes sur le Site :** Autres activités de nature Pêche toute l'année en rivière et dans le canal, Utilisation dans le cadre d'activités Canoë-Kayak et activités associées à l'année

**Nom commune :** Cazilhac

**Code INSEE :** 34067

**Cours d'eau:** Vis

**Catégorie piscicole:** 1ère catégorie

**Localisation du Site (Lambert 93) :** 755372,894299999 - 6315794,9185

❖ **Aménagements / Équipements sur le Site :**

- *Route d'accès :* RD25 - Vallée de la Vis
- *Accès au site:* Accès à pied passerelle et escalier métallique étroite. Accès possible depuis les cascades. Traversée de la route non protégée, Accès depuis le stationnement non sécurisé
- *Stationnement :* Aire de stationnement commune avec le site Cascade de la Vis - 350 m<sup>2</sup> - 40 véhicules
- *Autres stationnement :* Stationnement anarchique en bord de route - dans le virage - 0
- *Barrières :* Rembardes de sécurité routière
- *Signalétique d'accès :* Point de baignade
- *Signalétique sur site :* Affichage "Qualité de l'eau" "Baignade non aménagée et non surveillée"
- *Sanitaires:* Non
- *Bivouac :* Non
- *Poubelles :* Oui en bord de route
- *Point d'eau :* Non
- *Aire de pique-nique :* Non
- *Appel des secours :* Le téléphone portable ne passe pas
- *Accès des secours:* Accès bord de route puis
- *Hébergement/Restauration/Commerce sur site:* Non
- *Réseau électrique :* Non
- *Système d'assainissement :* Non
- *Équipements adaptés à la pratique :* Accès difficile

❖ **Plages et berges :** Plage de galet au niveau de la confluence, ilot central

180 personnes - 1800m<sup>2</sup> de plage + ilot de 600m<sup>2</sup>

❖ **Rives utilisés :** Rives droite et gauche

❖ **Flux existants :** Fort passage sur la route - Liaison Ganges / Vallée de la Vis

❖ **Qualité des eaux** 2009 : B : Eaux de qualité moyenne  
2010 : Estimation : Eaux de qualité moyenne

❖ **Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite :** Accès impossible en fauteuil, difficile dans d'autres cas  
Présence ou Absence d'une labellisation « Tourisme et Handicap » ou d'une validation par la Fédération Française Handisport. ? Non

❖ **Observations :** Forte fréquentation en période estivale, stationnement commun avec le site de la Cascade - Débarquement possible sur la plage des forces (confluence Vis / Hérault)

❖ **Équipements adaptés à la pratique :** Dégradés

❖ **État des infrastructures :** Dégradés

### Caractéristiques Structurelles / Territoriales

❖ **Comportement des utilisateurs :** Pratique à l'heure, à la demi-journée ou à la journée. Site de proximité.

❖ Principe de dépose minute, venue à pied depuis Ganges



- ❖ **Investissement du site au regard de l'environnement naturel** : Emplacement fixe sur la plage et déplacement autour des rochers
- ❖ Baignade dans l'hérault.
- ❖ **Incompatibilité des différentes activités et actions** : Déchets sur les plages
- ❖ **Concurrences d'usages** : Non -
- ❖ **Comportements inciviques** : ND
- ❖ **Comportements insécurisés** : Stationnement en bord de route et traversée de la route dans le virage.
- ❖ **Non respect des réglementations** : ND
- ❖ **Autres aspects** : ND
- ❖ **Attrait du Site** : Forte fréquentation estivale. Peu fréquenté pour la pratique CK
- ❖ Gorges de la Vis, Gorges de l'Hérault, OGS Navacelles
- ❖ **Activités sportives à proximité** : ND

### **Caractéristiques Foncières**

- ❖ **Propriétaire du Site** : Mixte Privé Public - Multiple
- ❖ **Gestionnaire du Site** :
- ❖ **Modalités d'exploitation du Site** : Publique

### **Caractéristiques Économiques**

- ❖ **Fréquentation**
  - ❖ maximale à un instant T Voitures : 97
  - ❖ maximale à un instant T public: 110
- ❖ **Période de fréquentation** : Période estivale
- ❖ **Importance du Site pour la pratique sportive fédérale** : NA
- ❖ **Importance du Site pour la pratique de loisir tourisme** : Très forte
- ❖ **Animations et manifestations** : Aucune
- ❖ **Services connexes** : Hébergement et restauration Cazilhac (Les Norias, Bar/Tabac de l'Union)

### **Caractéristiques environnementales**

- ❖ **Contraintes réglementaires (Arrêté de Protection du Biotope ; Réserve naturelle ; Parc national ; Limitation des activités nautiques sur les cours d'eau non domaniaux pouvant se traduire par une limitation de pratique)** : Aucune
- ❖ **Mesures de gestion contractuelle (Natura 2000 ; PNR, Convention ENS)** : Aucune
- ❖ **Mesures d'inventaire environnemental (type ZNIEFF ; ZICO, Liste ENS)** : Aucune
- ❖ **Autres mesures réglementaires** : Baignade interdite dans le canal
- ❖ **Étude ou démarche en cours (étude d'impact, étude d'inventaire environnemental...)** : Rechercher un terrain pouvant servir d'aire de stationnement

### **Éléments de pré-diagnostic**

- ❖ **Projets existants** : ND
- ❖ **Carences, litiges, obstacles et freins** : Absence de cheminement piéton sécurisé
- ❖ Présence du canal suivant le bord de route
- ❖ Manque de stationnement
- ❖ **Observations** : Les fréquentations sont en adéquation avec les capacités d'accueils de plages et berges. La problématique vient de l'inadéquation de l'offre en stationnement
- ❖ **Préconisations et améliorations éventuelle** : Faciliter l'accès au site et encadrer le stationnement.
- ❖ Aménagement d'une baignade surveillée, Stationnement commun au site de la cascade et liaison piétonne avec la ville de Ganges. Sanitaires communs au site de la Cascade

**Niveau des enjeux** : Fort

**Priorité d'aménagement**: 2



❖ **Enjeux structurels** (Activités/Site) : Pratique de pêche toute l'année et de baignade en période estivale. Pique-nique. Public familial. Petite plage naturelle et rochers fréquentés. Dégradations constatées sur la signalétique, équipements existants en mauvais état. Accès depuis la route très dangereux. Stationnement commun avec la cascade insuffisant. Stationnement en bord de route dans le virage. Principe de dépose-minute et venue des piétons depuis Ganges non sécurisée. Intérêt social fort

❖ **Enjeux fonciers** : Site et abords appartenant en partie à la commune et à des propriétaires privés, Site non aménagé.

❖ **Enjeux territoriaux** : Site très fortement fréquenté en période estivale. L'absence d'aménagement de stationnement suffisant ne permet pas de gérer les flux lors des pics. Besoin d'un véritable plan d'aménagement et de gestion du site.

### **Photos et croquis**

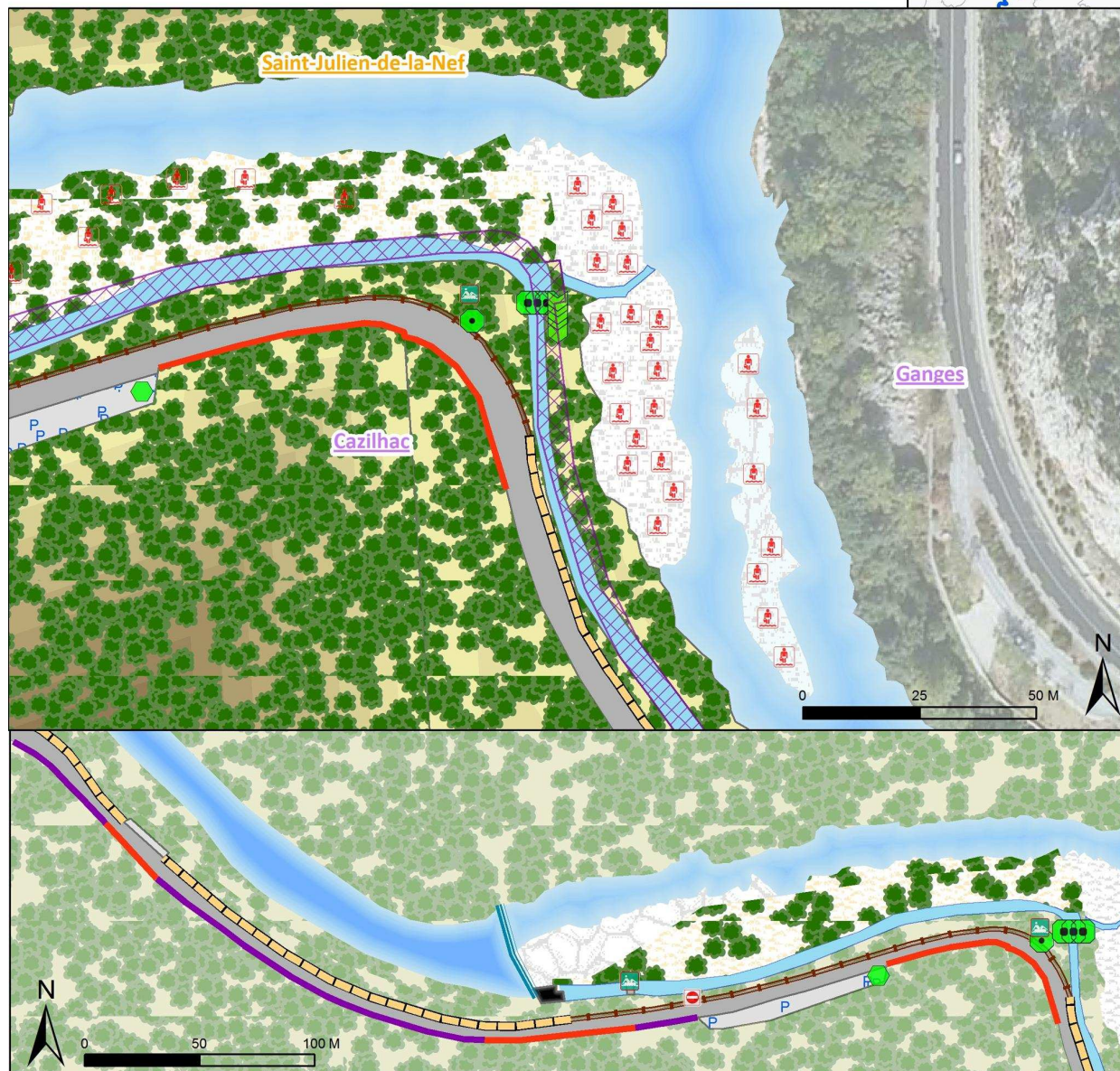
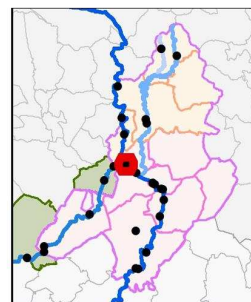




SV08

# Les Forces

Rivière Vis - Confluence Hérault  
Commune : Cazilhac



## Légende

Baigneurs	Passerelle	Rambarde de sécurité	Ilot rocheux	Type de propriété
Container poubelle	Signalétique Baignade non surveillée	Muret	Ilot	Privé
Container poubelle protégé	Stationnement gênant	Canal	Berge arborée	Stationnement
Escalier		Plage de galets		



## **SV07 – CASCADE DES FORCES – SV08 LES FORCES**

Commune de Cazilhac

### **RAPPEL DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**

**Priorité 1-2**

**Enjeu intercommunal**

Fréquentation existante (véhicules)	97
Fréquentation existante (personnes)	243
Capacité de stationnement non gênant	40
Stationnement gênant / dangereux	52
Ratio Personne/Véhicule	2,5

### **LES REMARQUES DU COMITE TECHNIQUE**

En réponse aux questions relatives à la superficie de la plage située à la confluence entre la Vis et l'Hérault, l'espace existant est de 1800 m<sup>2</sup> permettant l'accueil de 180 personnes.

### **LES ORIENTATIONS ET PRECONISATIONS DU SCHEMA**

#### **❖ Vocation du site**

Baignade aménagée et surveillée au niveau de la confluence

Espace en berge (rivière Vis), non aménagé et non surveillé

Interdiction d'accès autour de la cascade

#### **❖ Fréquentation projetée / Capacité de stationnement nécessaire**

Fréquentation projetée : 240 personnes soit 180 personnes sur plage + 60 personnes en berges

Capacité de stationnement nécessaire : **96 places**

#### **❖ Détail des aménagements et équipements projetés**

L'aménagement de ce site,

- **ZONES DE PRATIQUE**

#### **Zone de détente et de loisirs : loisirs en berges**

Baignade non aménagée et non surveillée

Signalisation et matérialisation des dangers autour de la cascade, voire à y interdire la baignade





Panneau d'information « Baignade Non surveillée »

- **ZONES ANNEXES**

**Aire de service 1 – En surplomb de la plage**

Pose de deux sanitaires autonomes

Poubelles / tri sélectif

**Aire de service 2 – Sur l'aire de stationnement**

Containers / tri sélectif

Stationnement 2 roues

Relais Information service

Borne d'appel d'urgence

❖ **Insertion territoriale du projet**

- **ACCESSIBILITE**

**Stationnement sur site :**

*Plusieurs solutions :*

- Aménagement de l'aire de stationnement avec stationnement en épi : 45 places (800 m<sup>2</sup>)  
Avec possibilité de dépose minute et de demi-tour.
- Dévoisement de la route RD25 permettant de créer un stationnement avec accès direct aux berges, assurant à la fois le ralentissement des véhicules, la sécurisation des piétons et la création d'une réelle Porte d'entrée sur la Vis. Stationnement sur l'emplacement de la route actuelle.

**Stationnement éloigné :**

*Plusieurs solutions :*

- Location d'un terrain privé (Après les Norias) pour l'aménagement d'un stationnement de 50 places (1250 m<sup>2</sup>) (Distance du site = 1 kilomètre)
- Utilisation des parkings de Ganges avec passage sur le Vieux Pont de Ganges et sécurisation du passage dans Cazilhac. Compte-tenu de la distance excessive (Plus d'un kilomètre), une offre de location de vélos ou de mini navette serait indispensable.

Ces solutions nécessitent la sécurisation des cheminements piétons depuis l'aire de stationnement 2, pour cela :

*Parmi les solutions initialement proposées, il a été retenu le scénario 1*



- Réalisation d'un cheminement en berge ou d'un platelage attenant à la route permettant de sécuriser le cheminement doux en bord de route (800 m)

#### **Sécurisation des bords de route par :**

- le marquage au sol : passage piéton ; bande piétonne
- la pose de panneau de signalisation routière de police
- l'aménagement des espaces de stationnement et la création de liaisons douces en site propre.

- **CIRCULATION SUR SITE**

Proximité de la RD25 (trafic moyen de 2231 véhicules/jour)

Sécurisation de la traversée de route depuis la zone de stationnement (surlargeur)

Sécurisation de la traversée du canal

*La solution retenue consiste à aménager la traversée du canal permettant d'accéder aux berges côté cascade.*

**Cheminement piéton** : Aménagement d'un cheminement piéton en berge (1,50m). Aménagement d'une pente d'accès et de franchissement du canal (400 m) et réaménagement des escaliers et de la passerelle franchissant le canal

#### **❖ Contraintes techniques**

La mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de ce site nécessiterait la réalisation de lourds travaux de réaménagement du site et de ces accès.

La proximité de la route et les difficultés d'aménagement de ce site pourrait justifier une interdiction de baignade.

SV07-SV08 « LES FORCES »			
Type de préconisations	Unité	Quantité	Coût
SOUS RESERVE FONCIERE			
Aménagement de l'aire de stationnement 1 (bi-couche)	m <sup>2</sup>	800	32 000,00
Equiperment stationnement Deux roues (10 vélos) + Pose	u	1	420,00
Borne d'appel d'urgence Autonome	u	1	2 500,00
RIS	u	1	3 000,00
<i>Option 1 : Cheminement piéton 1</i>	<i>ml</i>	<i>300</i>	<i>30 000,00</i>
<i>Option 2 : Cheminement piéton 2</i>	<i>ml</i>	<i>400</i>	<i>40 000,00</i>
Sécurisation traversée canal	u	2	4 000,00
Escalier d'accès Sanitaires (pierre / métal)	u	1	7 000,00
Sanitaires ( <i>Sanitaire autonome « Nomade »</i> ) avec entretien quotidien 4 mois	u	2	47 000,00
Poste de secours (bâti 20 m <sup>2</sup> )	u	1	20 000,00
Matériel de secours	u	1	2 500,00
Matériel de sauvetage	u	1	500,00
Matériel adapté - Tiralo®	u	1	1 500,00
Chemin de plage	u	4	960,00
Aménagement du stationnement 2	m <sup>2</sup>	1500	37 500,00
Cheminement d'accès depuis l'aire de stationnement 2	ml	600	18 000,00
Panneau de signalisation « Baignade NS»	u	1	700,00
Balisage sur site	u	8	1 200,00
			218 780,00
Ingénierie et Maîtrise d'œuvre (Etude de sol, relevé topographique)	%	16,5	36 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>254 780,00</b>

L'aménagement d'un cheminement d'accès depuis le stationnement 2 nécessite une étude spécifique portant sur la faisabilité technique de cet aménagement et de son coût prévisionnel. Selon le cas, la mise en place d'une navette avec l'acquisition d'un mini-bus de 21 places (dont 1 PMR) peut s'avérer être une solution moins couteuse. Le stationnement secondaire pourrait alors se faire sur le Parking de Ganges (Avenue Ferdinand Paloc) (Coût du mini bus 55 000 €)

## PHASAGE

Phases	Durée	Contenu	Coût
Phase 1	6 mois	Etudes/ procédures	20 000,00
Phase 2	4 mois	Aménagement de l’aire de stationnement 1 (bi-couche)	32 000,00
		Equipement stationnement Deux roues (10 vélos) + Pose	420,00
		Borne d’appel d’urgence Autonome	2 500,00
		RIS	3 000,00
		Option 2 : Cheminement piéton 2	40 000,00
		Sécurisation traversée canal	4 000,00
		Escalier d’accès Sanitaires (pierre / métal)	7 000,00
		Panneau de signalisation « Baignade NS»	700,00
		Balisage sur site	600,00
		<b>TOTAL</b>	<b>110 220,00</b>

Phase 3	1 an	Etudes/ procédures	16 000,00
Phase 4	4 mois	Aménagement du stationnement 2	37 500,00
		Cheminement d'accès depuis l'aire de stationnement 2	18 000,00
		Sanitaires ( <i>Sanitaire autonome « Nomade »</i> ) avec <i>entretien quotidien 4 mois</i>	47 000,00
		Poste de secours (bâti 20 m²)	20 000,00
		Matériel de secours	2 500,00
		Matériel de sauvetage	500,00
		Matériel adapté - Tiralo®	1 500,00
		Chemin de plage	960,00
		Balisage sur site	600,00

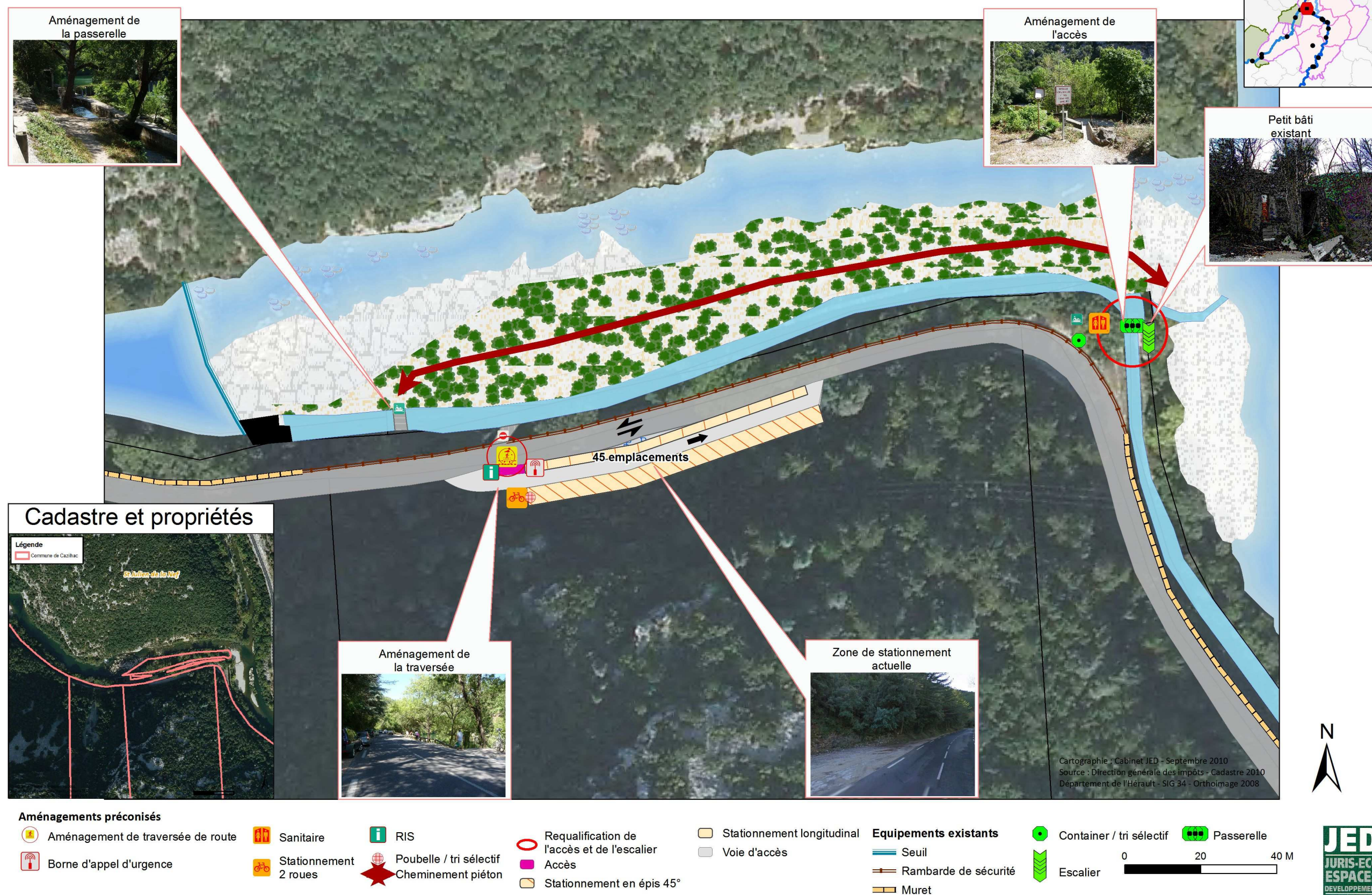
## CROQUIS D'AMENAGEMENT : AVANT-PROJET SOMMAIRE





SV07 Rivière Vis  
SV08 Commune : Cazillac

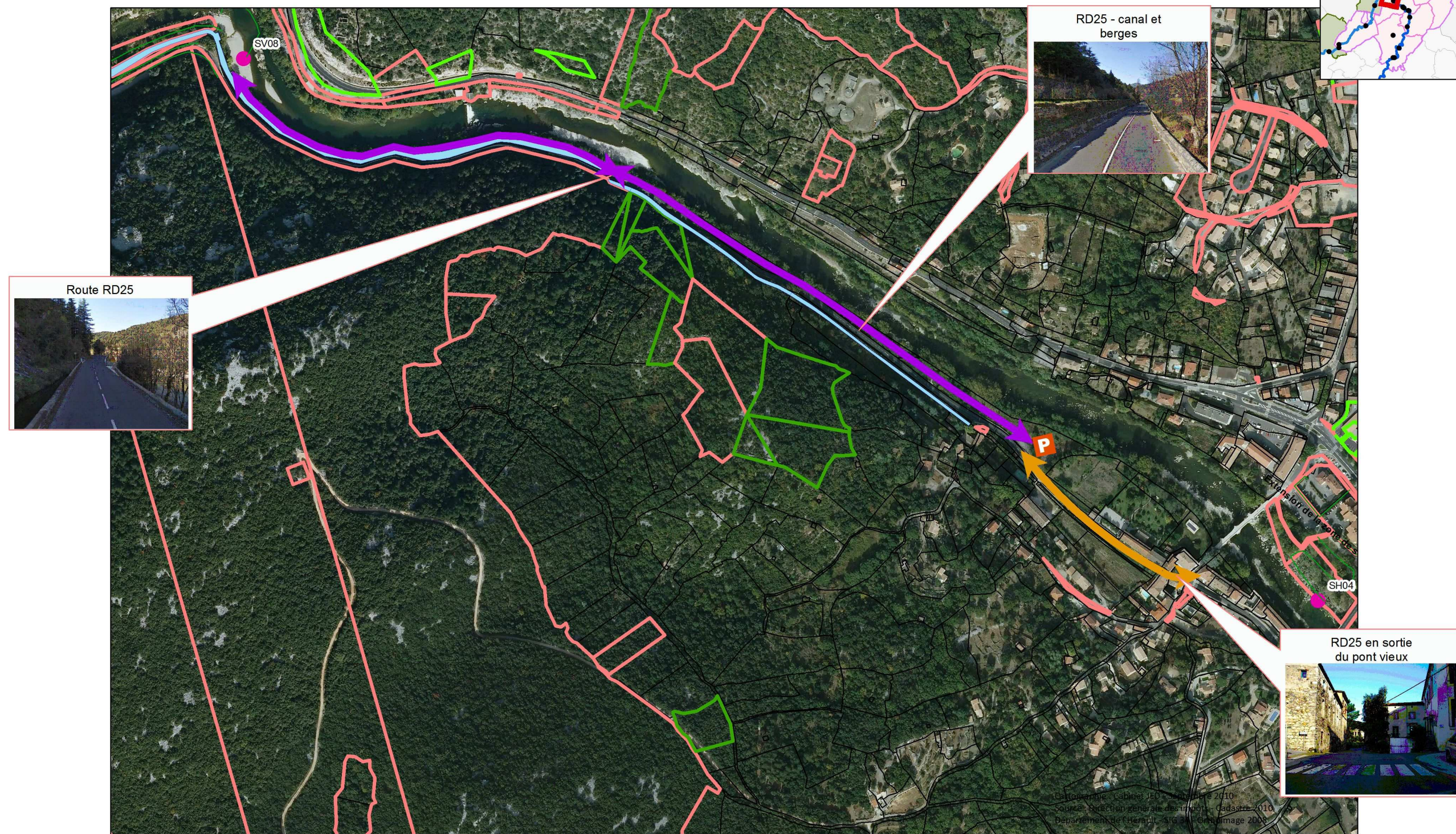
## Cascade des Forces Les Forces





SV07 Rivière Vis  
SV08 Commune : Cazillac

## Accès Cascade des Forces - Les Forces



**Aménagements préconisés**

- Secteur avec cheminement dangereux
- Chemin d'accès en berge

**P** Stationnement saisonnier

**Propriété des parcelles**

- COMMUNE
- CCCGS

DEPARTEMENT  
ETAT

0 125 250 M

**JED**  
JURIS-ECO  
ESPACES  
DEVELOPPEMENT



## SV07 - CASCADE DES FORCES - SV08 LES FORCES

Commune de Cazilhac	Priorité 1-2
Vocation	Enjeu intercommunal
<b>Baignade non aménagée et non surveillée</b>	

### ❖ Urbanisme :

Le site pressenti est en zone N.

Cette zone admet :

- les équipements d'utilité publique, soit nécessaires à la sécurité (incendie), soit nécessaires à l'accessibilité
- les équipements d'intérêt public d'infrastructure et ouvrages techniques qui y sont liés.

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

- **les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

### ❖ Contraintes propriété :

Le stationnement 2 et le cheminement qui y conduit, nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition :

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
Stationnement 2	AC330	5500	1500	COLANCON Jacques
Cheminement liaison stationnement 2	A201	4226	1000	DE RODEZ-BENAVENT Marie
Cheminement liaison stationnement 2	AC0420	3165	1000	FEDERATION DE PECHE DE L'HERAULT

### ❖ Procédures préalables

- **Maîtrise foncière :**
  - . soit convention
  - . soit par acquisition amiable
  - . à défaut de consentement du propriétaire, par expropriation
- **Déclaration préalable pour les sanitaires et poste de secours (a. R421-11 du Code l'urbanisme) dans la mesure où l'on se situe en site classé et où les « constructions » bien que mobiles, ne dépassent pas 20 m².**
- **Permis d'aménager pour les aires de stationnement**

- Déclaration loi sur l'eau, pour les aménagements établis sur les parties humides
- Déclaration d'exploitation de baignade (en mairie, deux mois avant l'ouverture, avec plan d'organisation de la surveillance et des secours) + déclaration établissement sportif (Conf. Annexe) ) + souscription d'une assurance en responsabilité civile
- Lorsque le document d'objectif du ou des sites natura 2000 seront approuvés par le préfet : une évaluation des incidences des aménagements et de l'exploitation du site (Conf. Annexe).

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services



Nature	Resp. Création ou construction	Outils de mise en œuvre	Resp. Gestion	Outils de mise en œuvre
Stationnements1/2	Communauté de communes	Convention/acquisition/Expropriation + MPT	ComCom	Régie
Cheminements	Communauté de communes	Convention/acquisition/Expropriation + MPT	ComCom	Régie
Borne d'appel d'urgence	Comcom	Convention Commune/CG	CG	régie
Sanitaire	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de communes + MTP ou MPS	Com.com	MPS <sup>13</sup>
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Baignade surveillée				
Poste de secours	Communauté de communes	Convention/aménagement/Commune/comcom	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie
Réglementation Matérialiser zone de baignade Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade (contrôle qualité, information du public)	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

<sup>13</sup> MSP : marché public de service

## PARTIE II. LA PROGRAMMATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES AMENAGEMENTS

### I/- La programmation pluriannuelle des travaux

La programmation prend en compte :

Les 5 sites retenus par la Commission Tourisme de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, comme devant être aménagés, **mais aussi, les autres sites étudiés dans le cadre de l'étude :**

- ne faisant pas l'objet de service de baignade surveillée, mais où la baignade n'est pas interdite, qui doivent faire l'objet :
  - . de l'édiction d'un arrêté municipal réglementant l'exercice de la baignade (Conf. Modèle ci-après)
  - . d'un affichage sur site ( à l'entrée du site et sur les rives)
  - . de l'implantation d'une borne d'appel d'urgence, l'autorité municipale ne pouvant ignorer l'existence de la pratique de la baignade, et devant a minima, permettre l'intervention rapide des secours
  - . d'un arrêté municipal réglementant l'exercice de la baignade (Conf. Modèle ci-après) et d'un affichage sur site
- ➔ Cela concerne :le site SV07-08 pour la partie médiane (entre la cascade et la zone de BS), le site SH 13-14 (Saint Etienne d'Issensac, hors secteur du « Pont »), le site PH11 de Brissac, le site SV 05, Saint Laurent de Minier, le site SV 04, Gorniès, le site SH01 à Sumène, le site des Calquières à Ganges, le site SH 06 au Fesquet, le site SH08\_09 Laroque et Saint Bauzille, le site SH 12, Moulin Neuf à Brissac
- faisant l'objet d'une interdiction de baignade au titre de la sécurité, et qui doivent faire l'objet :
  - . de l'édiction d'un arrêté municipal interdisant l'exercice de la baignade (Conf. Modèle ci-après)
  - . d'un affichage sur site ( à l'entrée du site et sur les rives)

➔ Cela concerne : le site SV07-08 Les Forces (Amont et aval de la Cascade), le site SV05/Cascade de la Vis (Saint Laurent le Minier, le site SH06 Domaine du Fesquet/Seuil côté pique-nique (Cazilhac), le débarquement public PH11.

**NB : Le site SH02 Aire de la Genouvèze (Saint Julien de la Nef) et le site SH03 Aiguefolle (ST Julien de la Nef) font déjà l'objet d'interdiction de baignade au titre de la qualité des eaux de baignade.**

Par ailleurs, avant la réalisation des travaux :

- les sites de baignade de Saint Etienne d'Issensac et de Cazilhac, non surveillés, doivent faire l'objet d'un arrêté municipal réglementant l'exercice de la baignade, d'une signalisation et d'une borne d'appel d'urgence
- les sites de baignade de Saint Bauzille et Laroque, en milieu urbain, doivent faire l'objet d'un arrêté municipal de réglementation, mais, en raison du milieu urbain où ils se trouvent, permettant l'alerte rapide des secours, peuvent faire l'économie des bornes d'appel d'urgence.

Années	Autres sites	Saint Bauzille	Laroque	Saint Etienne	Cazilhac	Brissac PH11	TOTAL
Année 1	Signalisation AM 16 800	Signalisation AM 1 400	Signalisation AM 1 400	Signalisation AM 1 400	Signalisation AM 1 400	Signalisation AM 1 400 (interdiction)	23 800
	Bornes d'appel d'urgence 17 500			Bornes d'appel d'urgence 7 500	Borne d'appel d'urgence 2 500		27 500
Sous-total	34 300	1 400	1 400	8 900	3 900	1 400	51 300
Année 2		Etape 1 Et/Proc 10 000	Etape 1 Et/Proc 7 000	Etape 1 Et/Proc 31 000	Etape 1 Et/Proc 20 000	-	68 000
		Etape 2 Travaux 81 400	Etape 2 Travaux 46 720	-	Etape 2 Travaux 90 220	-	218 340
Sous-total		91 400	53 720	31 000	110 220	-	286 340
Année 3		Exploitation	Exploitation	Etape 2 Et/proc 31 000	Etape 3 Et/Proc 16000	-	47 000

		-	-	-	Etape 4 Travaux 128 560	-	128 560
<b>Sous-total</b>		-	-	<b>31 000</b>	<b>144 560</b>	-	<b>175 560</b>
<b>Année 4</b>		Exploitation	Exploitation	Etape 3 Travaux 199 460	Exploitation	-	199 460
		-	-	Etape 4 Et/proc 30 000	-	-	30 000
<b>Sous-total</b>		-	-	<b>229 460</b>	-	-	<b>229 460</b>
<b>Année 5</b>		Exploitation	Exploitation	Etape 5 Et/Proc 30 000	Exploitation	Etape 1 Et/Proc 44 250	74 250
		-	-	Etape 6 Travaux 143 300	-	-	143 300
<b>Sous-total</b>		-	-	<b>173 300</b>	-	<b>44 250</b>	<b>217 550</b>
<b>Année 6</b>				-		Etape 2 Et/proc 44 250	44 250
		Exploitation	Exploitation	Etape 7 Travaux 147 000	Exploitation	-	147 000
<b>Sous-total</b>		-	-	<b>147 000</b>	-	<b>44 250</b>	<b>191 250</b>
<b>Année 7</b>		Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Etape 3 Travaux 342 000	342 000
<b>Sous-total</b>		-	-	-	-	<b>342 000</b>	<b>342 000</b>
<b>Année 8</b>		Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Etape 4 Et/proc 20 000	20 000
		-	-	-	-	Etape 5 Travaux 92 110	92 110
<b>Sous-total</b>		-	-	-	-	<b>112 110</b>	<b>112 110</b>
<b>TOTAL</b>	<b>34 300</b>	<b>92 800</b>	<b>55 120</b>	<b>620 660</b>	<b>258 680</b>	<b>544 010</b>	<b>1 605 570</b>



## II/- La programmation pluriannuelle des coûts de fonctionnement

Sont ici donnés à titre indicatif les coûts de fonctionnement liés :

- A l'exploitation de la baignade, soit 2 postes de personnels diplômés sur 3 mois
- A la maintenance des sanitaires, soit selon le cas :  
Par ½ poste salarié sur 3 mois (Saint Bauzille et Laroque)  
Par service extérieur : 1 500 € par sanitaire sur 3 mois (Saint Etienne, Cazilhac et Brissac)
- A la maintenance globale du site, soit 1/8 poste salarié sur 12 mois

Phases/Années	Saint Bauzille	Laroque	Saint Etienne	Cazilhac	Brissac	TOTAL
<b>Phase 3 Année 3</b>	Exploitation Baignade 18 000 Maintenance San 4500 Site 4500	Exploitation Baignade 18 000 Maintenance San 4500 Site 4500	-	-	-	
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	-	-	-	<b>54 000</b>
<b>Phase 4 Année 4</b>	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 4500 Site 4500	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 4500 Site 4500	-	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 9000 Site 4500	-	
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	-	<b>31 500</b>	-	<b>85 500</b>
<b>Phase 5 Année 5</b>	Exploitation Baignade 18 000 Maintenance San 4500 Site 4500	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 4500 Site 4500	-	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 9000 Site 4500	-	
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	-	<b>31 500</b>	-	<b>85 500</b>
<b>Phase 6 Année 6</b>	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 4500 Site 4500	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 4500 Site 4500	-	Exploitation Baignade 18000 Maintenance San 9000 Site 4500	-	
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	-	<b>31 500</b>	-	<b>85 500</b>

<b>Phase 7</b> <b>Année 7</b>	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	-	
	Baignade	Baignade	Baignade	Baignade		
	18000	18000	18000	18000		
	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance		
	San 4500	San 4500	San 9 000	San 9000		
	Site 4500	Site 4500	Site 4500	Site 4500		
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	<b>31 500</b>	<b>31 500</b>	-	<b>117 000</b>
<b>Phase 8</b> <b>Année 8</b>	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	-	
	Baignade	Baignade	Baignade	Baignade		
	18000	18000	18000	18000		
	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance		
	San 4500	San 4500	San 9000	San 9000		
	Site 4500	Site 4500	Site 4500	Site 4500		
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	<b>31 500</b>	<b>31 500</b>	-	<b>117 000</b>
Phase 9 Année 9	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	Exploitation	
	Baignade	Baignade	Baignade	Baignade		
	18000	18000	18 000	18000		
	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	
	San 4500	San 4500	San 13500	San 9000	San 9000	
	Site 4500	Site 4500	Site 4500	Site 4500	Site 4500	
	<b>27 000</b>	<b>27 000</b>	<b>36 000</b>	<b>31 500</b>	<b>13 500</b>	<b>135 000</b>

Pour faire face aux dépenses de fonctionnement, il peut être utile d'envisager le paiement d'un certain contingent de stationnements :

- 80 places (Saint Etienne) : x 5 j x 120 jours = 48 000 €
- 5 emplacements/bus x 200 €/mois x 4 mois = 4 000 €

De même, il peut être envisagé aussi la création et la délégation de service de buvette/ frieterie (sur Saint Etienne et sur Brissac) :

2 emplacements x 800 €/mois x 4 mois = 6 400 €

Soit à terme, un potentiel de recettes de 58 400 €/an.

**NB : Les diplômes permettant la surveillance à titre gratuit de la baignade sont :**

- **Le Brevet professionnel JEPS option "activités aquatiques" : le BPJEPS**

- **Le Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation : Le BEESAN**
- **Le Brevet National de Sécurité et de Surveillance Aquatique : BNSSA**
- **Le Brevet de Surveillant de Baignade : BSB**

**A titre indicatif, des exemples de périodes et horaires de surveillance des baignades aménagées en rivière et plan d'eau**

	<b>Territoire</b>	<b>Baignade surveillée Gratuite</b>	<b>Période</b>	<b>Horaires</b>	<b>Heures/jour</b>
1	Haute-Loire	Plan d'eau des Ozières à Yzeure	Juillet et Août	12h30 à 19h	6,5
2	Haute-Loire	Plan d'eau de Pierrefite-sur-Loire	3 juillet au 29 août	14h30 à 18h30	4
3	Haute-Loire	plage des Célestins à Vichy	Juillet et Août	11h à 19h	8
4	Haute-Loire	Plan d'eau La voute chilhac	10 juillet au 28 août	14h à 19h	5
5	Haute-Loire	Prades	Juillet et Août	13h30 à 19h.	5,5
6	Haute-Loire	Vieille-Brioude	Juillet et Août	14h à 19h	5
7	Ardèche	Lac aux Ramiers	01/07 au 31/09	de 13h à 19h	6
8	Ardèche	Plan d'eau	01/07 au 31/10	14h30 à 18h30	4
9	Ardèche	Plan d'eau	01/07 au 31/11	13h45 à 18h45	5
10	Gard	Plan d'eau du Mouretou	Juillet et Août	13h00 à 19h00	6
11	Rhône	Plan d'eau du Colombier	Juillet et Août	13h00 à 19h00	6
12	Isère	Lac de Paladru	WE à part. 15 juin TLJ en juillet et août	de 10h30 à 18 h.	7,5
13	Sud-Ouest	Brossac	12 juillet au 28 août	de 13 h à 18 h	5
14	Sud-Ouest	Étang de la Féculerie	1er juillet au 15 août	Md-Vd : 13h30 - 19h le WE : 11h-12h / 14h - 19h30	6,5
15	Sud-Ouest	Étang des Gours	Juillet et Août	de 14 h à 19 h	5
16	Sud-Ouest	Plan d'eau de Pont Aubert - Soursac	Juillet et Août	de 11 h à 12 h et de 14 h 19 h	6
17	Dordogne	Plage au bord de la Dronne	Juillet et Août : Ld, Vd, Sd, Dim	de 12 h 45 à 19 h	3,15
18	Dordogne	Le Bain des Dames au bord de la Charente	Juillet et Août	de 14 h à 19 h	5
19	Dordogne	Baignade de La Grande Ile	Juillet et Août	de 14 h à 19 h	5
20	Corrèze	Plan d'eau des Chaux - Sornac	Juillet et Août	10h30 à 12h30 et de 14h à 18 h	6
<b>Moyenne Heures/jour</b>					<b>5,5</b>

### **III/- Les modèles pour la mise en œuvre du projet**

Cette partie comporte **deux volets** :

**Le 1<sup>er</sup> Volet** propose 4 modèles de **cahier des charges techniques particulières** pour :

- **la maîtrise d'œuvre globale**, pour la réalisation et le suivi :
  - . des APS
  - . des dossiers réglementaires
  - . de l'Assistance à la passation des contrats de travaux
  - . la direction de l'exécution des contrats de travaux
  - . l'assistance aux opérations de réception
- un marché de travaux
- un marché de service
- la réalisation d'une étude d'évaluation des incidences sur Site Natura 2000

**Le 2<sup>ème</sup> Volet** propose des modèles de **déclaration** :

- dossier en vue d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau
- d'établissement sportif
- d'ouverture de baignade

***NB : Ces modèles sont à adapter aux besoins de la Communauté de Communes***



# 1<sup>er</sup> Volet

# *MODELE 1*

## **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP**

Nom de la personne publique

Adresse

Opération



# SOMMAIRE

<b>1- Contexte de l'opération.....</b>	<b>3</b>
<b>2- Contenu des éléments de mission.....</b>	<b>4</b>
<b>3- Missions.....</b>	<b>5 à 8</b>
3.1 Tableau récapitulatif des éléments de mission et des objectifs à atteindre	
3.2 Détail des éléments de mission :	
3.2.1 Étude préalable	
3.2.2 Étude préliminaire	
3.2.3 Avant projet	
3.2.4 Dossiers réglementaires	
3.2.5 Assistance pour la passation de contrats de travaux (ACT)	
3.2.6 Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	
3.2.7 Assistance aux opérations de réception (AOR)	
3.2.8 Montage technique, financier et administratif pour les phases d'entretien ultérieures	
3.2.9 Animation locale lors du lancement et du déroulement des travaux	
<b>4- Données et moyens à disposition.....</b>	<b>9</b>
<b>5- Coordination de la mission.....</b>	<b>9</b>

## 1-Contexte de l'opération

.....  
(Reprendre éléments clés Etude JED)



## 2- Contenu des éléments de mission

Le maître d'œuvre devra veiller à ce que ses éléments de missions soient réalisés conformément aux prescriptions stipulées dans le code des marchés publics sous l'appellation « loi MOP ».

## 3-Missions

### 3.1 Tableau récapitulatif des éléments de mission et des objectifs à atteindre

Objectif général :

La mission de maîtrise d'œuvre doit déboucher sur un aménagement conforme aux procédures applicables et sur les objectifs du maître d'ouvrage

Missions	Objectifs
Rédaction de l'avant-projet	<ul style="list-style-type: none"><li>- Justifier d'une enveloppe budgétaire en cohérence avec la nature des travaux et le contexte local.</li><li>- Présenter un programme d'actions détaillé et chiffré qui sera soumis à l'approbation du comité de pilotage.</li><li>- Réaliser l'animation locale permettant l'acceptation et la bonne compréhension des projets.</li></ul>
Constitution des dossiers réglementaires	<ul style="list-style-type: none"><li>- Constituer les dossier règlementaires garantissant la conformité légale des travaux (loi sur l'eau, DIG, Études d'incidences, Études et calculs hydrauliques, hydrologiques...)</li><li>- Constituer conformément aux exigences des financeurs les dossiers de demande de subvention.</li></ul>
Assister la passation des contrats de travaux (ACT)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rédiger les cahiers des charges relatifs aux différentes prestations.</li><li>- Mettre en œuvre les procédures légales de consultation des entreprises.</li><li>- Prévoir la réalisation de certains chantiers par des entreprises favorisant l'insertion par le travail.</li><li>- Justifier la sélection des candidats retenus</li></ul>
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	Diriger, suivre et vérifier la conformité ainsi que la bonne réalisation des chantiers en cours d'exécution.
Assistance aux opérations de réception (AOR)	Réceptionner et garantir le parfait achèvement des travaux.
Animation locale	<ul style="list-style-type: none"><li>- Animer les réunions techniques, publiques et thématiques relatives à la garantie du bon déroulement des opérations auprès des propriétaires, exploitants, utilisateurs et des élus.</li><li>- Rédiger les compte-rendu à l'issue de chacune des réunions.</li></ul>

La mission se décompose donc en deux phases bien distinctes.

- La première concerne la phase « préparatoire » : Rédaction de l'avant projet et constitution des dossiers réglementaires.
- la seconde concerne une phase « opérationnelle » : ACT, DET, AOR

Le volet consacré à l'animation locale concerne bien entendu chacune des phases du projet.

### **3.2 Détail des éléments de mission :**

#### **3.2.1 Étude préalable**

L'étude sur les Flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière Vis et du Rieutord, réalisée pour la Communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, réalisée par le Cabinet Juris-éco Espaces Développement constitue l'étude préalable.

#### **3.2.2 Étude préliminaire**

Cette étape consiste à ajuster l'étude préalable aux priorités locales en concertation avec les élus et le référent intercommunal.

Elle a pour objet :

- De réaliser un diagnostic relatif aux potentialités d'aménagement et de valorisation des cours d'eau (chantiers environnementaux exemplaires...).
- D'organiser des visites de terrains pour déterminer conjointement avec les élus, les interventions nécessaires sur les différents tronçons définis dans l'étude préalable.
- D'établir l'ordre de priorité de ces interventions.

Ainsi, sur la base de l'étude sur les Flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière Vis et du Rieutord, le maître d'œuvre mettra en forme un descriptif détaillé des travaux, après un parcours exhaustif de terrain et des choix qui seront précisés et validés par les élus et le comité de pilotage.

#### **3.2.3 Avant projet**

Chaque poste sera défini, quantifié et chiffré précisément compte tenu des tarifs en vigueur : en fonction de l'intensité des travaux nécessaires,

Objet de l'avant projet :

- Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme d'action.
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés si nécessaire en lots séparés. Il doit être notamment envisagé la possibilité de confier des missions globales à des équipes en insertion ou autres ainsi que d'identifier les travaux ponctuels relevant d'entreprises spécialisées.
- Définir et justifier les itinéraires techniques retenus.
- Permettre l'établissement du forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

**Après la présentation du projet provisoire au comité de pilotage le maître d'œuvre devra :**

- Préciser par des plans et coupes la nature et les caractéristiques des travaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. (Itinéraires techniques)
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ou de lots et de défendre la pertinence de l'un ou l'autre.

- Programmer et chiffrer le montant des travaux de restauration et d'entretien détaillés par tranches annuelles.
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et le prix définitif de rémunération du prestataire.
- Déterminer le délai global de réalisation des travaux.

#### **Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage**

##### Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet: Plans et coupes à échelle cohérente.
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

##### Documents écrits

- Description détaillée des travaux et spécificités techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des techniques employées, les contraintes générales de mise en œuvre.
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par corps d'état sur la base duquel il a été établi.
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.

Le programme de travaux comprendra :

- Un plan de situation au 1/25 000ème.
- Une notice explicative générale à l'échelle du bassin versant.
- Un devis estimatif général.

Découpage par communes :

- Une notice explicative concernant les secteurs traités sur la commune comportant un descriptif détaillé des itinéraires techniques retenus.
- Un devis quantitatif et estimatif par commune et par tronçon.
- Une cartographie indiquant les secteurs à traiter sur plan cadastral au 1/5000ème éventuellement réduit au 1/2000ème si nécessaire.

#### **3.2.4 Dossiers réglementaires**

Sur la base de l'Avant Projet, le maître d'œuvre réalisera le dossier « Loi sur l'Eau », conformément à la réglementation en vigueur. Les travaux concernent essentiellement les interventions sur le lit majeur (Déclaration). Le maître d'œuvre mènera les investigations nécessaires à la constitution de ce dossier (études et calculs hydrauliques et hydrologiques, études d'incidences).

Si besoin, le maître d'œuvre prendra en charge la procédure d'expropriation sur la base de l'Avant Projet qu'il aura réalisé.

Le maître d'œuvre se chargera de la préparation des dossiers de demande de subventions.

### 3.2.5 Assistance pour la passation de contrats de travaux (ACT)

Le Maître d'œuvre organisera l'ensemble de la procédure de marché public de consultation (ou appel d'offres) des entreprises. Dans le cadre de la constitution du Dossier de Consultation des Entreprises, il est notamment demandé de réaliser un cahier des charges détaillé qui reprendra l'ensemble des travaux prévus dans l'Avant Projet Détaillé, et qui précisera les compétences spécifiques et toutes les recommandations nécessaires et indispensables à la bonne réalisation des travaux.

Ainsi, l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation.
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues
- Réserver certains lots à des entreprises d'insertion par le travail
- Analyser les offres des entreprises et s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et tenant compte du coût prévisionnel des travaux.
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

### 3.2.6 Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les travaux en cours de réalisation respectent les itinéraires techniques définis préalablement.
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux.
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier régulières (hebdomadaires au minimum).
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et des dépenses, avec indication des évolutions notables.
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général.
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des entreprises.



### 3.2.7 Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux.
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- De constituer les dossiers relatifs à la bonne réalisation des travaux et phases d'entretien ultérieures. (Itinéraires techniques...)

### 3.2.8 Animation locale lors du lancement et du déroulement des travaux

Deux réunions de présentation de l'avant projet seront organisées. Au fur et à mesure, le maître d'œuvre intégrera les observations émises et les modifications demandées par le maître d'ouvrage. A l'issue de la dernière réunion, il transmettra l'avant projet modifié au maître d'ouvrage pour approbation.

Une attention particulière sera portée sur la disponibilité du prestataire pour répondre aux demandes de précisions techniques demandées par les propriétaires à la Communauté de Communes. Ce point est primordial au bon déroulement des travaux sur le terrain.

Suite à ces premières réunions (d'avant projet) Le séquençage sera le suivant :

- Lors de la remise du DCE,
- Lors du dépouillement des offres et du choix du ou des entreprises
- Une réunion de démarrage de chantier
- Des réunions hebdomadaires au cours de la réalisation des travaux
- Une réunion de réception des travaux.

Le maître d'œuvre aura en charge de rédiger le compte rendu des différentes réunions et de les soumettre au maître d'ouvrage.

#### 4- Données et moyens à disposition

L'étude sur les Flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière Vis et du Rieutord

Les communes et la communauté de communes mettront à disposition du prestataire les différents documents , études et données informatiques en leur possession.

#### 5- Coordination de la mission

Le comité de pilotage du projet aura pour mission de valider chacune des étapes du projet. Cette validation conditionnera toute investigation ultérieure.

Le Comité de Pilotage se compose des représentants des structures suivantes :

....

Selon les besoins, le groupe de pilotage pourra s'adjoindre des personnalités dont la présence sera jugée pertinente ou nécessaire.

Fait à

.....

Le.....

Mention manuscrite « lu et approuvé »

Cachet et signature

## MODELE 2

# MARCHE DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

#### ARTICLE 1 - SITUATION DES TRAVAUX - (cf. plan de localisation annexe 1)

Les travaux sont situés sur la commune de .....

#### ARTICLE 2 - NATURE DES TRAVAUX –

**Les travaux prévus au présent CCIP doivent être effectués selon toutes les règles de l'art même si elles n'ont pas été expressément appelées.**

1. Travaux de création de .....: (ex : création aire de stationnement)  
de.....mètres<sup>2</sup> au total dont .....m<sup>2</sup> en .....(nature)
2. Travaux de création.....(sentier) de.....mètres<sup>2</sup> au total dont .....m<sup>2</sup> en  
.....(nature)
- 3.....

#### ARTICLE 3 - MATÉRIAUX

##### 3.1 - Mouvement des terres



Des zones de dépôt des rémanents et des déblais seront indiquées par le maître d'œuvre, mais seront en général régaliés et mise forme en bordure dans les parcelles voisines. Les produits du dessouchage seront enterrés en bordure d'emprise.

On veillera :

- à éliminer si nécessaire le bourrelet aval pour la bonne évacuation des eaux.
- à préserver l'accès aux pistes et parcelles
- .....

### **3.2 - Qualité, provenance et mise en œuvre des matériaux.**

- Les matériaux seront acceptés par le maître d'œuvre sur proposition détaillé de l'entrepreneur avant toute mise en œuvre.

## **ARTICLE 4 - MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX -**

### **4.1 - Travaux préalables - Coupe d'emprise**

Réalisée par le maître d'ouvrage.

### **4.2 - Piquetage du tracé**

Il sera fait conjointement avec le maître d'œuvre.

### **4.3 - Conditions climatiques de travail**

Les travaux devront être interrompus en période de forte pluviométrie ne permettant pas une mise en œuvre dans les règles de l'art.

ou

ne devront pas avoir lieu pendant la période du... au... pour assurer...(préservation d'un usage)

---

### **4.4 - Profil**

- Le profil sera .....afin de faciliter l'évacuation des eaux.

### **4.6- Modifications.**



Toute modification du projet initial sera soumise au maître d'œuvre pour accord.

L'entrepreneur, comme son chef de chantier, devra se conformer à tous les ordres qui pourront lui être donnés par le maître d'œuvre.

#### **4.7- Parcelles riveraines.**

Les parcelles riveraines appartiennent à la commune ou à différents propriétaires. **L'intrusion d'engins de chantier hors emprise ne pourra se faire qu'après consultation du maître d'œuvre.**

L'entrepreneur veillera particulièrement au respect des sols et des peuplements forestiers riverains de l'emprise

#### **4.8 - DÉLAIS.**

LES TRAVAUX DEVRONT ETRE TERMINÉS POUR LE .....

#### **4.9 - MAITRE D'OEUVRE**

Le maître d'œuvre est ...

Monsieur..... maître d'œuvre, suivra les travaux.

#### **5 - Responsabilité - Signalisation - Mesures de sécurité**

L'entrepreneur sera tenu pour seul responsable des dégâts occasionnés lors de l'exécution des travaux ou ouvrages existants de quelque nature qu'ils soient et leur remise en état sera effectuée à ses frais exclusifs.

L'entrepreneur est, en particulier, responsable des dégâts causés directement ou indirectement aux revêtements routiers, aux conduites d'alimentation en eau potable, gaz, égouts, lignes électriques ou téléphoniques, aux bâtiments, clôtures et arbres et aura à sa charge les frais occasionnés par ces dégâts. Il appartient à l'entrepreneur d'aviser les exploitants de ces ouvrages de la future intervention de son entreprise en établissant, dans les délais, les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.). Il devra se conformer à leurs exigences en matière de protection des ouvrages.

L'entrepreneur est tenu d'enlever à ses frais la terre, les pierres et blocs de roches, les bois et végétaux qui ont roulé ou ont été projetés hors de l'emprise des travaux de piste ou de débroussaillage à l'occasion des travaux dans les parcelles voisines et sur les chemins et sentiers.

Une signalisation des travaux devra être mise en place par l'entrepreneur conformément aux prescriptions et règlements en vigueur.

En cas de danger de toute nature, imputable aux travaux du présent marché, l'entrepreneur doit prendre, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de sécurité nécessaires et notamment les mesures de signalisation appropriées. Il doit éventuellement interdire momentanément l'accès à la zone dangereuse.

Le cas échéant, il prendra contact avec les services de voirie et les autorités de police compétentes.

## **6 - Précaution - Sécurité**

L'entrepreneur sera tenu pour seul responsable en cas d'accident en relation avec l'exécution de Chantier. Il est tenu de se conformer à toutes dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'aux obligations légales sur les matériels de levage et engins mécaniques.

## **7 - Jours d'intempéries**

Sont considérés comme jours d'intempéries les jours de :

- \_ Fortes précipitations et orage.
- \_ Vent violent (vitesse supérieure à 80 Km/h durant la période estivale).

Pendant cette période, les travaux seront suspendus à l'initiative de l'entrepreneur qui en avisera le maître d'oeuvre. Les jours d'intempéries seront décomptés du délai de réalisation indiqué dans le cahier des charges.

## **8 - Propreté du chantier et remise en état des lieux**

L'entrepreneur devra débarrasser l'emprise du chantier et ses abords immédiats de tous les débris provenant des travaux autres que les bois, résidus et broussailles : notamment les objets métalliques, en papier ou carton, en verre ou en matériaux synthétiques. Ces dispositions sont aux frais de l'entrepreneur.

## **9 - Difficultés dans l'exécution des travaux liées aux propriétaires des terrains**

Chaque fois que l'entrepreneur rencontrera des difficultés liées à des remarques ou à des objections faites par un propriétaire du sol, celui-ci en référera immédiatement au maître d'oeuvre, mais en aucun cas il n'est habilité à traiter le différend.

Les parcelles riveraines de l'emprise de la route appartiennent à la commune ou à de nombreux propriétaires riverains. L'intrusion d'engins de chantiers hors emprise ne pourra se faire qu'après consultation du maître d'oeuvre.

L'entrepreneur veillera particulièrement au respect des sols et des peuplements forestiers riverains de l'emprise.

## **10 - Mode d'évaluation des travaux**

Les prix du bordereau sont des prix hors taxes tenant compte de toutes les sujétions imposées par la situation, la nature des travaux et toutes les prescriptions du présent cahier.

En conséquence, l'entrepreneur sera considéré, par le fait même de sa soumission, comme s'étant rendu exactement compte par lui-même et sous sa seule responsabilité, de toutes les difficultés de l'entreprise, il ne pourra en aucun cas réclamer une indemnité.

## **ANNEXES -**

Plan de localisation.

Vu, le Maître d'ouvrage.

"Lu et approuvé",  
l'Entrepreneur

## *MODELE 3*

# **Communauté de Communes de**

**Service Marchés Publics**

**Marché Public de Fournitures et Services**

<b>Marché à bons de commande</b>
----------------------------------

<h1><b>LOCATION DE SANITAIRES MOBILES</b></h1>
------------------------------------------------

<p>Années ....</p>
--------------------

# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**(C.C.P.)**

## **C.C.P.**

# **SOMMAIRE**

Article premier - Objet, forme, durée et montant du marché

1.1 - Objet des fournitures

1.2 - Tranches et Lots

1.3 - Forme du marché

1.4 - Durée du marché

1.5 - Montant du marché

Article 2 - Documents contractuels

Article 3 - Délai d'exécution

Article 4 - Conditions de livraison

4.1 - Bons de commande

4.2 - Emballage

4.3 - Transport

4.4 - Mode de livraison

4.5 - Lieu de livraison des fournitures

4.6 - Surveillance en usine

4.7 - Opérations de vérifications

4.8 - Décisions après vérification, l'admission :

Article 5 - Garantie technique

Article 6 - Retenue de garantie

Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Article 8 - Prix

8.1 - Forme des prix

8.2 - Variation des prix

8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché :

8.2.2 - Type de variation des prix

Article 9 - Délai de paiement

Article 10 - Avance

Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

Article 13 - Pénalités

Article 14 - Formation

Article 15 - Résiliation du marché

Article 16 - Spécifications techniques

Article 17 - Assurances

Article dernier - Dérogations au CCAG



# Cahier des clauses particulières

## Article premier - Objet, forme, durée et montant du marché

### 1.1 - Objet des fournitures

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous:

#### **LOCATION DE SANITAIRES MOBILES**

Il s'agit d'un marché à bons de commande de location de sanitaires mobiles ou autonomes (WC principalement, douches, lavabos, urinoirs, mono-blocs, ...) et de prestations associées (livraison, mise en place et en service, maintenance, entretien, nettoyage, vidange, enlèvement, ...).

Toutes les fournitures louées par les services de la Communauté devront être assurées par le prestataire retenu qui devra comprendre ce coût dans les prix de location du bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif joints au dossier de consultation et, de manière générale, dans tous les prix proposés par le prestataire.

### 1.2 - Tranches et Lots

Les prestations ne sont pas réparties en lots, ni divisées en tranches.

### 1.3 - Forme du marché

Marché à procédure adaptée passé dans le cadre des dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

### 1.4 - Durée du marché

Le marché commence à sa date de notification. Sa durée est fixée à 12 mois dans la limite du montant maximum d'engagement prévu à l'article 1.5 du présent document.

Il est renouvelable 2 fois par reconduction expresse par période de 12 mois.

La durée totale du marché est fixée à 36 mois.

### 1.5 - Montant du marché

Marché à bons de commande, avec minimum et maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande.

Montant minimum de dépense annuelle : .....€ H.T.

Montant maximum de dépense annuelle : ..... € H.T.

## Article 2 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- ◆ le cahier des clauses particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ◆ le bordereau de prix rempli par le candidat ;
- ◆ la liste des prix complémentaire au bordereau de prix ou catalogue avec tarifs comprenant uniquement les mêmes types de fournitures que dans le bordereau de prix (à savoir, WC, douches, lavabos, urinoirs, mono-blocs) ;
- ◆ la note méthodologique ;
- ◆ les bons de commandes émis tout au long du marché ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;

## Article 3 - Délai de livraison

Voir l'article D de l'acte d'engagement.

## Article 4 - Conditions de livraison

### 4.1 - Bons de commande

Les bons de commande comportent :

- la référence au marché;
- la désignation du matériel loué et des prestations associées;
- la durée de la location (Date de livraison et date d'enlèvement) ;
- le prix unitaire hors taxes inscrit au bordereau de prix;
- le montant global hors taxes;
- le délai de livraison (si différent de celui indiqué dans l'acte d'engagement);
- le lieu de livraison;
- La personne habilitée à signer les bons de commande est :  
M. Le Maire ou toute autre personne ayant reçu délégation officielle.

### 4.2 - Emballage

Sans objet.

### 4.3 - Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement éventuels sont effectués sous sa responsabilité.

### 4.4 - Mode de livraison

Application de l'article 20 du C.C.A.G FCS.

### 4.5 - Lieu de livraison des fournitures

Les lieux de livraison et d'exécution des prestations se situent sur le territoire de la Commune de BRIGNOLES.

Le lieu de livraison et d'exécution sera précisé dans chaque bon ou lettre de commande.

### 4.6 - Surveillance en usine

Aucune disposition particulière.

### 4.7 - Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du C.C.A.G FCS.

### 4.8 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G FCS par : Un responsable du service émetteur du bon de commande.

## Article 5 - Garantie

Sans objet.

## Article 6 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

## Article 8 - Prix

### 8.1 - Forme des prix

Les prestations sont rémunérées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations relatives au présent marché, y compris les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement du titulaire.

Toutes les fournitures louées par les services de la Commune devront être assurées par le prestataire retenu qui devra comprendre ce coût dans les prix de location du bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif joints au dossier de consultation et, de manière générale, dans tous les prix proposés par le prestataire.

### 8.2 - Variation des prix

#### 8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de Janvier 2011. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### 8.2.2 - Type de variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année.

Ils pourront être révisés une fois par an à la date de reconduction du marché.

Les prix du marché seront révisés par référence

▼ aux prix que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, à partir duquel il est procédé à leur ajustement.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 60 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Il devra joindre à sa demande les justificatifs qui permettront à la collectivité publique de contrôler l'opportunité et la justesse de l'augmentation réclamée. La commune ne tiendra pas compte de la hausse réclamée au moment du règlement de la facture si les justificatifs précités n'ont pas été fournis ou s'ils sont incohérents, imprécis, incomplets ou insuffisants.

### Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 29 et suivants du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5.00 %.

## Article 9 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans le délai global maximum fixé à l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le *Décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en oeuvre du plan de relance économique dans les marchés publics (JO du 20.12.2008)*.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Chaque facture est établie en double exemplaire et adressée au service Finances de la Communauté.....

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante et du service opérationnel ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires ou postales telles qu'elles sont définies dans l'acte d'engagement ;
- Les références du marché ;
- La nature des fournitures ;
- Le montant hors T.V.A ;
- Le taux et le montant de la T.V.A ;
- Le montant total T.T.C des prestations ;
- La date de la facture.

## Article 10 - Avance

Aucune avance n'est versée au fournisseur.

## Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Les acomptes, paiements partiels définitifs et solde seront versés au titulaire dans les conditions prévues au C.C.A.G., notamment en son article 11.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

## Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : LOCATION DE SANITAIRES MOBILES. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."*

## Article 13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G FCS, la pénalité forfaitaire pour retard de livraison est de 100 € H.T par jour de retard (Point de départ pour commencer le calcul des pénalités : Se référer à l'article D de l'acte d'engagement relatif au délai de livraison à réception du bon de commande par le fournisseur).

Le candidat retenu devra par tous les moyens à sa disposition satisfaire les bon de commande émis dans le cadre du marché (même à sous traiter ponctuellement la prestation en cause). Si malgré tout, le prestataire n'arrivait pas à satisfaire un bon de commande émis dans le cadre du marché, il subirait une pénalité forfaitaire H.T. du montant du bon de commande non satisfait.

## Article 14 - Formation

Sans objet.



## Article 15 - Résiliation du marché

Les clauses du chapitre 6 du C.C.A.G FCS sont applicables.

## Article 16 - Spécifications techniques

Sans objet.

## Article 17 - Assurances

Le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant la livraison des fournitures ainsi que des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il est rappelé que toutes les fournitures louées par les services de la Communauté devront être assurées par le prestataire retenu qui devra comprendre ce coût dans les prix de location du bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif joints au dossier de consultation et, de manière générale, dans tous les prix proposés par le prestataire.

## Article dernier - Dérogations au CCAG

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ◆ L'article 2 du présent cahier déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G FCS
- ◆ L'article 8 du présent cahier déroge aux articles 29 et suivants du C.C.A.G FCS
- ◆ L'article 13 du présent cahier déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G FCS

A....., le.....,

Signature du candidat

DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNITAIRE H.T. (la journée)	PRIX UNITAIRE T.T.C (la journée)
WC autonome (standard)	1		
WC autonome pour personne à mobilité réduite (PMR)	1		
WC autonome VIP	1		
WC sec (à compost)	1		
WC autonome avec éclairage	1		
WC autonome PMR avec éclairage	1		
WC autonome VIP avec éclairage	1		
Vidange 1 fois / jour	1		
Vidange 2 fois / jour	1		
Vidange 3 fois / jour	1		
Livraison/Mise en place et en service/Enlèvement	1		
Déplacement (sur la Commune)	1		
Maintenance: Nettoyage /Entretien / Vidange	1		
PACK: WC autonome (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec une vidange)	1		
PACK: WC autonome PMR (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec une vidange)	1		
PACK: WC autonome VIP (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec une vidange)	1		
PACK: WC autonome (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec 2 vidanges)	1		
PACK: WC autonome PMR (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec 2 vidanges)	1		
PACK: WC autonome VIP (Livraison / Mise en place / Enlèvement / Maintenance comprenant le nettoyage et l'entretien avec 2 vidanges)	1		

# MODELE 4

***Intitulé du projet***

***Commune(s) concernée(s)- Département(s)***

**Etude d'évaluation des incidences Natura 2000**

**Site principal : pSIC/SIC/ZPS « NOM DU SITE – FR XXXXXXX »**

**Autre(s) site(s) concerné(s) à mentionner**



## CAHIER DES CHARGES TYPE

### ANNEXE DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Dressé par	Maîtrise d'ouvrage	Date
------------	--------------------	------

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 1/1



---

## SOMMAIRE

---

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>1. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>4</b>
1.1 CONNAISSANCE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	4
1.2 VALIDATION PAR LES SERVICES DE L'ÉTAT (FACULTATIF MAIS RECOMMANDE)	4
<b>2. CADRE GÉNÉRAL DE LA PRESTATION</b>	<b>4</b>
2.1 CONTEXTE	4
2.2 PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE	5
2.3 PRÉSENTATION DU SITE OU DES SITES NATURA 2000	5
2.4 DÉFINITION DE L'AIRE D'ÉTUDE	5
2.5 RESPONSABILITÉS ET DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE	6
2.5.1 MAÎTRISE D'OUVRAGE	6
2.5.2 CHARGE D'ÉTUDE	6
<b>3. CONTENU DE L'ÉTUDE</b>	<b>6</b>
3.1 CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE	6
3.2 PRESTATION À RÉALISER	6
3.3 CONTENU DU RAPPORT D'ÉTUDE	9
<b>4. RENDU DE L'ÉTUDE</b>	<b>9</b>
4.1 CARTOGRAPHIE	9
4.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES	10
4.2.1 RENDU PAPIER	10
4.2.2 RENDU INFORMATIQUE (À TITRE D'EXEMPLE)	10
<b>5. CONTACTS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET RÉUNIONS DIVERSES</b>	<b>10</b>
<b>6. PRÉSENTATION DE L'OFFRE</b>	<b>11</b>
<b>7. ANNEXES</b>	<b>11</b>

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 2/2



## PRÉAMBULE

Les articles L.414-4 et R.414-19 du code de l'environnement prévoient que les projets ou les programmes de travaux, ouvrages et aménagements susceptibles d'affecter de façon notable un site NATURA 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site.

Le présent cahier des charges est un cahier des charges type qui définit les prestations à accomplir pour établir l'étude d'évaluation des incidences dont le contenu sera conforme au contenu fixé par l'article R.414-21 du code de l'environnement.

En fonction des projets, ce cahier des charges pourra être adapté par le maître d'ouvrage du projet car **l'évaluation doit être proportionnée à la nature et à l'importance du projet ou du programme en cause.**

### Conseils au maître d'ouvrage :

Avant la réalisation du cahier des charges, le maître d'ouvrage doit déterminer quel(s) est (sont) les sites Natura 2000 concerné(s) par son projet.

Un **1<sup>er</sup> repérage** est donc nécessaire à l'aide de l'outil informatique :

- Site internet du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable  
<http://www.natura2000.fr/>
- Site internet de la DIREN LR  
<http://www.languedoc-roussillon.ecologie.gouv.fr/>
- L'inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)  
<http://inpn.mnhn.fr/isb/index.jsp>

Il est recommandé de se poser la question de l'existence ou non d'une ou plusieurs **solutions alternatives** au projet le plus tôt possible (par exemple, préférer une implantation du projet hors site Natura 2000 si c'est possible), afin de conduire l'alternative la moins impactante sur le ou les sites Natura 2000 (l'évaluation peut permettre d'identifier cette solution).

A ce stade, il est également recommandé de vérifier si le projet présente des **raisons impératives d'intérêt public**.

Puis, la réflexion porte chronologiquement sur trois points :

⇒ la réalisation d'un **pré-diagnostic : description du projet et du ou des sites concernés**

⇒ la réalisation d'un **diagnostique : analyse des impacts, temporaires ou permanents**

S'il résulte de l'analyse que le projet peut avoir des **effets notables dommageables**, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces au regard des objectifs de conservation du site :

⇒ le dossier d'évaluation est complété par la présentation des **mesures de nature à supprimer ou à réduire ces effets dommageables, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.**

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 3/3

Lorsque, **malgré les mesures prévues ci-dessus, le projet peut avoir des effets notables dommageables** sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces au regard des objectifs de conservation du site :

⇒ le dossier expose en outre :

- les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autres solutions alternatives satisfaisantes moins impactantes ;
- les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet pour des raisons impératives d'intérêt public ;
- les mesures que le maître d'ouvrage envisage, en cas de réalisation du projet, pour compenser les effets dommageables ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.

## 1. GÉNÉRALITÉS

### 1.1 CONNAISSANCE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

En acceptant de fournir une proposition, le prestataire est réputé compétent sur l'ensemble du domaine concerné par la prestation. Il est réputé connaître la portée et le contenu des textes en vigueur, soit notamment le code de l'environnement et ses articles se référant au contenu de l'étude.

En l'absence de réserves ou d'observations lors de la remise des offres, toutes insuffisances ou contestations sur le contenu du dossier seront analysées en regard du contenu de code de l'environnement.

Le prestataire devra prendre à sa charge, sans contre-partie financière, les compléments ou rectificatifs à apporter qui résulteraient d'une non application des textes.

### 1.2 VALIDATION PAR LES SERVICES DE L'ÉTAT (facultatif mais recommandé)

Le maître d'ouvrage peut demander au prestataire à ce que l'étude d'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 soit soumise pour avis au service instructeur sous forme d'un « dossier minute » avant la finalisation du dossier. Le cas échéant, le prestataire pourra organiser une visite de terrain avec le service instructeur, le maître d'ouvrage et l'opérateur local Natura 2000.

A la réception, par le maître d'ouvrage, de l'avis émis par le service instructeur, le prestataire sera chargé d'intégrer les observations de celui-ci et de remettre au maître d'ouvrage un document définitif sans que cela entraîne un surcoût financier au maître d'ouvrage.

## 2. CADRE GÉNÉRAL DE LA PRESTATION

### 2.1 CONTEXTE

NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE a pour projet : NOM DU PROJET

*Descriptif succinct du projet : objectifs, caractéristiques techniques et de fonctionnement...*

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 4/4

Le projet NOM DU PROJET est soumis à un régime *préciser le régime* au titre de *préciser la réglementation*. Il concerne le (ou les) sites suivant(s) :

« NOMS DU OU DES SITE(S) – FR XXXXXXX »

Conformément aux articles L.414-4 et R.414-19 du code de l'environnement, ce projet est soumis au régime d'évaluation des incidences et doit faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces au regard des objectifs de conservation du site.

---

## 2.2 PRESENTATION DE L'ÉTUDE

---

L'étude vise à établir un document conforme à l'article R.414-21 du code de l'environnement.

Le présent cahier des charges définit les prestations attendues pour la réalisation d'une étude d'évaluation des incidences du projet NOM DU PROJET sur le ou les site(s) Natura 2000 concerné(s) (pSIC/SIC/ZPS) :

« NOM DU OU DES SITE(S) – FR XXXXXXX »

Elle porte sur :

- Soit les habitats naturels inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats - 92-43 CEE »,
- et/ou les espèces inscrites aux annexes de la directive « Habitats – Faune - Flore » ainsi que leurs habitats,
- et/ou les espèces figurant à l'annexe I de la directive « Oiseaux – 79-409 CE » et espèces migratrices régulières.

La présente étude analyse les effets du projet sur la conservation des habitats et des espèces pour lesquels le(s) site(s) cité(s) ci-dessus a (ont) été transmis ou désigné(s) au regard du Formulaire Standard des Données (FSD) du ou des sites.

Préciser si l'étude d'incidence Natura 2000 est produite dans le cadre d'une étude d'impact ou d'une étude d'incidence « Loi sur l'Eau ».

---

## 2.3 PRESENTATION DU SITE OU DES SITES NATURA 2000

---

La présentation du ou des sites Natura 2000 nécessite :

- la consultation des fiches de présentation du ou des site(s) Natura 2000 sur le site Internet du MEDAD : <http://www.natura2000.fr/>.
- le listing des sites concernés par le projet : Site(s) d'Importance Communautaire / Zone(s) de Protection Spéciale « NOM DU SITE OU DES SITES – FR XXXXXXX » a (ont) été proposé(s) / désigné(s) par arrêté(s) ministériel(s) le DATE(S).
- l'identification des habitats naturels au regard des objectifs de conservation du site (cf. FSD) : Intitulé(s) et code(s) Natura 2000 des habitats naturels concernés.
- et/ou l'identification des espèces au regard des objectifs de conservation du site (cf. FSD) : Intitulé(s) et code(s) Natura 2000 des espèces concernées.
- L'identification du DOCOB s'il existe.

---

## 2.4 DÉFINITION DE L'AIRE D'ÉTUDE

---

Dans la mesure du possible, le maître d'ouvrage définit l'aire d'étude. Par ailleurs, le prestataire peut réaliser son offre sur une autre aire d'étude adaptée au regard des éléments étudiés. Le prestataire devra justifier sa nouvelle aire d'étude.

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 5/5

---

## 2.5 RESPONSABILITES ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

---

### 2.5.1 MAITRISE D'OUVRAGE

NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE est le maître d'ouvrage de l'opération.

NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE      adresse postale

Contacts :

Prénom NOM

Tél. : XX XX XX XX XX / courriel : xxxxx@xxxxxx

Fax : XX XX XX XX XX

### 2.5.2 CHARGE D'ETUDE

La conduite de l'étude est confiée à un prestataire qui se conforme au présent cahier des charges. Il désigne, au sein de sa structure, un chargé d'étude qui est l'interlocuteur du maître d'ouvrage pour le suivi de l'étude.

## 3. CONTENU DE L'ETUDE

---

### 3.1 CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE

---

Le travail s'effectuera sur la base de :

- Une analyse des **données bibliographiques**, des **bases de données et des rapports d'étude les plus récents** possibles ainsi que le **recueil d'information auprès d'experts locaux** ;
- Un **travail de terrain** permettant de répondre aux objectifs de l'étude : le prestataire adaptera les méthodes d'inventaire en fonction des connaissances acquises lors de la phase bibliographique, en fonction de la taille et des spécificités de la zone d'étude et en fonction des caractéristiques des habitats et de la biologie des espèces et de l'importance de leurs populations sur le site ;
- Un travail **d'analyse, de synthèse, de rédaction et de cartographie**.

Il s'agit de réaliser tous les points définis ci-dessus **pour chaque site concerné** « NOM DU OU DES SITES » FR XXXXXXX.

X **réunions** de travail seront prévues dans le cadre de l'étude. Une réunion de restitution de l'étude sera également réalisée.

---

### 3.2 PRESTATION A REALISER

---

Le prestataire a pour mission de réaliser une évaluation des incidences en s'aidant des guides méthodologiques existants (exemple du guide méthodologique pour les projets ou programmes d'infrastructures et d'aménagements sur les sites Natura 2000 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable – 2004).

Les points suivants devront être réalisés.

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 6/6



## **I. Pré-diagnostic**

### **I.1 Localisation du projet et du ou des sites**

- Localisation du projet par rapport au(x) site(s) à une échelle adaptée : projet à l'intérieur ou à l'extérieur du ou des site(s) ;
- Localisation du ou des site(s) Natura 2000 au sein de la région ;
- Description du contexte écologique et du projet à l'aide d'une carte établie à l'échelle locale.

### **I.2 Présentation du projet**

- Définition du maître d'ouvrage (et des maîtres d'œuvre),
- Objectifs du projet,
- Caractéristiques techniques et de fonctionnement du projet,
- Financement du projet,
- Aménagements connexes au projet,
- Liens éventuels avec d'autres projets,
- Modalités de construction, d'exploitation, d'entretien et de fin d'exploitation.

### **I.3 Etat des lieux du patrimoine naturel, description du ou des sites et présentation de l'état de conservation des habitats et des espèces**

Un état des lieux du patrimoine naturel concerné par le projet doit être réalisé :

- listing et description des périmètres réglementaires (Natura 2000, réserves naturelles régionales et nationales, parcs nationaux, sites classés, arrêté préfectoral de protection de biotope...) ou d'inventaires (Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique, Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) ;
- listing et description des habitats naturels et des espèces au regard des objectifs de conservation du site.

Le statut de conservation des habitats et des espèces (en région, en France...) et l'état de conservation des habitats et des espèces ainsi que leur valeur patrimoniale (hiérarchisation) sur le ou les sites Natura 2000 doivent être clairement décrits.

La récolte de données se fait à l'aide de :

- bibliographie : exploitation de tous les documents disponibles concernant le(s) site(s) : Formulaire Standard des Données (FSD), Documents d'Objectifs (DOCOB), ZNIEFF, ZICO ;
- consultations : Direction Départementale de la Forêt (DDAF), Inventaire Forestier National (IFN), Office Nationale de la Forêt (ONF), Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), Office Nationale de la Chasse

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 7/7

et de la Faune Sauvage (ONCFS), structures naturalistes, techniques et scientifiques, sites Internet du Ministère de l'Énergie, l'Écologie et du Développement Durable, du Muséum National d'histoire Naturelle (MNHN) et de la DIREN LR.

Les sources des données seront clairement annoncées.

Ces données seront complétées par des expertises de terrain. La description de la méthodologie des inventaires, la pression d'inventaires, la localisation et la justification des inventaires seront précisément établis.

A ce stade, l'aire d'étude sera clairement identifiée.

## **II. Diagnostic**

### **Analyse des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur l'état de conservation des habitats et des espèces**

L'analyse des incidences permettra :

- D'identifier les risques de détérioration des habitats et de perturbation des espèces ;
- De quantifier les risques de détérioration et /ou de destruction des habitats ainsi que les risques de perturbation des espèces ;
- De quantifier les incidences cumulatives, si d'autres projets ont des incidences significatives sur le site en conjugaison avec le projet examiné.

Dans tous les cas, l'analyse portera sur :

- toutes les phases du projet : construction, exploitation, entretien,
- chaque habitat et chaque espèce concerné et ce, sur le plan local, régional et biogéographique,
- les impacts directs ou indirects, permanents ou temporaires,

L'analyse permettra de déterminer l'existence ou non d'effets notables dommageables du projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au regard des objectifs de conservation du site.

## **III. Mesures pour supprimer ou réduire les incidences dommageables**

Dans la présentation des mesures pour supprimer ou réduire les incidences dommageables du projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces du site, il s'agit de définir :

- la nature des mesures,
- le domaine d'application des mesures : pendant la phase de construction, d'exploitation ou d'entretien,
- les incidences résiduelles après application des mesures,
- les dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à ces mesures.

#### IV. Raisons justifiant la réalisation du projet et mesures compensatoires = tranche conditionnelle

Après avoir démontré l'absence de solutions alternatives de moindre incidence, l'étude doit porter sur :

- La description des raisons impératives d'intérêt public ;
- La justification de la réalisation du projet pour ces raisons ;
- La description et localisation des mesures compensatoires ;
- La présentation des coûts relatifs aux mesures compensatoires ;
- La description des modalités de mise en œuvre des mesures compensatoires ;
- La description des modalités de suivi des mesures compensatoires.

---

### 3.3 CONTENU DU RAPPORT D'ETUDE

---

Le rapport comportera les points suivants :

- **Un résumé non technique** du contenu de l'étude d'évaluation
- **Un sommaire**
- **Une introduction** présentant les objectifs et le cadre de l'étude
- **Un corps de texte** détaillant les différentes parties de l'étude
- **Une conclusion**
- **Un glossaire et une liste des abréviations**
- **Une liste bibliographique**
- **Des cartes établies aux échelles appropriées**
- **Schémas, illustrations...**

Le rapport précisera aussi les sources d'informations utilisées, la liste des personnes et experts consultés, les matériels, les méthodes et un bilan de toutes les actions menées dans le cadre de l'étude.

## 4. RENDU DE L'ÉTUDE

---

### 4.1 CARTOGRAPHIE

---

Tous les documents cartographiques seront livrés sous forme papier dans un format manipulable et *sous forme numérique aux formats spécifiés (facultatif)*.

Les cartes qui seront obligatoirement intégrées au rapport d'étude figurent dans le tableau ci-dessous. Les tableaux d'assemblage seront produits lorsque cela sera nécessaire. Le prestataire devra réaliser toute autre carte thématique utile à la bonne compréhension de l'étude.

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 9/9

Type de carte à fournir
Carte de localisation du projet
Situation du projet par rapport au(x) site(s) <i>aux échelles régionales et locales</i>
Carte de l'aire d'étude
Carte d'occupation du sol (végétation, activités humaines..)
Carte des réseaux écologiques
Cartes des habitats naturels d'intérêt communautaire
Répartition des espèces – habitats d'espèce <i>en précisant les zones des différents stades de cycle de vie</i>
Carte des ZNIEFF, des ZICO, des réserves...
Carte de localisation des impacts sur les habitats et espèces
Carte de localisation des mesures compensatoires...

Les cartes thématiques seront conçues comme des documents de communication avec un souci de lisibilité. L'édition des cartes privilégiera dans tous les cas une échelle adaptée.

Toute carte devra comporter un titre, une légende, une échelle graphique, la position du nord, la date de réalisation de la carte, le nom du titulaire (éventuellement celui ou ceux de ses sous-traitants ou co-traitants), un rappel des sources de données utilisées, le logo du Maître d'ouvrage et, pour les cartes partielles, un petit encart montrant sa situation sur le site.

## 4.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

### 4.2.1 RENDU PAPIER

Le rapport d'étude sera communiqué au maître d'ouvrage sous forme papier en X exemplaires dont X reliés.

### 4.2.2 RENDU INFORMATIQUE (A TITRE D'EXEMPLE)

Le rapport d'étude sera communiqué au maître d'ouvrage sous formats informatiques.

Les fichiers numériques SIG seront livrés au format PC sur CD-ROM, aux formats Shape et d'export E00 d'ARC/INFO et Mif Mid de Map Info. Le format MS-WORD est retenu pour les textes, le format MS-EXCEL pour les tableaux.

Une version PDF sera exigée.

Les couches SIG rendues devront avoir été topologiquement vérifiées, cela vaut pour les couches issues de données source externe au maître d'ouvrage ou pour les données issues du maître d'ouvrage mais ayant fait l'objet de traitement.

Les normes, formes et conditions de mise à disposition des données informatiques sont précisées en annexe 1 au présent cahier des charges.

## 5. CONTACTS AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET REUNIONS DIVERSES

Le prestataire s'engage à tenir régulièrement informé le maître d'ouvrage sur l'avancement de son travail et à signaler tout problème particulier. Il participe à X réunions de travail et à une réunion de restitution du rapport final.

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 10/10



Le rendu de l'étude se fera sous les formes suivantes :

1. **rédaction d'un rapport d'étude** ;
2. **restitution orale de l'étude auprès du maître d'ouvrage et des services de l'Etat concernés** selon la demande.

## 6. PRESENTATION DE L'OFFRE

Les candidats fourniront à l'appui de leur proposition :

- Une **note** précisant la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre pour mener à bien l'ensemble de la démarche ainsi que les efforts de prospection de terrain qui seront mis en œuvre ;
- La **liste des références** des études déjà conduites dans les domaines considérés et les compétences des personnels mis à disposition pour la réalisation de l'étude ;
- Un **calendrier prévisionnel** des différentes phases de la prestation, le délai d'exécution des travaux étant fixé au DATE par l'article X du CCAP ;
- Une **proposition financière** : détail descriptif et estimatif de la prestation avec montants HT et TTC ou nets de taxes exprimés en Euro ;
- Le présent **cahier des charges paraphé et signé**.

## 7. ANNEXES

- Annexe 1 : Prescriptions techniques pour la présentation et la structuration des données cartographiques
- Annexe 2 : Périmètre(s) et Formulaire(s) Standard(s) des Données du site ou des sites Natura 2000

Le Titulaire

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(Signature précédée de la mention « Lu et Accepté »)

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 11/11

**ANNEXE 1 : Prescriptions techniques pour la présentation et la structuration des données cartographiques**

**A - Normes, formes et conditions de mise à disposition**

Les fichiers numériques seront fournis sur CD-ROM.

Les textes seront au format MS-WINWORD, les tableaux au format MS-EXCEL.

Les graphiques pourront être livrés au format d'échange DXF (s'il s'agit de saisies purement graphiques) ou dans le format shape, s'ils comportent des attributs.

Dans le cas où le fichier est fourni au format DXF, il devra comporter les noms de plans, blocks, types de lignes, et couleurs appropriées.

Dans le cas où le fichier est livré au format MAPINFO, il devra de plus comporter le code de l'objet et les attributs.

Les normes, formes et conditions de mise à disposition des données informatiques sont complétées par une convention de mise à disposition des données qui devra être approuvée par l'opérateur à la signature du marché sans modification ni réserve.

**B - Structure des données géographiques**

Toutes les cartes sont fournies dans le **système de projection Lambert II étendu** (dénommé « Lambert II Carto » sous MapInfo) et **les données surfaciques sont calculées en utilisant la méthode appelée « cartésienne »**.

Les descripteurs d'objets supplémentaires éventuellement nécessaires à l'opérateur figureront dans des tables séparées (tableaux Excel, par exemple) qui pourront alors faire l'objet d'une jointure avec ces tables géographiques.

**Les données acquises dans le cadre de la présente étude ont vocation à intégrer le volet régional du Système d'Information sur la Nature et les Paysages. Conformément aux recommandations du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel du Languedoc-Roussillon, elles doivent être saisies selon les prescriptions du cahier des charges pour le recueil des données naturalistes élaboré dans le cadre de la modernisation des ZNIEFF.**

**ANNEXE 2 : Périmètre et Formulaire Standard de Données  
du ou des sites NATURA 2000**

**Le FSD du ou des sites concerné(s) est téléchargeable sur le site Internet de l'INPN :**  
rubrique NATURA 2000/Base de données/Sites – FR XXXXXXX – « NOM DU OU DES  
SITES »

**La Fiche de description du ou des sites FR XXXXXXX est téléchargeable sur le site  
Internet du MEDAD :** rubrique « Nos missions - Biodiversité-paysages – Portail Natura  
2000 »

**Le(s) périmètre(s) est (sont) téléchargeable(s) sur le site Internet de la DIREN LR :**  
rubrique « Diffusion de données ».

*Insérer la carte du périmètre du ou des sites Natura 2000 concerné(s)*

Maître d'Ouvrage  
adresse

Nom du projet  
Etude d'évaluation des incidences Natura 2000

page 13/13

## 2<sup>ème</sup> Volet



## *Modèle 1*

**COMPOSITION DE LA DECLARATION**  
**AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 à L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**(Article R 214-32 du code de l'environnement pris en application**  
**des articles L 214-1 0 l 214-6 du Code de l'Environnement)**

La déclaration, remise en 3 exemplaires, comprend :

**1 - Le nom et l'adresse du demandeur,**

**1 bis - la délibération du maître d'ouvrage approuvant le projet, manifestant sa volonté de l'exécuter et demandant l'ouverture d'une instruction loi sur l'eau**

**2 - L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés,**

**3 - La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquels ils doivent être rangés,**

**4 - Un document :**

- indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en oeuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques,

- comportant, lorsque le projet est de nature à affecter de façon notable un **site Natura 2000** au sens de l'article L 414-4 du code de l'environnement, **l'évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation du site,**

- justifiant le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L 211-1 du code de l'environnement ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par le décret N° 91-1289 du 19 décembre 1991,

- précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.

Ce document est adapté à l'importance du projet et de ses incidences. Les informations qu'il doit contenir peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Lorsqu'une étude d'impact ou une notice d'impact est exigée en application des articles R 122-5 à R 122-9 du code de l'environnement, elle est jointe à ce document qu'elle remplace si elle contient les informations demandées.

**5 - Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus,**

**6 - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées au 3 ou au 4.**

**7 - Lorsqu'il s'agit de stations d'épuration d'une agglomération d'assainissement ou de dispositifs d'assainissement non collectif :**

**1. Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant :**

a) Une description de la zone desservie par le système de collecte et les conditions de

raccordement des immeubles desservis, ainsi que les déversements d'eaux usées non domestiques existants faisant apparaître, lorsqu'il s'agit d'une agglomération d'assainissement, le nom des communes qui la constituent et sa délimitation cartographique ;  
 b) Une présentation de ses performances et des équipements destinés à limiter la variation des charges entrant dans la station d'épuration ou le dispositif d'assainissement non collectif ;  
 c) L'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies ;  
 d) Le calendrier de mise en oeuvre du système de collecte.

## **2. Une description des modalités de traitement des eaux collectées indiquant :**

a) Les objectifs de traitement retenus compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices ;  
 b) Les valeurs limites des pluies en deçà desquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment ;  
 c) La capacité maximale journalière de traitement de la station pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollution traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) ;  
 d) La localisation de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif et du point de rejet, et les caractéristiques des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;  
 e) Le calendrier de mise en oeuvre des ouvrages de traitement ;  
 f) Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif.

## **8 - Lorsqu'il s'agit de déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées :**

a) Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies ;  
 b) Une détermination du niveau d'intensité pluviométrique déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau ;  
 c) Une estimation des flux de pollution déversés au milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus au b) ci-dessus et l'étude de leur impact.

## **9 - Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R 214-1 (barrages de retenue et digues de canaux)**

a) En complément des informations prévues au 5°, des consignes de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue,  
 b) Une note décrivant les mesures de sécurité pendant la première mise en eau,

## **10 - Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l'article R 214-1 (digue)**

a) En complément des informations prévues au 5°, des consignes de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue,  
 b) Une étude de dangers si l'ouvrage est de classe A, B ou C.

## **11 - Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L 215-15, la demande comprend en outre :**

a) La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention,  
 b) S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés,  
 c) Le programme pluri-annuel d'interventions,  
 d) S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau.

## **12 – Pour les collectivités, une délibération de la collectivité (obligatoire)**

### Préambule

Les installations, travaux, ouvrages ou activités susceptibles d'avoir une incidence sur un cours d'eau, une zone humide, ou tout autre milieu aquatique, relèvent du champ d'application du Code de l'Environnement. A ce titre, ils peuvent nécessiter une procédure réglementaire, dont le champ d'application est défini aux articles R.214-6 à R.214-56 du même code.

Les informations demandées dans ce formulaire sont destinées à évaluer l'impact du projet sur les milieux aquatiques. La réglementation européenne exige l'atteinte du bon état général des eaux en 2015. Elle impose ainsi que les ouvrages ou activités ayant un impact sur les milieux aquatiques soient conçus et gérés dans le respect des équilibres et des différents usages de l'eau.

Le document, après avoir été complété, doit être envoyé avec les pièces jointes en 3 exemplaires à l'adresse suivante :  
DISE du Gard, Guichet Unique de l'Eau, DDTM, 89 rue Wéber – CS 52002 - 30907 Nîmes cedex 2

---

### **DOSSIER DE DECLARATION SIMPLIFIE AU TITRE DE LA RUBRIQUE 3.1.5.0** de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement

#### **Procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement**

« Les installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens dont la destruction concerne une surface inférieure à 200 m<sup>2</sup> de frayères, sont soumis à déclaration. »

---

#### **⇒ AUTRES RUBRIQUES APPLICABLES :**

- ☐ 3.1.1.0. = « Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues ou un obstacle à la continuité écologique<sup>1</sup>. »
- ☐ 3.1.2.0. = « Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau »
- ☐ 3.1.3.0. = « Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau »
- ☐ 3.1.4.0. = « Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres de végétales vivantes »
- ☐ 3.2.1.0. = « Entretien de cours d'eau ou de canaux » (curage)

<sup>1</sup>La continuité écologique se définit par la libre circulation des poissons et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.

---

#### **⇒ DESCRIPTION RAPIDE DU PROJET : NATURE ET OBJECTIFS**

---

---

---

---

#### **⇒ PIECE 1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Adresse mail : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

---

## ⇒ **PIECE 2 EMLACEMENT DES TRAVAUX**

Commune(s) : \_\_\_\_\_ Lieu dit : \_\_\_\_\_

Cours d'eau : \_\_\_\_\_ En eau toute l'année ? Oui Non Inconnu  
 A sec en été ? Oui Non Inconnu

Bassin versant : \_\_\_\_\_ En eau uniquement après une pluie ? Oui Non Inconnu

Parcelles n° : \_\_\_\_\_ Propriétaire : \_\_\_\_\_

**Le projet est-il situé en site Natura 2000, ou est-il susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ?** ☐ oui ☐ non

**Les données relatives au réseau Natura 2000 sont accessibles à l'adresse suivante :**  
[www.gard.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.gard.equipement-agriculture.gouv.fr)

Dans l'affirmative :

1) Préciser le site concerné et les incidences potentielles du projet au regard des objectifs de conservation du site :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

2) Fournir une étude d'évaluation des incidences au titre de l'article L. 414-4 du Code de l'Environnement (un formulaire simplifié est disponible sur le site indiqué ci-dessus)

## ⇒ **PIECE 3 NATURE DES TRAVAUX**

Cette pièce doit expliciter l'objet des travaux qui nécessitent une intervention dans le lit en eau : la nature, la consistance, le volume de matériaux impacté, la longueur de berge ou de lit concernée, etc.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



## MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

Cette pièce doit expliciter le déroulement du chantier : la date prévue de réalisation et la durée prévisionnelle, le mode opératoire, la mise en assec partiel éventuelle, les engins utilisés et leurs modalités de circulation, les matériaux utilisés, les mesures de suivi, le démantèlement du chantier, la remise en état du site, etc.

Elle doit indiquer dans quelle mesure le demandeur met en œuvre les moyens nécessaires à la limitation voire la suppression des impacts sur la qualité de l'eau : mise en place de batardeaux, pêche de sauvegarde, précautions en cas de montée des eaux, etc.

**CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE** : engendrer des départs de matières en suspension, modifier les berges, détruire la végétation, enlever des matériaux, faire circuler les engins dans l'eau, engendrer des mortalités de poissons, etc.

## ⇒ **PIECE 5 INCIDENCE DES TRAVAUX ET MESURES COMPENSATOIRES**

Cette pièce doit expliciter les différentes incidences qu'aura le projet une fois les travaux terminés : modification des conditions d'écoulement, artificialisation des berges ou suppression de la végétation, colmatage du fonds du lit, destruction d'abris pour la faune aquatique, interruption de la circulation des poissons, stockage de sédiments, etc.

Elle doit indiquer les mesures compensatoires proposées par le demandeur en cas d'absence de solution alternative.

⇒ **PIECE 6 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE**

Le projet doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (article L.212-1 du Code de l'Environnement), sous peine de refus par l'administration. Le SDAGE fixe pour la période 2010-2015, en application de la réglementation européenne, les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin, et les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2015.

**Les données relatives au SDAGE sont accessibles à l'adresse suivante :  
<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/>**

Masse(s) d'eau concernée(s) par le projet :

État global de la (des) masse(s) d'eau concernée(s) par le projet :

Cette pièce doit expliciter en quoi le projet est compatible avec le SDAGE et notamment le respect des objectifs d'amélioration de la qualité.

---

### ⇒ **PIECE 7 ELEMENTS GRAPHIQUES**

---

Afin de préciser les éléments fournis dans les pièces 2 à 6, le demandeur fournira :

- Un extrait de carte IGN au 1/25000<sup>ème</sup> avec la **localisation exacte des travaux**, ainsi que le périmètre du site Natura 2000 affecté le cas échéant
- Des photographies du site avant travaux, avec éventuellement un photomontage ou un schéma du projet
- Des profils en long et en travers du cours d'eau, avec les cotes, avant et après travaux
- Un schéma côté de l'ouvrage projeté, faisant également apparaître les mesures correctrices proposées

---

### ⇒ **PIECE 8 ELEMENTS ADMINISTRATIFS**

---

Pour les collectivités : Délibération de la collectivité (obligatoire)



Fait à \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

Signature du  
demandeur

L'instruction du dossier est réalisée par le Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la DDTM, et a une durée minimale de deux mois. La réception du récépissé de déclaration vaut enregistrement du dossier et non autorisation de démarrer les travaux. Il convient de respecter les délais indiqués dans ce récépissé.

NB : il est rappelé que le fait de réaliser un ouvrage, une installation, des travaux ou une activité sans la déclaration requise, ou avant l'expiration du délai d'opposition, ou en cas de non respect des prescriptions attachées au projet, constitue une contravention de 5ème classe (art. R.216-12 du Code de l'Environnement).

## Modèle 2

2/2

### Déclaration d'ouverture d'une baignade aménagée

Je soussigné, (nom, qualité) ..... déclare procéder  
à l'installation de (x) baignade(s) aménagée(s) à (commune, adresse)  
.....

La date d'ouverture est fixée au .....

Dès son ouverture, l'installation sera conforme à la description contenue dans le dossier justificatif joint à la présente déclaration ; elle satisfera aux normes d'hygiène et de sécurité fixées par le décret n°81-324 du 7 avril 1981.

Je vérifierai aussi souvent que nécessaire l'aspect de la baignade et de ses abords pour m'assurer que rien ne compromet la sécurité et la salubrité des lieux. Le règlement des activités pratiquées et les résultats du contrôle sanitaire seront affichés conformément aux dispositions de l'article L. 1332-3 du Code de la Santé Publique et de l'article L. 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ils devront notamment être accessibles en permanence au public.

Fait à ....., le .....

Signature

### Dossier justificatif

Il comprend :

#### 1. Une fiche préparée selon le modèle ci-dessous :

- ◆ Établissement où se situe la baignade aménagée
- ◆ Nom de la baignade
- ◆ Adresse
- ◆ Propriétaire : Nom et Qualité
- ◆ Adresse
- ◆ Téléphone
- ◆ Fax
- ◆ Email
  
- ◆ Nature de la gestion : municipale, association loi 1901, société privée, autre.
- ◆ Nom du responsable de la gestion de la baignade aménagée
- ◆ Adresse
- ◆ Téléphone
- ◆ Périodes d'ouverture
- ◆ Horaires d'ouverture

#### 2. Plans des lieux, bassins ou plans d'eau

#### 3. Document précisant l'origine des eaux de baignade

## MODELE 3

### **DÉCLARATION DES PERSONNES DÉSIRANT EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT MENTIONNÉ AUX ARTICLES L. 322-1 et L. 322-2 DU CODE DU SPORT**

A déposer deux mois avant l'ouverture de l'établissement à la préfecture du siège de celui-ci.

A remplir en autant d'exemplaires qu'il y a d'établissements exploités par le déclarant.

#### **Partie 1**

##### **I. — Etat civil**

(pour les personnes physiques)

Nom :

Prénom :

Domicile :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Dénomination de l'établissement :

##### **II. - Dénomination sociale**

(pour les personnes morales)

Dénomination sociale :

Forme juridique :

Siège :

Nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile du représentant légal :

Domicile de l'exploitant :

##### **III. - Activité**

Objet principal de l'école ou de l'établissement déclaré :

- Objet principal :

- Objet secondaire :



Nature des disciplines enseignées ou pratiquées :

Lieu d'enseignement ou de pratique de ces disciplines :

Descriptif sommaire de l'établissement :

Existence de locaux à sommeil (rayer la mention inutile) :

Oui Non

Nota. — A cette déclaration doivent être jointes :

a) Pour l'exploitant :

Cas d'une personne physique :

— une copie d'une pièce d'identité ;

— une photographie d'identité ;

b) copie des statuts de personne morale (SARL, EURL, association), K BIS...

— s'il enseigne, encadre ou anime des activités physiques ou sportives, ou entraîne ses pratiquants contre rémunération : une copie de sa déclaration faite en application de l'article R. 212-85 du code du sport.

Toute personne procédant à cette déclaration fera l'objet d'une demande d'extrait de casier judiciaire (bulletin n° 2) auprès du service du casier judiciaire national, comme prévu à l'article A. 212-180 du code du sport et conformément à l'article 203 de la loi n°2004-204 du 9 mars 2004.

## **Partie 2**

### **Déclaration sur l'honneur**

Je soussigné, exploitant d'établissement d'activités physiques ou sportives, déclare que mon établissement remplit les conditions fixées par le code du sport.

Notamment :

— l'établissement se conforme aux règlements d'hygiène et de sécurité ;

— en un lieu visible de tous et accessible à tous, l'établissement comporte :

— un affichage des cartes professionnelles mentionnées à l'article R. 212-86 du code du sport modifié attestant de la qualification et de l'aptitude des personnes employées à l'enseignement, l'animation, l'encadrement, ou l'entraînement, contre rémunération, conformément aux dispositions de l'article L. 212-1 du code du sport, ainsi qu'un affichage des diplômes, titres, certificats de qualification professionnelle, autorisation ou, pour les personnes en formation, de l'attestation de stagiaire justifiant des exigences minimales préalables à la mise en situation pédagogique et de toute pièce justifiant du tutorat. Tout affichage de diplômes fédéraux non homologués ou de titres de championnat doit faire l'objet d'un affichage bien distinct des diplômes et titres mentionnés à l'article L. 212-1 du code du sport ;

— un affichage des garanties d'hygiène et de sécurité et des normes techniques particulières applicables à l'encadrement des activités physiques ou sportives enseignées ;

— un affichage du contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'exploitant, de ses préposés et des

pratiquants ;

— une trousse de secours pour les premiers soins en cas d'accident ainsi qu'un moyen de communication permettant l'intervention rapide des secours ;

— un tableau d'organisation des secours avec les adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence.

Je m'engage à informer de tout accident grave survenu dans un établissement.

Je m'engage à déclarer dans les mêmes formes toute modification d'un des éléments mentionnés dans la présente déclaration.

A le

Signature de l'exploitant

### **Plan de surveillance et d'organisation des secours :**

*L'annexe III-10 de l'article A 322-13 du code du sport donne un exemple de contenu de ce plan d'organisation de la surveillance et des secours : coordonnées de la baignade, plan d'ensemble de l'équipement et du matériel (de nage, de secours, de communication), fonctionnement général de l'établissement (ouverture, fermeture, fréquentation), personnel affecté à la surveillance et la sécurité, aux autres activités (nage, entretien, administratifs,...), organisation spéciale en cas d'accident (alarme, modalités de communication, d'évacuation,...).*

#### **IV/- Les modèles d'outils pour la gestion**

Cette partie de l'étude propose **2 Volets** :

**Le 1<sup>er</sup> Volet** comporte des **modèles de conventions** :

- Bail à construction
- AOT
- Communes/Communauté pour la mise à disposition de biens

**Le 2<sup>ème</sup> Volet** comporte des modèles **d'arrêté municipaux** :

- Pour la baignade non surveillée
- Pour l'interdiction de baignade

# 1<sup>er</sup> Volet

# MODELE 1

## **BAIL A CONSTRUCTION**

Le bailleur, par ces présentes, donne à bail à construction dans les termes de la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964, du décret n° 64-1323 pris pour son application et, éventuellement de tous les textes subséquents pouvant être pris en cette matière, au preneur, ici présent et qui accepte, les biens et les droits immobiliers ci-après désignés.

## **DESIGNATION**

**Sur la commune de .....(Département)**

Un terrain à bâtir figurant au cadastre de ladite commune sous les relations suivantes :

sect.	n°	lieu-dit	contenance
Contenance totale			

Tel que ledit bien existe avec ses aisances, attenance et dépendances, et les droits de toute nature qui y sont attachés, sans exception ni réserve.

## **ETAT DE L'IMMEUBLE - URBANISME - SERVITUDES**

**I-** Le preneur prendra l'immeuble présentement loué dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol et du sous-sol, vices même cachés, comme aussi sans aucune garantie d'erreur dans la désignation et dans la contenance indiquée, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins.



**II-** Le preneur fera son affaire personnelle de toutes servitudes administratives qui peuvent grever l'immeuble loué et qui résulteraient des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre réglementaire s'appliquant à la commune de ....., et spécialement au site de.....

**III-** Le preneur fera son affaire personnelle et sans recours contre le bailleur des servitudes de toute nature pouvant grever le bien loué sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe.

A cet égard, le bailleur déclare qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes que celles pouvant résulter de la situation du bien à l'égard de l'urbanisme, de l'état naturel des lieux, ou de la loi.

### **DUREE**

Ce bail à construction est consentie et accepté pour une durée de ..... entières et consécutives à compter de la signature du présent bail.

En aucun cas, la durée du présent bail à construction ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction.

### **DESTINATION DES LIEUX LOUES**

Les locaux présentement loués pourront être destinés à l'exercice de .....

Conformément à l'objet social du preneur

### **OU**

Les lieux présentement loués sont exclusivement destinés à :

Exemples :

- assurer le développement et la promotion des activités sportives de .....
- concourir au développement d'activités sportives et touristiques

- d'œuvrer à la connaissance, la protection et la mise en valeur de l'environnement naturel

Le preneur ne pourra, sous aucun prétexte, modifier, même momentanément, cette destination, sans l'accord exprès du bailleur.

En cas d'infraction à la présente clause le bailleur aura le choix entre faire cesser l'infraction de la présente obligation ou procéder à la résiliation du bail.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

La présente convention a lieu sous les conditions suivantes :

#### **1°) Engagement de construction :**

Le preneur s'oblige à édifier ou à faire édifier à ses frais, sur les parcelles non construites, des constructions conformes aux plans et devis descriptifs analysés en l'exposé qui précède.

Il ne pourra apporter au projet de construction ainsi défini aucune modification d'exécution ou de détail sans avoir obtenu par écrit l'accord exprès du bailleur à leur sujet.

Le preneur s'oblige à poursuivre l'édification desdites constructions jusqu'à leur complet achèvement ainsi que des éléments d'infrastructure ou d'équipement qui peuvent être nécessaires à la desserte et, d'une manière générale, à l'utilisation de l'immeuble projeté.

Les constructions devront être édifiées conformément aux règles de l'art, aux prescriptions réglementaires et aux obligations résultant

Selon le cas  
du permis de construire  
de la déclaration  
de l'autorisation

Le preneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour n'apporter de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines, particulièrement en ce qui concerne les travaux de terrassement et de fondations.

## 2°) Délai d'exécution des travaux :

Le preneur s'oblige à exécuter les travaux et à les mener de telle manière que les constructions projetées et les éléments d'infrastructure et d'équipement soient totalement achevés dans les ..... ans à compter de la signature des présentes.

Le délai ainsi fixé est basé sur les possibilités normales d'approvisionnement et de main d'œuvre.

Les travaux seront poursuivis de façon continue et sans aucune interruption sauf cependant pour le cas de force majeure ne provenant pas du fait des entrepreneurs qui en seront chargés, tels que grèves ou intempéries pouvant nuire à la bonne exécution ou compromettre la solidité des ouvrages.

En cas de force majeure définie comme il précède, l'époque prévue pour l'achèvement sera différée d'un temps égal à celui pendant lequel l'événement considéré aura mis obstacle à la poursuite des travaux.

Au cas où le preneur n'aurait pas achevé les travaux dans les délais précités, sauf délais supplémentaires obtenus auprès de M..... (propriétaire) ou M.....Maire de la commune de..... Le bailleur pourra prendre toutes dispositions pour procéder à cet achèvement.

Cette obligation ne fera pas obstacle au droit du bailleur d'exiger l'exécution des conditions du bail ou de poursuivre la résiliation.

## 3°) Détermination de l'achèvement :

L'obligation d'achever les constructions qui incombe au preneur comporte, pour ce dernier, celle d'obtenir, le moment venu, le récépissé de la déclaration d'achèvement prévue par le Code de l'urbanisme.

## 4°) Détermination de la conformité

Le preneur s'oblige à faire toute diligence pour obtenir dans les plus brefs délais, le certificat de conformité prévu par la réglementation

Il s'oblige également à notifier ce certificat au bailleur et à en effectuer le dépôt au rang des minutes du notaire soussigné.

Le preneur, ayant seul la qualité de maître de l'ouvrage, restera seul qualifié pour donner les instructions nécessaires à la poursuite des travaux que pour prononcer la réception d'abord provisoire, puis définitive des constructions projetées.

Pour vérifier la conformité des constructions prévues au présent bail à construction avec les plans et devis qui déterminent les conditions techniques dans lesquelles l'immeuble doit être réalisé, le bailleur disposera d'un délai de deux mois à compter de la constatation de l'achèvement de l'immeuble dans les conditions ci-dessus exposées sans, toutefois, que ce délai puisse excéder un mois à compter de la notification qui lui aurait été faite par le preneur par lettre recommandée avec accusé de réception, de la délivrance du certificat de conformité.

Au cours de ce délai, le bailleur pourra notifier au preneur, par lettre recommandée, les défauts de conformité qu'il aura constatés.

Cette notification conservera, au profit du bailleur, tous recours et actions contre le preneur.

Par contre, une fois expiré le délai ci-dessus prévu, le bailleur ne pourra plus élever de nouvelles contestations relatives à la conformité.

#### 5°) Constitution et acquisition de droits réels :

Le preneur pourra grever son droit au présent bail à construction et les constructions qu'il aura édifiées sur le terrain qui en est l'objet de privilèges et d'hypothèques.

Il pourra ainsi consentir, conformément à la loi, les servitudes passives indispensables à la réalisation des constructions prévues au bail ; toutes autres servitudes ne pourront être conférées qu'avec le consentement du bailleur.

Le bailleur donne également tous pouvoirs au preneur à l'effet d'acquérir les servitudes, mitoyennetés, droits de passage nécessaires à la réalisation des constructions prévues au présent bail à construction.

Ces pouvoirs sont conférés au preneur dans l'intérêt commun du bailleur et du preneur et en contrepartie des engagements contractés par le preneur envers le bailleur.

En conséquence, ces pouvoirs sont stipulés irrévocables. Ils expireront à la date de la délivrance du certificat de conformité des constructions prévues au présent bail à construction.

Le preneur devra, dans le délai de deux mois à compter de la délivrance du certificat de conformité, rendre compte au bailleur conformément à l'article 1993 du Code civil.

Il est expressément convenu au surplus que les sommes qui pourraient être payées à des tiers, au titre de ces acquisitions et en exécution des conventions passées par le preneur seront supportées exclusivement par ce dernier qui s'y oblige expressément.

A l'expiration du bail à construction par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les servitudes, autres que celles indispensables à la réalisation des constructions prévues et celles à la constitution desquelles le bailleur aurait consenti, ainsi que tous les privilèges et hypothèque conférés par le preneur, et ses ayants-cause, s'éteindront de plein droit.

Toutefois, si le bail prend fin par résiliation amiable ou judiciaire, les privilèges ou hypothèques visés au premier alinéa et inscrits, suivant le cas, avant la publication de la demande en justice tendant à obtenir cette résiliation ou avant la publication de l'acte ou de la convention la constatant, ne s'éteindront qu'à la date primitivement convenue pour l'expiration du bail.

#### 6°) Entretien des constructions :

Le preneur devra pendant tout le cours du bail conserver en bon état d'entretien les constructions édifiées et tous les aménagements qu'il y aura apportés, et effectuer à ses frais, et sous sa responsabilité, les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code civil et par l'usage ainsi que le remplacement de tous les éléments de la construction et de son aménagement au fur et à mesure que le tout se révélera nécessaire.

Le preneur devra notamment effectuer à ses frais et sous sa responsabilité tous travaux de ravalement prescrits par l'autorité publique aux époques et dans le temps imparti.

En cas de retard dans l'exécution de ces travaux, il supportera toutes amendes et pénalités de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété, ni recherché à ce sujet.

Le bailleur aura droit de faire visiter la propriété et les constructions par son architecte ou son mandataire une fois par an, à ses frais, pour s'assurer de l'exécution de tous travaux de ravalement, d'entretien et de réparation.



Le preneur répondra de l'incendie des constructions édifiées quelle qu'en soit la cause ; en cas de sinistre le preneur sera tenu de procéder à la reconstruction de l'immeuble ou à la remise en état des parties endommagées ou à la reconstruction des fractions détruites.

Si les constructions périssent par cas fortuit, ou force majeure, le preneur ne sera pas obligé de reconstruire le bâtiment ayant péri et la résiliation du bail pourra, à la demande de l'une ou l'autre partie, être prononcée par décision judiciaire qui statuera également sur les indemnités qui pourraient alors être dues.

#### Eventuellement 7°) Cession et apport en société :

Le preneur pourra céder, conformément à la loi, tout ou partie de ses droits ou les apporter en société à des tiers de son choix.

Les cessionnaires ou la société bénéficiaire de l'apport devront s'engager directement envers le bailleur à l'exécution de toutes les conditions du présent bail à construction.

Ils demeurent tenus solidairement entre eux et avec le preneur vis à vis du bailleur des mêmes obligations que le preneur et celui-ci en reste garant jusqu'à l'achèvement des constructions que le preneur s'est engagée à édifier aux termes du présent contrat.

Toutefois, en cas de fusion de la société preneuse, la société issue de la fusion ou la société bénéficiaire de l'apport sera substituée de plein droit à la société preneuse dans tous les droits et obligations découlant du présent bail à construction.

Le bailleur, dans la mesure seulement où l'obligation de garantie ne pourrait plus être assurée dans les termes de la convention, pourra demander au Tribunal, conformément à l'article 12 de la loi n° 66-538 du 24 juillet 1966 à y substituer éventuellement toutes les garanties que le Tribunal jugera suffisantes.

Toute cession ou tout apport en société devra être notifié, par exploit d'huissier, au bailleur qui conservera tout droit vis à vis tant du preneur que de ceux que ce dernier se sera substitué, avec solidarité et sans division entre eux tant que durera le présent bail.

Une copie exécutoire de l'acte sera délivrée au bailleur aux frais du cessionnaire.

### **(Eventuellement de préférence) PACTE DE PREFERENCE :**

Dans le cas de cession ci-dessus, le bailleur aura un droit de préférence dans les conditions ci-après :

Le preneur, avant de traiter avec un tiers, devra faire connaître au bailleur, par lettre recommandée avec accusé de réception délivrée au domicile ci-après élu, les nom, qualité et domicile de l'amateur, le prix par lui offert, les modalités de paiement, la fixation du jour de l'entrée en jouissance et les conditions de la vente, la lettre devant contenir une élection de domicile.

Dans les 15 jours de la mise à la poste de la lettre recommandée, le bailleur devra faire connaître de la manière ci-après indiquée au preneur, s'il entend exercer son droit de préférence et réaliser la vente à son profit moyennant le prix et sous toutes les conditions sans exception qui lui auront été indiquées, réalisation qui devra avoir lieu dans les 15 jours de l'envoi par le bailleur usant de son droit de préférence, de la lettre recommandée, l'avis devra être adressé au domicile élu dans celui reçu.

Dans le cas où le bailleur avisé de l'aliénation projetée n'aurait pas manifesté son intention d'user du droit de préférence dans le délai ci-dessus et, où de son fait, la vente n'aurait pas été réalisée par acte authentique dans les quinze jours suivants, cette vente pourra avoir lieu au nom de l'amateur désigné.

### **FORMALITES**

Le présent bail sera enregistré auprès du Centre des Impôts de ....., dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

Les frais d'enregistrement sont supportés par le locataire.

### **FRAIS**

Tous les frais des présentes seront supportés par le locataire qui s'y oblige.

## **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile à ..... Cette élection de domicile est attributive de juridiction.

Fait et signé en quatre exemplaire à ....., le .....

Le bailleur

Le preneur

Le notaire

.....

.....

.....

ANNEXE : Cartographie, plans des aménagements,...

## Modèle 2

### Modèle de CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Entre les soussignés

La communauté de communes de....., représenté par son Président en exercice, agissant au titre de la délibération du Conseil communautaire en date du.....

Et

Selon le cas Monsieur, ..... Madame....., domicilié.....

Vu

Le CGCT

La délibération en date du.....

Il a été convenu ce qui suit :

#### **1. Objet**

La présente convention a pour objet

De mettre temporairement à la disposition du cocontractant sus-désigné les parcelles référencées ci-dessous :

lieu-dit, réf cadastrales, quantité, superficie.....(préciser sous forme de tableau).....

- en vue de ..... (Préciser) du stationnement, du stockage du matériel,....

dans les conditions suivantes : ..... (préciser)

## **Eventuellement**

D'autoriser le cocontractant sus-désigné à l'installation des équipements usuels ou nécessaires à la pratique de..... dans les conditions suivantes :

..... (préciser)

Dans tous les cas, le cocontractant s'engage à ce que la pose et l'enlèvement des équipements nécessaires et utiles aux activités autorisées par la présente convention soient conformes à toute réglementation qui leur sont applicables.

## **2. Conditions d'occupation**

L'emplacement sera exclusivement réservé à l'usage direct du cocontractant et exclusivement affecté à l'usage prévu à l'article 1.

L'usage prévu à l'article 1 peut faire l'objet d'une modification par avenant et pourra donner lieu à une modification de la redevance.

Le cocontractant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la sécurité et de l'environnement.

Le cocontractant s'engage à respecter lui même et à ce que les pratiquants dont il a la charge respectent, toutes les règles de police et notamment :

L'arrêté municipal N°..... en date du.... relatif à la circulation et au stationnement sur le site de.....

### **Selon le cas :**

L'arrêté municipal N°..... en date du.... relatif à la sécurité de la pratique du .....sur le site de.....

L'arrêté préfectoral N°..... en date du.... relatif à .....sur le site de.....



(ex : arrêtés pris au titre de la sécurité, arrêtés pris au titre de la protection de l'environnement, au titre de la réglementation forestière ou autres...)

### **3. Durée**

La présente convention rend effet à compter du..... pour une durée de..... (an ou mois) venant à échéance le.....

.... Mois ou..... jours avant cette échéance, le cocontractant pourra solliciter le renouvellement de la convention.

### **4. Précarité**

Pendant toute la durée de la présente convention, la Commune de..... conserve la faculté de résilier ou modifier la présente convention pour un motif d'intérêt général ou pour tout motif lié à la gestion du domaine.

### **5. Conditions financières**

La validité de la présente convention est subordonnée au paiement d'une redevance (annuelle/trimestrielle) de..... €.

#### **Selon le cas**

La redevance est versée en une seule fois par le cocontractant, dans les 30 jours qui suivent la notification de la présente convention et chaque renouvellement de la convention.

La redevance est versée en .....fois par le cocontractant, au plus tard le .... et le.....qui de chaque année.

### **6. Garanties et assurances**

La présente convention est conclue après présentation par le cocontractant d'un exemplaire dûment signé d'un contrat d'assurance garantissant l'ensemble des activités du cocontractant.

**Si la convention dure plusieurs années :** L'attestation de renouvellement du contrat d'assurance est communiquée par le cocontractant à la commune à chaque échéance annuelle, sous peine de résiliation de la présente convention.

## **7. Litiges et contestations**

Toute contestation liée à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumise au Tribunal Administratif de.....

Fait en 2 exemplaires à.....

le.....

Le Président de la Communauté de  
Communes de ...

le cocontractant

## Modèle 3

<b>Convention de mise à disposition des biens annexée aux statuts de la</b> Communauté de Communes.....
------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Entre

La communauté de communes de ... représenté(e) par son président, M. ..., dûment habilité par délibération du conseil communautaire du ..., ci-après désigné... (nom de l'EPCI)

d'une part,

Et

La commune de ..., représentée par son maire, M. ..., dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du ... ci-après désigné par les termes « la commune »

d'autre part,

### **Expose**

Considérant que, les communautés de communes la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées est obligatoire ;

Considérant que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation (prise en charge par le bénéficiaire des dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens) ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

### **Dispositions patrimoniales**

#### **Article premier - Mise à disposition des équipements existants**

La commune de ... met à la disposition du ... (nom de l'EPCI) les équipements suivants ... (liste des équipements concernés).

#### **Article 2 - Mise à disposition du mobilier et matériel**

Le mobilier et le matériel liés aux équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvent au ... (date) à... (nom de l'EPCI), qui en devient affectataire.

### **Article 3 - Mise à disposition de parcelles**

La commune de ... met à la disposition du ... (nom de l'EPCI) les parcelles suivantes ... (liste des parcelles concernées).

Réf cadastrales	superficie	nom de lieu	nature
....	....	....	....

Conf. Annexe cartographique

### **Conséquences de la mise à disposition**

#### **Article 4 - Exercice des actions en responsabilité biennale et décennale**

La commune exerce toutes les actions et responsabilités découlant de l'application des articles 1792 et 2270 du Code civil, relatives à la responsabilité décennale, ainsi que les actions et responsabilités relatives à la garantie biennale, au ... pour les biens, tels qu'ils apparaissent à l'article premier.

#### **Article 5 - Assurances diverses**

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la commune dès le ... pour les biens figurant à l'article premier.

#### **Article 6 – Contentieux**

Les contentieux en cours au ... seront poursuivis par la commune, qui sera substituée au ... (nom de l'EPCI) dans les procédures engagées.

### **Dispositions financières**

#### **Article 7 - Charge de la dette et différé d'amortissement**

L'EPCI assure le remboursement du capital et le paiement des intérêts des emprunts ou quotes-parts d'emprunts contractés par la commune pour financer la construction des biens mis à disposition ainsi que le remboursement des avances consenties au titre du différé d'amortissement sur ces mêmes emprunts ou quotes-parts d'emprunts à compter de ...

#### **Article 8 – Coût**

Les biens mis à disposition le sont par les communes gratuitement.

## **Dispositions diverses**

### **Article 9 - Dossiers afférents aux équipements transférés**

La composition des dossiers administratifs afférents aux équipements mis à disposition figure à l'annexe ... de la présente convention. Ces dossiers seront remis par la commune de ... au ... (nom de l'EPCI), et un procès-verbal de la remise constatant la liste des pièces composant lesdits dossiers sera établi.

### **Durée – litiges**

#### **Article 10 – Durée**

La présente convention prend effet à la date du ... sans limitation de durée.

#### **Article 11 – Litiges**

Pour toute difficulté d'application de la présente convention en cas de litiges, la commune et le ... (nom de l'EPCI) conviennent de saisir le représentant de l'État dans le département avant tout recours contentieux.

Fait à..., le ...

Le maire de ...

Le président du ..

(nom de l'EPCI)



## 2<sup>ème</sup> Volet

# MODELE 1

## Arrêté municipal interdisant l'exercice de la baignade sur le site de....

Commune de....

Arrêté municipal N°

Le maire de la commune de.....

Vu le Code général des collectivités Territoriales, notamment en ses articles L 2212-1 et 2 -5°

Considérant qu'une partie des usagers fréquentant le site de... est susceptible de pratiquer des activités de baignade dans le cours d'eau de...

Considérant toutefois que ce site présente des dangers importants qui ne garantissent pas la sécurité des usagers pour la pratique d'une telle activité, notamment .....( ex : le seuil dégradé et inexploité de..., les blocs de rochers..., le niveau d'eau, les mouvements d'eau au pied des blocs de...la présence des restes de l'exploitation de....)

ARRETE

Article 1 L'exercice de la baignade dans le cours d'eau de.....sur le site de... est interdit

Article 2 Les sauts et plongeurs sont également interdits dans le cours d'eau de..... sur le site de...

Article 3 Le présent arrêté municipal sera affiché à l'entrée du site et sur les rives par panneaux

Article 4 Une ampliation du présent arrêté sera transmise au Conseil Général (Services secours), à la gendarmerie (Brigade de.....) et à Monsieur le DRARS....

Article 5 Les services municipaux de police sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune

A.....le..... le Maire..... transmission en préfecture le.....

Cachet

## Modèle 2

### Arrêté municipal réglementant l'exercice de la baignade sur le site de....

Commune de....

Arrêté municipal N°

Le maire de la commune de.....

Vu le Code général des collectivités Territoriales, notamment en ses articles L 2212-1 et 2 -5°

Considérant que le site de... fait l'objet d'une fréquentation importante en période estivale

Considérant qu'une partie des usagers fréquentant ce site est susceptible de pratiquer des activités de baignade dans le cours d'eau de...

Considérant toutefois que ce site de baignade n'est ni aménagé pour l'exercice de la baignade, ni surveillé et qu'il y a donc lieu d'en informer les usagers

ARRETE

Article 1 L'exercice de la baignade sur le site de... n'est pas surveillé et a lieu aux risques et périls des usagers

Article 2 Le présent arrêté municipal sera affiché à l'entrée du site et sur les rives par panneaux

Article 3 Une borne d'appel d'urgence sera installée sur le site à demeure.

Article 4 Une ampliation du présent arrêté sera transmise au Conseil Général (Services secours), à la gendarmerie (Brigade de.....) et à Monsieur le DRARS....

Article 5 Les services municipaux de police sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune

A.....le..... le Maire..... transmission en préfecture le.....

Cachet

ANNEXE : DOCUMENT DE TRAVAIL - PHASE DE DIAGNOSTIC

ID_Site	Nom	Aire de stationnement	K <sup>e</sup> Aire de Station.	Autres Stationnements	K autres Station.	F° inst. T Véh.	Plages et berges	K <sup>e</sup> Plages et berges	Superficie Plages et berges	F° inst. T Pers.	Comportements	Observations
SA01	Parc de Brissac	Parking du centre ville, capacité non déterminée	ND	NA		ND	17000m <sup>2</sup> de pelouses et berges			40	Détente, Autres (culturelles) / Chiens, P-Nique / Etalement	Site ayant un potentiel d'accueil important
SEL01	Aire de St Martial	Stationnement inorganisé sur le terrain en bord de route	ND	NA		ND	Pas de plage, ruisseau			ND	Détente, Autres (Jeux pour enfants) / P-Nique	Site adapté à la fréquentation
SH01	Aire du Mas de Servaret	En bitume, pouvant accueillir sur des emplacements environ 15 véhicules. Superficie 1300 m <sup>2</sup>	15	De façon anarchique sur les pelouses, pour être à l'ombre		17	Plage de galet en aval du site de 350m <sup>2</sup> Berges avec plusieurs petites plages et rochers en rive gauche remontant sur 200m	55 pers.		46	Détente, Baignade / Feux, Déchets, P-Nique / Stationnement, Etalement	Site ne pouvant accueillir une fréquentation plus importante en raison de sa faible capacité de stationnement
SH02	Aire de la Genouveze	Stationnement 1: au niveau de l'aire de repos (130m linéaire de stationnement), Stationnement 2: emprunter le chemin qui descend pour stationner au droit de la plage, Stationnement 3 : continuer le chemin pour accéder à la seconde plage	ND			ND	Deux plages de graviers faiblement fréquentées			ND	Détente, Baignade / Déchets, P-Nique / Etalement	Site ayant un potentiel d'accueil important mais actuellement interdit à la baignade pour raisons sanitaires.  L'accès au site ne se fait que dans le sens Ganges Le Vigan car la RD986 est en double voie
SH03	Aiguefolle	Sur D999 en bitume pour 30 véhicules Sur D349, en terre pour 20 véhicules		Camping Isis et colonie de vacances à proximité		ND	Amont : Galets (RG); Ripisylve (RD) Aval : Galets (RD); Ripisylve (RG)			ND	Détente / Feux	Site actuellement interdit à la baignade pour raisons sanitaires.
SH04	Zone publique Ganges	Stationnement 1: au niveau du parking de la gendarmerie/clinique (2100m <sup>2</sup> ) Stationnement 2: en terre, pouvant accueillir environ 20 véhicules (1000m <sup>2</sup> )	Station. 1: 50 + Station 2 : 20			ND	Berge à l'ombre en terrasse, plage de galets et rocher, avec un manque d'eau en période estivale		5 860m <sup>2</sup> de berge	ND	Détente, Pêche / Chiens, Déchets	Site sous fréquenté et non utilisé par les prestataires par manque d'eau en période estivale
SH05	Laroque Centre	Le stationnement se fait en entrée ou en sortie de Laroque. Stationnement Nord 2000 m <sup>2</sup> Stationnement Sud en épis pour 20 véhicules + 1 place handicapée	ND			ND	Plage de galets fins, sous les quais, en face de la plage du Fesquet et en amont du seuil.	100 pers.	1000 m <sup>2</sup>	150	Baignade, Détente, Pêche, Autres (culturelles) / P-Nique / Concentration, Etalement sur le seuil	Plage fortement fréquentée, le stationnement est commun au village
SH06	Domaine départemental du Fesquet	Aire bitumée de 30 places non matérialisées, en bord de route.	30	En bord de route	10	35	Site étendu en face de Laroque. Plage amont du seuil peu étendu en terre. Vaste plage en galet en aval du seuil.	1260 pers.	25 200 m <sup>2</sup>	115	Détente, Baignade, Autres (jeux, parcours de santé) / Déchets, P-Nique, Vols / Etalement	Stationnement peu adapté au site et de capacité trop faible. Capacité d'accueil pouvant être très importante en prenant en compte la plage de galet en aval du seuil peu fréquenté actuellement



## ANNEXE : DOCUMENT DE TRAVAIL - PHASE DE DIAGNOSTIC

ID_Site	Nom	Aire de stationnement	K <sup>e</sup> Aire de Station.	Autres Stationnements	K autres Station.	F° inst. T Véh.	Plages et berges	K <sup>e</sup> Plages et berges	Superficie Plages et berges	F° inst. T Pers.	Comportements	Observations
SH07	Bord de route - Montée de la Draille	Stationnement au niveau du carrefour de la Draille	7			7	Plage sous forme de dalles rocheuse et plaquette de galet		Plage de galet : 260m <sup>2</sup>	0	Baignade, Autres (randonnée, escalade, via ferrata) / Déchets / Stationnement	Site peu identifié, accès peu évident, stationnement non réglementé dans le virage formant le croisement avec la Montée de la Draille de faible capacité
SH08	Gorges de l'Hérault Centre	Aire de stationnement en bataille côté versant	7	Le stationnement est anarchique et se fait en bord de route, en file indienne, en fonction de la largeur des bas côtés. Seules 3 zones permettent réellement un stationnement sans empiéter sur la route.	3 zones côtés versant = 23	93	Berge et plage de dalles rocheuses, tout le long des gorges, commun avec le site SH09	650 pers.	Linéaire de berge de 1 300, commun avec le site SH09	190	Baignade, Pêche, Autres (Escalade, spéléologie) / Feux, Camping, Chiens, Déchets, P-Nique, Accès, Vols / Stationnement, Etalement	Deux accès à la rivière sont identifiés. Une seule aire de stationnement au niveau de la carrière est identifiée. Le stationnement se fait majoritaire en bord de route de façon plus ou moins gênante pour la circulation. Une partie du stationnement est à destination des activités d'escalade et spéléologie. La capacité d'accueil maximale des berges reste largement supérieure à la capacité de stationnement.
SH09	Gorges de l'Hérault Sud	Aucun stationnement défini	0	Le stationnement est anarchique et se fait en bord de route, en file indienne, en fonction de la largeur des bas côtés. Un secteur permet de garer 7 voitures en bataille.	3 zones côtés versant = 28		Berge et plage de dalles rocheuses, tout le long des gorges, commun avec le site SH08	650 pers.	Linéaire de berge de 1 300, commun avec le site SH08		Baignade, Pêche / Feux, Camping, Chiens, Déchets, P-Nique, Accès, Vols / Stationnement, Etalement	
SH10	Baignade CPN	Stationnement 1 privé, réservé aux clients de la base CK, en face de la base, en stabilisé, pouvant accueillir environ 20 véhicules. Tolérance de stationnement pour les baigneurs (2010). Stationnement 2 en bataille (en face du panneau de sortie de ville)	Station. 1 : 20 + Station. 2 : 7	Stationnement en bord de route, des deux côtés et dans le montée de la grotte des Demoiselles (sens interdit). Environ 272m	Environ 48	53	Vaste plage de galet avec une utilisation de sa partie amont, qui s'étend sur 4600m <sup>2</sup> de l'ilot central et petites plages en rive gauche amont	460 pers.	4600m <sup>2</sup> à minima, pouvant être plus étendu	120	Baignade, Canoë / Déchets, P-Nique / Stationnement, Concentration	La superficie de la plage de galet est importante, avec une capacité en stationnement réduite.





ANNEXE : DOCUMENT DE TRAVAIL - PHASE DE DIAGNOSTIC

ID_Site	Nom	Aire de stationnement	K <sup>e</sup> Aire de Station.	Autres Stationnements	K autres Station.	F° inst. T Véh.	Plages et berges	K <sup>e</sup> Plages et berges	Superficie Plages et berges	F° inst. T Pers.	Comportements	Observations
SH11	Plage de St Bauzille de Putois	Nombreux stationnements, en stabilisé. Une massification du stationnement est cependant constatée autour du pont.	ND, car commun au village	Un stationnement anarchique en aval du pont, sur l'accès au stationnement privé du prestataire canoë le Pont Suspendu		31	Plages de galet, en bordure d'Hérault qui s'étale sur 190m, du rapide au pont suspendu	ND	8200m <sup>2</sup>	139	Baignade, Pêche / Feux, Déchets, P-Nique / Concentration	Les capacités de stationnements et de plages sont largement sous fréquentés. L'un des facteurs limitant est ici la largeur de la rivière avec une concentration des personnes au niveau du rapide.
SH12	Domaine départemental de Moulin Neuf	En terre, pouvant accueillir 20 véhicules (600m <sup>2</sup> )	20	Derrière le bosquet		14	Grande potentialité de berge et plage, avec en lisière de forêt un espace pique-nique, et une petite plage de sable	100 pers. (plage de sable)	26 500 m <sup>2</sup> dont une petite plage de sable principalement utilisée 1000m <sup>2</sup>	30	Détente, Baignade / Feux, Déchets, Chiens, Tags, P-Nique / Etalement	La capacité de stationnement reste peu importante au vue des dimensions du site. La capacité d'accueil de la plage n'est pas ici représentative
SH13	Site de St Etienne d'Issensac (berges)	Stationnement principalement en bord de route. Deux zones de stationnement sont présentes mais insuffisantes en terme de capacité. Stationnement 1 en bataille en amont du site et stationnement 2 en bataille au niveau du GR	Station. 1 : 6 + Station. 2 : 12	Stationnement plus ou moins gênant en bord de route, fonction de la largeur du bas-côté. Une ligne jaune a été mise en place pour limiter ce stationnement relativement gênant.	Hors station. gênant : sur route côté rivière 56 et 20 de l'autre côté	109	Naturelles, longues de 1 kilomètre avec de nombreux accès depuis le bord de route. Sur la partie amont, elle se découpe en deux parties, une partie pré-berge ombragée en terre à droite de la route d'une largeur de 25m et une partie berge en rocher de 20m. La partie aval se compose d'une berge en rocher de 30 m de large	Non représentatif : 3 820 pers.	Banquette rocheuse 26 000 m <sup>2</sup> et pré-berge de 12 200m <sup>2</sup>	410	Baignade, Pêche, Détente, Autres (Randonnée) / Feux, Camping, Déchets, P-nique, Accès, Vols / Stationnement, Déplacement, Etalement	La capacité d'accueil de la plage n'est pas ici représentative. La problématique actuelle concerne la gestion du stationnement

ANNEXE : DOCUMENT DE TRAVAIL - PHASE DE DIAGNOSTIC

ID_Site	Nom	Aire de stationnement	K <sup>e</sup> Aire de Station.	Autres Stationnements	K autres Station.	F° inst. T Véh.	Plages et berges	K <sup>e</sup> Plages et berges	Superficie Plages et berges	F° inst. T Pers.	Comportements	Observations
SH14	Pont de St Etienne d'Issensac	Deux zones de stationnement en continues sont aménagées, en aval du pont rive gauche, commun à l'accès de la chapelle.	Zone 1 : 10 + Zone 2 : 50	De nombreux stationnement en bord de route, autour du site, sur la D4 : autour du Pont et vers le Causse de la Selle; su la D1 : autour du Pont et du parking de la chapelle	Nul car gênant	124	L'ensemble des berges et plages est utilisé. La plage aval du pont permet l'accès depuis deux zones de stationnement.	Non représentatif : 460 pers. (berges) + 2200 pers. (plage)	Plage aval : 17 475 m <sup>2</sup> , linéaire de berge aval rive droite 520m, linéaire de berge aval rive gauche 110m, linéaire de berge amont rive droite 170m, linéaire de berge aval rive gauche 120m	380	Baignade, Autres (Culturelles) / Feux, Camping, Tags, Déchets, P-nique, Accès/Saut, Vols, Tensions / Stationnement, Déplacement, Concentration, Etalement	La capacité d'accueil de la plage n'est pas ici représentative. La problématique actuelle concerne la gestion du stationnement, principalement en rive droite
SR01	Maison de la Nature Combe Claude	Zone de stationnement aménagée en bord de route permettant le stationnement de véhicules.	7 v + 1 bus			ND	Pas d'eau en période estivale	NA	NA	ND	Autres (Randonnée et circuit routier)	Non déterminant
SR02	Sumène Centre	Village	ND	ND		ND	NA			5	Baignade, Autres (Randonnée et circuit routier)	Non déterminant
SR03	Site de l'Amarine	En terre en bord de route (DFI)	ND	ND		ND	NA			ND	ND	Non déterminant
SV01	Madières - projet village			Centre village	ND	ND	Petite plage			ND	ND	Non déterminant
SV02	Le Grenouillet Amont	10 véhicules maximum	10			ND	Un chemin longe la zone de baignade			ND	Pêche, Canoë / Tensions	Non déterminant
SV03	Le Grenouillet	1- Aire de pique-nique : 10 véhicules 2- Zone en face : 10 véhicules	20	3- Zone départ Arboretum : 8 véhicules 4- Zone après Maison forestière (bdr) 10 véhicules	18	4	ND			ND	Autres (Randonnée et circuit routier), Détente, Pêche, Baignade / Déchets, P-Nique	La capacité de stationnement est supérieure à la fréquentation actuelle

ANNEXE : DOCUMENT DE TRAVAIL - PHASE DE DIAGNOSTIC

ID_Site	Nom	Aire de stationnement	K <sup>e</sup> Aire de Station.	Autres Stationnements	K autres Station.	F° inst. T Véh.	Plages et berges	K <sup>e</sup> Plages et berges	Superficie Plages et berges	F° inst. T Pers.	Comportements	Observations
SV04	Planteyrols	Aire de stationnement en tout venant	20	Stationnement en sur largeur de route en face (200m) et à 50 m de l'accès parking côté rivière (25m)	42	26	Plage de rochers plats, berge en terre, formant de petites zones d'accueils.	70 pers.	770m <sup>2</sup> (140 m linéaire de berge rive droite - 11m de large, formant de petites zones d'accueil)	90	Détente, Baignade / Camping / Etalement	La capacité d'accueil du site et le stationnement sont en adéquation avec la fréquentation actuelle constatée
SV05	Cascade de la Vis (St-Laurent)	Parking sur site, 100 véhicules bien garés, Petit parking amont côté versant 5 véhicules Petit parking de 20 véhicules en entrée de village	125	Bords de routes, et stationnement gênant	0	233*	Plage formée de dalles de rochers et d'un ilot central en aval de la cascade	375 pers.	3 753m <sup>2</sup>	488	Baignade, Détente, Autres (Randonnée, circuit routier) / Feux, Chiens, Tags, Déchets, P-Nique, Saut, Vols, Tensions / Stationnement, Déplacement, Concentration	La fréquentation est en rapport avec la capacité d'accueil de la plage et le stationnement. La problématique vient des pics de fréquentation constatée et d'une gestion délicate du stationnement principal
SV06	Pont de Mange Châtaigne	Aire de stationnement en bord de route	20		0		Plage formée de dalles de rochers			ND	Autres (Randonnées, spéléologie, randonnée aquatique) / Accès	Non déterminant
SV07	Cascade des Forces	Aire de stationnement commune avec le site des Forces (350 m <sup>2</sup> )	40	Stationnement anarchique en bord de route 262m	45	97	Plage de rochers plats, berge en terre, formant de petites zones d'accueils, petits ilots rocheux. Seuil en amont	190 pers.	2840m <sup>2</sup> (2/3 accessible)	110	Baignade, Détente, Pêche / Feux, Tags, Déchets, P-Nique, Vols / Stationnement, Déplacement, Etalement	Les fréquentations sont en adéquation avec les capacités d'accueils de plages et berges. La problématique vient de l'inadéquation de l'offre en stationnement
SV08	Les Forces	Aire de stationnement commune avec le site Cascade de la Vis (350 m <sup>2</sup> )		Stationnement anarchique en bord de route - dans le virage	0		Plage de galet au niveau de la confluence, ilot central	180 pers.	1800m <sup>2</sup> de plage + ilot de 600m <sup>2</sup>	133	Baignade, Détente, Pêche / Tags, Déchets, P-Nique, Vols / Stationnement, Concentration	